PRINCIPES

D'ÉCONOMIE POLITIQUE,

CONSIDÉRÉS

SOUS LE RAPPORT DE LEUR APPLICATION PRATIQUE.

II.

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.

PRINCIPES
D'ÉCONOMIE POLITIQUE,

CONSIDÉRÉS

SOUS LE RAPPORT DE LEUR APPLICATION PRATIQUE;

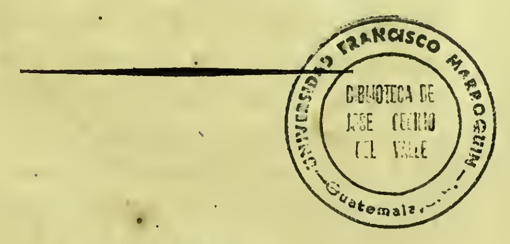
PAR M. T. R. MALTHUS, M. A. F. R. S.,

PROFESSEUR D'HISTOIRE ET D'ÉCONOMIE POLITIQUE AU COLLÉGE DES INDES-ORIENTALES, DANS LE HERTFORDSHIRE;

TRADUITS DE L'ANGLAIS

PAR M. F. S. CONSTANCIO, D. M., ETC.

TOME SECOND.



PARIS,

J.-P. AILLAUD, LIBRAIRE, QUAI VOLTAIRE, N°. 21.

1820.

PRINCIPES

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

CHAPITRE VI.

De la distinction entre la richesse et la valeur.

Adam Smith dit avec raison qu'un homme est riche ou pauvre selon le degré dans lequel il peut se procurer la jouissance des choses nécessaires, utiles et agréables à la vie. Il suit de cette définition, que si la main libérale de la nature prodiguait toutes ces choses à chaque habitant d'un pays, de manière à satisfaire tous ses désirs dans leur plus grande latitude, un tel pays serait riche au plus haut degré, quoiqu'il ne possédât rien qui eût une valeur échangeable ou qui pût payer une seule heure de travail.

Dans un tel état de choses, la richesse n'a certainement rien de commun avec la va-

leur échangeable. Mais comme cet état de choses n'existe pas actuellement, et n'existera probablement jamais, et puisque la nature, dans sa libéralité, ne donne à l'homme qu'un petit nombre de choses nécessaires, utiles et agréables à la vie, sans qu'il ait besoin d'employer ses propres efforts pour se les procurer; et puisque le grand stimulant du travail, c'est le désir de posséder ce qui ne peut s'acquérir que moyennant quelque effort ou sacrifice, on verra que, dans l'état actuel de l'homme sur la terre, la richesse et la valeur échangeable, quoique étant des choses tout-à-fait distinctes, ont cependant plus de rapports entre elles que quelques personnes ne l'ont pensé.

Si l'on considère les quantités différentes d'une même denrée qui, dans des circonstances diverses, ont une valeur égale, la distinction est en effet parfaitement sensible. Des bas ne perdent pas la moitié de la propriété qui les fait contribuer au bien-être et à la commodité de celui qui les porte, en raison de ce que, au moyen de machines perfectionnées, on peut les fabri-

quer à moitié prix, ou ce qui revient au même, parce que leur valeur échangeable a été réduite de moitié. On conviendra sans difficulté, que l'homme qui possède deux paires de bas de la même qualité au lieu d'une seule paire, possède réellement, pour ce qui regarde les bas, le double des choses utiles à la vie.

Cependant, dans ce même cas, il n'est pas, sous tous les rapports, deux fois plus riche. Si en effet, il a destiné ces bas à son propre usage, il est réellement plus riche du double, mais s'il veut les échanger contre d'autres objets, sa richesse ne se trouve plus doublée ; car avec une paire de bas, on peut, dans certaines circonstances, acheter plus de travail et d'autres denrées qu'avec deux ou même trois paires, après l'introduction de grands perfectionnemens dans les machines qui servent à fabriquer les bas. Dans tous les cas semblables, la nature de la différence entre la richesse et la valeur est suffisamment marquée.

Mais lorsqu'on compare des objets de diverses natures, il n'y a aucun autre moyen d'estimer le degré de richesse que la pos-

session et la jouissance de ces objets donne au possesseur, que par l'estimation relative qu'on fait de chacun d'eux respectivement, laquelle se mesure d'après leurs valeurs relatives d'échange. Si un homme a une certaine quantité de tabac, et un autre une certaine quantité de mousselines, il est impossible de déterminer lequel des deux est le plus riche, autrement qu'en observant combien de valeurs chacun obtient en échange au marché. Et même, si un pays exporte du blé et importe des dentelles et de la batiste, quoique le blé ait une valeur d'utilité plus marquée et plus positive que toute autre marchandise, il faudra faire l'évaluation précisément de la même manière; car des objets de luxe sont une partie de la richesse aussi-bien que les objets de première nécessité. Le pays n'aurait point reçu des dentelles et de la batiste en échange pour son blé, à moins que sa richesse ou la somme totale de ses produits nécessaires, utiles ou de luxe, ne se trouvât augmentée par suite d'un tel échange; et cet accroissement de richesse ne peut se mesurer d'aucune autre manière, que par

l'accroissement de valeur qui en résulte, et qui est fondé sur ce que les objets importés sont plus recherchés et plus estimés que ceux qu'on exporte en échange.

La richesse cependant, il faut en convenir, n'augmente pas toujours dans la même proportion que la valeur; car une augmentation de valeur, peut quelquefois avoir lieu en même temps qu'il existe une diminution réelle des choses nécessaires, utiles et d'agrément; mais elle n'augmente pas non plus en raison de la simple quantité des choses qu'on comprend sous la dénomination de richesse, parce que les différens objets dont cette quantité se compose, peuvent ne pas être assez en rapport avec les besoins et les moyens de la société, pour acquérir la valeur qui leur est propre. La plus utile des denrées, quant à ses propriétés, si la quantité en est excessive, perd non-seulement sa valeur d'échange, mais encore le pouvoir de satisfaire aux besoins de la société relativement à sa quantité totale, et par conséquent une partie de cette denrée perd sa qualité de richesse. Si tout à coup les grandes routes et

les canaux de l'Angleterre étaient rompus et détruits, de manière à empêcher tout transport et échange de marchandises, il n'y aurait d'abord aucune diminution de produits, mais il y aurait à l'instant même une effrayante diminution et de valeur et de richesse. Une grande quantité de marchandises perdraient tout à coup leur valeur, parce qu'elles seraient devenues absolument inutiles; et quoique d'autres objets monteraient de valeur dans certains endroits, cependant, d'après le défaut général de moyens d'acheter, cette hausse partielle ne compenserait nullement la baisse générale. La totalité de la valeur échangeable des produits estimée en travail, en blé ou en argent, se trouverait diminuée de beaucoup; et il est tout-à-fait évident que la richesse nationale serait essentiellement réduite, c'est-à-dire, que la société ne pourrait pas à beaucoup près satisfaire ses besoins aussi bien que par le passé.

Il paraît donc que la richesse d'un pays dépend en partie de la quantité des produits obtenus par le travail national, et en partie de ce que ces produits sont en rap-

port avec les besoins et les facultés de la population existante, de manière à acquérir une valeur.

Mais le rapport le plus intime qui existe, peut-être, entre la richesse et la valeur, tient à ce que la seconde est constamment nécessaire pour la production de la première. Dans l'état actuel des choses, il est impossible d'acquérir une quantité un peu considérable de richesse sans se donner beaucoup de peine; et à moins que le prix que les individus ou la société mettent à l'objet produit ne compense le sacrifice qu'on a fait pour l'obtenir, une telle richesse cessera d'être produite à l'avenir. Si la production d'un tel objet n'exige que du travail, comme cela arrive pour ramasser des chevrettes, ou pour cueillir des mûres ou des fraises des bois, et quelques autres occupations purement manuelles, il est évident que cette richesse ne sera pas recueillie, et ne servira à satisfaire aucun des besoins de la société, à moins que sa valeur totale ne puisse disposer au moins d'autant de travail qu'il en a coûté pour l'acquérir.

Si la nature de l'objet que l'on désire se procurer exige des avances sous forme de capital, comme cela arrive le plus souvent, alors, quelle que soit la personne qui fournisse ce capital, que ce soient les ouvriers eux-mêmes ou d'autres individus, la production de l'objet n'aura pas lieu, à moins que l'estimation que la société fait de ce produit, ou que sa valeur d'échange ne suffise non-seulement pour rembourser toutes les avances en travail et en d'autres articles qui ont été faites pour l'obtenir, mais encore pour payer les profits ordinaires du capital.

C'est donc évidemment la valeur des produits, ou le sacrifice en travail et en autres objets qu'on est disposé à faire afin d'acquérir ces produits, qu'on peut regarder, dans l'état actuel de la société, comme la seule cause de l'existence de la richesse; et cette valeur repose sur les besoins de l'espèce humaine, et sur la propriété que possède chaque produit de satisfaire ces besoins, sans aucun égard à la quantité réelle de travail que ces choses ont pu coûter, soit pour les recueillir, soit pour les faire. C'est cette valeur qui est non-seulement

le grand stimulant à la production de toute espèce de richesse, mais qui est également le grand régulateur des formes que prendra la richesse, et des quantités relatives dans lesquelles elle existera. Aucune espèce de richesse ne peut être apportée au marché quelque temps de suite, à moins que quelque portion de la société ne lui reconnaisse une valeur égale à son prix naturel ou nécessaire, et n'ait les moyens et la volonté de faire un sacrifice proportionné pour l'acquérir. Un impôt peut faire cesser tout à coup la production d'un produit, si personne dans la société n'est disposé à y mettre un prix égal aux nouveaux frais qu'il faut payer pour pouvoir le livrer aux consommateurs. Et d'un autre côté, la quantité d'un produit ira toujours en augmentant aussi long-temps que le nombre des personnes qui peuvent et qui veulent y mettre un tel prix ira en croissant.

En un mot, le prix courant des choses est la cause immédiate de tous les grands efforts auxquels la société se livre pour produire la richesse; ce prix courant exprime toujours d'une manière claire et

non équivoque, la valeur échangeable des produits dans le temps et le lieu où ils sont échangés, et il ne diffère du prix naturel et nécessaire qu'autant que l'état existant de la demande et de l'offre, par rapport à chaque objet en particulier, peut différer de l'état ordinaire et moyen.

Le lecteur remarquera donc que lorsque j'emploie le mot valeur ou valeur échangeable, je prends toujours ce terme dans l'acception étendue, et qui paraît être le sens ordinaire et correct, dans lequel j'ai tâché de l'expliquer et de le définir dans le second chapitre de cet ouvrage, et jamais je ne m'en sers dans le sens restreint que lui a dernièrement donné M. Ricardo, qui considère la valeur comme dépendant exclusivement de la quantité positive de travail employée à la production (1). Si on prend le mot dans cette seconde acception,

(1) M. Ricardo dit (chap. 20, p. 63 de la traduction française) : « Il n'y a de denrée invariable que celle qui, dans tous les temps, exige pour sa production le même sacrifice de travail et de peines. » Que signifie ici le mot *invariable* ? Il ne peut pas vouloir dire *invariable* dans sa valeur échangeable, puisque M. Ricardo est convenu

la valeur n'a certainement pas une liaison aussi intime avec la richesse. Si l'on compare ensemble deux pays ayant des degrés différens de fertilité, ou si l'on compare un pays agricole avec un pays manufacturier et commerçant, la richesse relative de chacun d'eux se trouvera très-différente, d'après la quantité proportionnelle de travail que chacun emploie à la production des objets de son industrie; et certes, la quantité croissante du travail nécessaire pour la production d'une denrée quelconque sera bien loin d'être un stimulant propre à augmenter la production. Dans ce sens, par conséquent, la richesse et la valeur diffèrent beaucoup.

Mais si l'on prend le mot valeur dans le sens dans lequel il est généralement employé, et selon la définition que j'en ai donnée, la richesse et la valeur, quoique n'é-

---

lui-même que souvent des denrées qui ont exigé le même sacrifice de travail et de peines, ne s'échangent pas les unes contre les autres. Cette mesure de la valeur d'échange est beaucoup plus variable que les autres mesures que M. Ricardo a rejetées; et il n'est même pas aisé de dire dans quel autre sens le mot peut être pris.

tant certainement pas toujours la même chose, se montreront très-intimement liées entre elles; et lorsqu'on évalue la richesse, il faut convenir qu'on commet une erreur aussi grave en considérant la quantité sans avoir égard à la valeur, que si l'on considère la valeur sans avoir égard à la quantité.

CHAPITRE VII.

Des causes immédiates du progrès de la richesse.

SECTION I.

Exposé de l'objet particulier d'investigation.

Il n'existe guère de recherche plus curieuse, ou qui, par son importance, soit plus digne d'attention, que celle qui expose les causes pratiques qui s'opposent aux progrès de la richesse dans différens pays, qui l'arrêtent, ou qui la font marcher très-lentement; tandis que les facultés productives n'éprouvent comparativement point de diminution, ou sont pour le moins suffisantes pour effectuer un grand et abondant accroissement des produits et de la population.

Dans un ouvrage antérieur (1), j'ai recherché quelles étaient les causes qui, dans le fait, maintiennent la population au ni-

(1) *Essay on the Principle of Population.*

veau des moyens d'approvisionnement existans. Mon objet, en ce moment, est d'indiquer quelles sont les causes principales qui influent sur cet approvisionnement, ou qui développent les pouvoirs de production sous la forme de richesse croissante.

Au nombre des causes fondamentales, et les plus importantes qui influent sur la richesse des nations, il faut incontestablement mettre au premier rang celles qui ont rapport à la politique et à la morale. La garantie des propriétés, sans un certain degré de laquelle il ne peut pas y avoir d'encouragement à l'industrie individuelle, dépend, dans le fond, de la constitution politique d'un pays, de la bonté de ses lois, et de la manière dont elles sont exécutées. Et les habitudes qui tendent à la fois à rendre les hommes laborieux et probes, et qui sont par conséquent les plus favorables à la production et à la conservation de la richesse, dépendent principalement des mêmes causes combinées avec l'instruction morale et religieuse. Ce n'est cependant pas mon intention d'examiner ici à fond ces causes, tout importantes et

énergiques qu'elles sont; je me bornerai principalement à l'examen des causes immédiates et directes de l'accroissement de la richesse, soit qu'elles tirent leur origine des sources de la politique et de la morale, soit qu'elles tiennent à d'autres circonstances plus essentiellement et plus directement du ressort de l'économie politique.

C'est une vérité manifeste qu'il existe plusieurs pays, ne différant pas essentiellement sous le rapport du degré de garantie accordée à la propriété, ni quant à l'instruction morale et religieuse de la nation, et qui néanmoins, quoique possédant des avantages naturels à peu près égaux, font des progrès très-différens vers la richesse. Voilà ce que je me suis surtout proposé d'expliquer dans cette investigation, en essayant également de rendre raison de certains phénomènes que nous rencontrons toujours sur notre route, toutes les fois que nous jetons un coup d'œil sur les différens états de l'Europe ou du monde. Je veux parler des pays qui, avec de grands moyens de production, sont comparativement pauvres, et de ceux qui, avec de fai-

bles moyens de production, sont comparativement riches.

Si les richesses réelles d'un pays qui n'est point exposé à de fréquentes déprédations, ou à voir ses récoltes souvent ravagés, ne sont pas, après une certaine époque, en quelque sorte proportionnées au pouvoir que ce pays a de produire des richesses, ce défaut, lorsqu'il existe, doit provenir du manque d'un stimulant suffisant pour encourager une production constante. La question pratique qu'il faut résoudre, c'est donc de savoir quels sont les stimulans les plus directs et les plus énergiques qui favorisent la création constante et le progrès de la richesse.

SECTION II.

De l'accroissement de la population, considéré comme un stimulant à l'accroissement de la richesse.

Plusieurs auteurs pensent que l'accroissement de la population est le seul stimulant nécessaire pour l'accroissement de la richesse; car la population, étant en général la grande source de consommation, doit, dans leur opinion, maintenir la de-

mande d'un surcroît de produits, qui doit être naturellement suivie d'un accroissement soutenu de production.

Il est impossible de nier que l'accroissement de la population ne soit un élément puissant et nécessaire de la demande croissante ; mais il est non-seulement évident en théorie, mais l'expérience universelle confirme que l'accroissement de population seul, ou, pour parler avec plus de précision, l'effort que fait la population pour atteindre la limite des subsistances, n'offre point un stimulant assez puissant pour faire que l'augmentation de la richesse se soutienne. Si le simple besoin, ou l'envie que peuvent avoir les classes ouvrières de posséder les choses nécessaires et utiles à la vie, était un stimulant suffisant pour engager à produire, aucun état en Europe, ni même dans le monde, n'aurait pu rencontrer d'autre limite pratique à sa richesse que ses facultés productives; et la terre aurait, il y a long-temps, contenu pour le moins dix fois autant d'habitans qu'elle en nourrit aujourd'hui sur sa surface.

Mais toutes les personnes qui connaissent la nature de la demande effective, comprendront parfaitement que, partout où le droit de propriété individuelle est établi, et où les besoins de la société sont satisfaits au moyen de l'industrie et des échanges, l'envie qu'un individu quelconque peut avoir de posséder les choses d'une grande utilité ou d'agrément, quelque forte qu'elle soit, ne contribuera en rien à les faire produire, s'il n'y a pas ailleurs une demande réciproque pour quelques-unes des choses que cet individu possède. Un homme qui ne possède que son travail, ne fait de demande de produits qu'autant que ceux qui en ont à leur disposition ont besoin de son travail. Et aucun travail productif ne sera jamais demandé, à moins que le produit qui doit en résulter n'ait une valeur plus forte que celle du travail qui a été employé à cette production. Il ne saurait y avoir un plus grand nombre de bras employés dans un genre quelconque d'industrie, par le seul motif de la demande que peuvent faire des produits de cette industrie les personnes

qui y sont occupées. Il n'est point de fermier qui voulût se donner la peine de surveiller le travail de dix journaliers de plus, par le seul motif que la totalité de son produit rapportera au marché un excédant de prix égal à la somme additionnelle qu'il a donnée en payement à ses journaliers. Il faut qu'il y ait quelque circonstance dans l'état précédent de la demande et de l'offre de la denrée en question, ou dans son prix, qui soit antérieure et étrangère à la demande occasionée par les nouveaux ouvriers, pour qu'il y ait une raison pour employer un nombre plus considérable de bras à la production de cette denrée.

On dira peut-être que l'accroissement de population doit faire baisser les salaires, et que, en diminuant ainsi les frais de production, il doit en résulter une augmentation des profits des capitalistes, et un encouragement à la production. Il est sans doute possible qu'un effet temporaire de cette espèce puisse avoir lieu, mais il ne peut être évidemment que très-restreint et borné. La baisse des salaires ne peut pas augmenter au delà d'un certain terme,

sans arrêter, non-seulement le progrès de la population, mais sans la faire même rétrograder; et avant que ce terme soit atteint, il arrivera probablement que l'accroissement des produits, causé par le travail du nombre additionnel de bras, aura fait baisser tellement la valeur de ces produits, que la différence fera plus que compenser la diminution des salaires; et par là, les profits des capitalistes et les moyens et la volonté d'employer plus de bras, se trouveront diminués au lieu d'être augmentés.

Il est donc évident, en théorie, qu'un accroissement de population, lorsqu'il n'y a pas de l'occupation pour un nombre plus considérable d'ouvriers, doit être bientôt arrêté par le défaut d'emploi, et par la chétive subsistance de ceux qui sont employés, et ne peut point offrir l'encouragement nécessaire pour une augmentation de richesse proportionnée à la faculté de production.

Et s'il restait encore quelques doutes sur la *théorie* énoncée, un appel à l'*expérience* les ferait certainement disparaître. Il est à

peine possible de porter nos regards sur aucune nation du monde, sans rencontrer une confirmation frappante de ce que nous venons d'avancer. La richesse actuelle de presque tous les états connus est, presque universellement, fort au-dessous de leurs facultés productives; et le progrès de la richesse est presque universellement le plus lent dans ceux de ces états dans lesquels l'encouragement donné par la seule population est le plus fort, c'est-à-dire, là où la population tend le plus fortement à atteindre la limite des subsistances. Il est tout-à-fait évident que l'unique moyen raisonnable, et le seul moyen même par lequel nous puissions juger de l'effet pratique de la population agissant comme seul stimulant de la richesse, c'est de porter nos regards sur les pays où, par l'excès de la population comparativement aux fonds destinés à faire subsister les classes laborieuses, l'aiguillon du besoin est le plus fort. Et si dans ces pays, qui possèdent néanmoins de grands pouvoirs de production, le progrès de la richesse est très-lent, c'est assurément la preuve la plus évidente qu'il soit

possible de déduire de l'expérience, que la population seule ne saurait créer une demande effective de richesses.

Supposer un accroissement réel et permanent de la population, c'est demander la question. Il serait tout aussi raisonnable de supposer de même l'augmentation de la richesse ; car un accroissement réel et permanent de population ne peut exister sans une augmentation de richesse, dans une proportion égale ou très-approchante. La véritable question, c'est de savoir si les encouragemens à la population, ou même la tendance naturelle que la population a de s'accroître au delà du capital qui doit la faire subsister, de manière à chercher fortement à dépasser la limite de la subsistance, sont ou non, pris isolément, des stimulans suffisans pour faire accroître la richesse. Or, l'Espagne, le Portugal, la Pologne, la Hongrie, la Turquie et beaucoup d'autres pays de l'Europe, presque toute l'Asie et l'Afrique, et la plus grande partie de l'Amérique, répondent à cette question d'une manière négative et non équivoque.

SECTION III.

De l'accumulation ou de l'épargne qu'on fait sur le revenu pour ajouter au capital, considérée comme un stimulant à l'augmentation de la richesse.

Ceux qui n'admettent pas que la population seule soit un stimulant suffisant pour l'augmentation de la richesse, sont en général disposés à attribuer cet effet uniquement à l'accumulation. Il est incontestable qu'aucun accroissement de richesse permanent et soutenu ne peut avoir lieu sans un accroissement constant de capital; et je ne saurais être de l'avis de lord Lauderdale, qui croit que cet accroissement peut s'effectuer de toute autre manière que par des épargnes sur le fonds qui aurait pu être destiné à la consommation immédiate, et en les ajoutant au capital qui doit rapporter un profit, ou, en d'autres mots, en convertissant le revenu en capital (1).

---

(1) Voyez l'ouvrage de lord Lauderdale, intitulé, Recherches sur la nature et la source de la richesse publique, chap. 4 de l'Épargne, p. 198, 2e. édition anglaise. Lord Lauderdale me semble avoir été aussi exagéré en désapprouvant l'accumulation, que d'autres auteurs en la recommandant outre mesure. Cette tendance à adopter des

Il nous reste à examiner quel est l'état de choses qui dispose en général une nation à accumuler ; et ensuite, quel est l'état de choses qui tend à rendre cette accumulation plus productive, par l'accroissement additionnel et soutenu du capital et de la richesse auquel elle donne lieu.

Il est possible, sans doute, au moyen de l'économie, de consacrer tout d'un coup une quantité plus grande qu'à l'ordinaire du produit d'un pays quelconque à la subsistance des ouvriers productifs ; et il est bien certain que les ouvriers ainsi employés sont des consommateurs, de même que les ouvriers improductifs ; et en tant que cela regarde les ouvriers, il n'y a point de diminution de consommation ni de demande. Mais nous avons déjà fait voir que la consommation et la demande occasionées par les personnes employées dans un travail productif, ne peuvent jamais être un encouragement suffisant à l'accumulation et à l'emploi du capital. Et quant

opinions extrêmes me paraît être la source principale des erreurs qui se sont introduites dans l'économie politique.

aux capitalistes eux-mêmes, ainsi que les fermiers et autres personnes riches, ils sont supposés avoir résolu d'être économes, et, en se privant de leurs jouissances ordinaires de choses commodes ou de luxe, d'épargner sur leurs revenus pour ajouter à leur capital. Je demanderais comment il est possible, dans de telles circonstances, de supposer que la quantité augmentée de produits, obtenue par le nombre plus grand d'ouvriers productifs, puisse trouver des acheteurs, sans qu'il y ait une telle diminution de prix que la valeur des produits tombe au-dessous des frais de production, ou, pour le moins, qu'elle diminue beaucoup les moyens et la volonté d'épargner.

Quelques auteurs de beaucoup de mérite ont pensé que, quoiqu'il puisse y avoir aisément un engorgement partiel de certains produits, il est impossible qu'il y ait un engorgement de tous les produits en général; car, d'après leur manière d'envisager le sujet, des produits s'échangeant toujours contre d'autres produits, une moitié doit servir à acheter l'autre, et la

production étant ainsi la seule source de la demande, la surabondance de l'approvisionnement d'un article prouverait seulement qu'il y a défaut d'approvisionnement de quelque autre produit, la surabondance générale de tous les produits étant regardée comme impossible. M. Say, dans son ouvrage distingué sur l'économie politique, a même poussé la chose si loin, qu'il assure que la consommation d'une denrée, en l'enlevant du marché, diminue la demande, et que la production d'une denrée augmente la demande dans la même proportion.

Cependant cette doctrine, d'après la latitude qu'on lui a donnée, me semble tout-à-fait fausse, et en contradiction manifeste avec les grands principes qui règlent l'offre et la demande.

Il n'est pas du tout vrai, dans le fait, que des produits soient toujours échangés contre d'autres produits. La plus grande partie des produits s'échange contre du travail productif ou improductif; et il est bien clair que cette masse de produits, comparée au travail contre le-

quel elle doit être échangée, peut baisser de valeur par l'effet de la surabondance, précisément de la même manière qu'une denrée baisse de valeur par sa surabondance, relativement au travail ou à l'argent.

Dans le cas supposé, il y aurait évidemment une quantité extraordinaire de produits de toute espèce dans le marché, parce que les ouvriers improductifs seraient devenus, par l'effet de l'accumulation du capital, des ouvriers productifs; tandis que le nombre total des ouvriers étant le même, et les moyens et la volonté d'acheter pour consommer étant, par la supposition, diminués parmi les propriétaires fonciers et les capitalistes, les produits devraient nécessairement baisser de valeur, relativement au travail, de manière à réduire les profits à presque rien, et à empêcher pendant quelque temps une nouvelle production. Mais c'est-là précisément ce qu'on entend par le mot engorgement, qui, dans ce cas, est évidemment général et non partiel.

M. Say, M. Mill (1) et M. Ricardo, qui

---

(1) M. Mill, dans une réponse à M. Spence, publiée

sont les principaux auteurs des nouvelles doctrines sur les profits, me semblent être tombés dans quelques erreurs fondamentales d'après la manière dont ils ont envisagé cette question.

En premier lieu, ils ont considéré les produits comme si c'étaient autant de figures de mathématiques, ou des caractères d'arithmétique, dont il s'agirait de comparer ensemble les rapports, au lieu de regarder les produits comme des articles de consommation, qui doivent par conséquent être étudiés dans leurs rapports avec le nombre et les besoins des consommateurs.

Si les produits n'étaient comparés et échangés que les uns avec les autres, dans ce cas, il serait vrai, en effet, que si ces

---

en 1808, a soutenu dans toute sa latitude la doctrine qui prétend que c'est avec des produits qu'on achète des produits, et qu'une moitié des produits doit toujours offrir un débouché pour l'autre moitié. La même doctrine paraît avoir été adoptée dans sa plus grande extension par l'auteur d'un article ingénieux et utile sur les lois du commerce des blés, inséré dans le Supplément de l'Encyclopédie Britannique, dont j'ai déjà fait mention dans un des précédens chapitres.

produits augmentaient en quantité à un degré quelconque en conservant toujours la proportion convenable entre eux, ils continueraient à avoir la même valeur relative; mais, si nous les comparons, comme nous devons certainement le faire, avec le nombre et les besoins des consommateurs, dans ce cas, un grand accroissement de produits avec un nombre de consommateurs comparativement stationnaire, et avec des besoins diminués par la parcimonie, doit nécessairement occasioner une grande baisse de la valeur de ces produits estimés en travail, ensorte que, quoiqu'ils pourraient avoir *coûté* la même quantité de travail que par le passé, ils ne pourraient plus en *payer* autant; et par-là le pouvoir d'accumuler, et les motifs pour le faire, trouveraient à la fois de puissans obstacles.

On a soutenu que la demande n'est autre chose que l'offre d'échanger un produit contre un autre. Mais est-ce là tout ce qui constitue la demande effective? Quoique chaque produit puisse avoir coûté la même quantité de travail et de capital pour sa production, et que chacun soit exacte-

ment l'équivalent de l'autre en échange, cependant, pourquoi deux produits ne pourraient-ils pas être abondans, au point de ne pouvoir pas payer plus de travail, ou fort peu au delà de celui qu'ils ont coûté? Et dans ce cas, comment la demande pour ces produits pourrait-elle être effective? Serait-elle suffisante pour encourager leur production soutenue? Non assurément. Il est possible que les rapports entre les produits n'aient point changé; mais leurs relations avec les besoins de la société, avec le numéraire, et avec la main d'œuvre nationale et étrangère, peuvent avoir éprouvé des changemens très-importans.

On conviendra sans peine que si un nouveau produit est exposé en vente, lequel, en raison du travail qu'il a coûté, possède une valeur courante plus forte que l'ordinaire, c'est précisément ce qu'il faut pour augmenter la demande; car cela suppose non un simple accroissement de quantité, mais de plus il est clair que ce produit se trouve mieux adapté aux goûts, aux besoins et à la consommation de la société. La grande

difficulté, c'est de fabriquer ou d'obtenir de tels produits; et certes, ils ne sont pas la suite naturelle d'une accumulation de capital, et d'un accroissement des denrées, et plus particulièrement lorsqu'une telle accumulation et un tel accroissement ont été occasionés par l'économie de la consommation, ou par une disposition à renoncer aux goûts et aux besoins qui constituent les élémens mêmes de la demande.

M. Ricardo, quoiqu'il maintienne en thèse générale que le capital ne saurait être surabondant, est forcé de faire la concession suivante. Voici comme il s'exprime. « Il n'y a qu'un seul cas, et celui-là n'est que temporaire, dans lequel l'accumulation du capital, accompagnée du bas prix des subsistances, peut amener une baisse des profits; cela arrive lorsque les fonds destinés à faire subsister les ouvriers, s'accroissent plus vite que la population. Dans ce cas, les salaires seront forts et les produits faibles. Si tout le monde renonçait à l'usage des objets de luxe, et ne songeait qu'à accumuler, il pourrait être produit une quantité d'objets de première néces-

sité dont il ne pourrait pas y avoir de consommation immédiate. De ces produits, dont le nombre serait ainsi limité, il pourrait sans doute y avoir un engorgement général, et par conséquent, il se pourrait qu'il n'y eût ni demande pour une quantité additionnelle de ces articles, ni profits à espérer par l'emploi d'un nouveau capital. Si on cessait de consommer, on cesserait de produire. » Et il ajoute : « Cette concession n'est pas en opposition avec le principe général (1). » Je ne suis pas tout-à-fait de l'avis de M. Ricardo à ce sujet. Par la nature même de la population, pour qu'il y ait un nombre plus grand d'ouvriers en état de travailler, il faut un intervalle de seize ou dix-huit ans, tandis que la conversion du revenu en capital peut s'effectuer bien plus promptement; d'où il s'ensuit qu'un pays a toujours plus de facilité à augmenter les fonds destinés à faire subsister les ouvriers, dans une progression plus rapide que celle de l'accroissement de la po-

(1) Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap. 21, p. 112, traduction française.

pulation. Mais, si toutes les fois que cela a lieu, il peut y avoir un engorgement général des produits, comment peut-on poser en principe général, que le capital n'est jamais surabondant; et que, parce que les produits peuvent conserver leurs mêmes valeurs relatives, l'engorgement ne peut être que partiel et jamais général?

Une autre erreur fondamentale dans laquelle les auteurs déjà cités, et leurs partisans, paraissent être tombés, c'est de n'avoir eu aucun égard à l'influence d'un principe aussi général et important pour l'homme, que celui de l'indolence ou de l'amour du repos.

On a supposé (1) que, si un certain nombre de fermiers, et un certain nombre de manufacturiers, étaient dans l'habitude d'échanger les uns avec les autres l'excédant de leur nourriture et de leur habillement, et si tout à coup leurs facultés productives augmentaient tellement, que les uns comme les autres pussent, à l'aide du même travail, produire des objets de luxe, outre

(1) *Edinburgh Review*. N°. 64, p. 471.

les articles qu'ils obtenaient auparavant, il ne pourrait y avoir la moindre difficulté quant à la demande, car une partie des objets de luxe que le fermier produirait, s'échangerait contre une partie des objets de luxe produits par le manufacturier; et le seul résultat très-heureux serait que les deux contractans se trouveraient mieux pourvus et en possession de plus de jouissances.

Mais dans cet échange de jouissances mutuelles, on suppose deux choses, qui sont précisément les deux points en discussion. On suppose que les jouissances du luxe sont toujours préférées à l'indolence, et que chacune des deux classes de contractans consomme ses profits comme des revenus. Nous examinerons bientôt quel pourrait être l'effet du désir de faire des épargnes dans de telles circonstances. Si l'on préférait l'indolence aux objets de luxe, il en résulterait évidemment une moindre demande pour les fruits des facultés productives, qu'on suppose augmentées, et un manque d'emploi pour les ouvriers. Le cultivateur, pouvant dans ce cas se procurer

les choses nécessaires et utiles à l'usage desquelles il était accoutumé, moyennant moins d'efforts et de peines, et n'ayant pas encore contracté un goût décidé pour des rubans, de la dentelle et des velours, aimerait probablement mieux se livrer à l'indolence, et travailler moins à la terre; tandis que le manufacturier, voyant ses velours n'avoir qu'un faible débit, serait porté à en discontinuer la fabrication, et tomberait presque nécessairement dans les mêmes habitudes d'indolence que le premier. D'ailleurs l'histoire de l'espèce humaine prouve suffisamment qu'un goût prononcé pour les objets de luxe, tel qu'il le faut pour stimuler convenablement l'industrie, bien loin d'être prompt à se manifester au moment où le besoin s'en fait sentir, est au contraire une plante qui ne se développe que lentement; et, il suffit de jeter un simple coup d'œil sur quelques-unes des nations connues, pour se convaincre que c'est une très-grave erreur de croire que les hommes produisent et consomment tout ce qu'il est en leur pouvoir de produire et de consommer, et qu'ils ne

préfèrent jamais l'indolence aux fruits de l'industrie. Mais j'aurai occasion d'examiner ce sujet dans la section suivante, et j'y renvoie le lecteur.

Une troisième erreur très-grave, que les auteurs déjà cités ont commise, et qui est en effet la plus importante des trois, c'est de supposer que l'accumulation assure la demande, ou que la consommation des ouvriers employés par les individus dont le but est d'économiser, crée une demande réelle de denrées, suffisante pour encourager l'accroissement soutenu de la production.

M. Ricardo dit que, « si on donnait 10,000 l. st. à un homme qui possède déjà 100,000 l. de rente, il ne les serrerait pas dans son coffre; il augmenterait sa dépense de 10,000 l., il les emploierait d'une manière productive, ou il prêterait cette somme à quelque autre personne pour cette même fin. Dans tous les cas, la demande s'accroîtrait, mais elle porterait sur des objets divers. S'il augmente la dépense, il est probable qu'il emploiera son argent à des constructions, à des meubles, ou à tout autre objet d'agré-

ment. S'il emploie les 10,000 l. d'une manière productive, il consommera plus de subsistances, d'objets d'habillement et de matières premières, qui pourraient servir à mettre en œuvre de nouveaux ouvriers. Ce serait toujours une *demande* (1). »

D'après ce principe, on suppose que si la portion la plus riche de la société renonçait à ses jouissances habituelles d'aisance et de luxe, dans le but d'accumuler, le seul effet qui en résulterait serait que presque tout le capital national se porterait vers la production des choses nécessaires, ce qui conduirait à un grand accroissement de la culture et de la population. Mais cela ne pourrait point arriver sans supposer un changement total dans les motifs qui engagent ordinairement à accumuler. Les motifs ordinaires pour accumuler sont, je pense, ou la perspective de la richesse et des jouissances futures de l'individu qui accumule, ou de ceux à qui il a l'intention de léguer ses biens. Or, jamais de tels mo-

---

(1) Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap. 21, p. 108 à 109, traduction française.

tifs ne pourront engager le propriétaire foncier à employer presque tous les bras que la terre pourrait nourrir étant cultivée; car, en le faisant, il anéantirait nécessairement son revenu net, et il se mettrait dans l'impossibilité, soit de parvenir lui-même, dans un avenir éloigné, à se ménager les moyens d'avoir plus de jouissances, soit de les transmettre à sa postérité, à moins qu'il ne renvoyât bientôt le plus grand nombre de ses ouvriers, en les plongeant ainsi dans la plus affreuse misère.

La définition même d'une terre fertile nous apprend que c'est la terre qui peut fournir à la subsistance d'un nombre de personnes plus considérable qu'il n'en faut pour la cultiver; et, si le propriétaire, au lieu de dépenser cet excédant en objets d'utilité et de luxe, et à payer des consommateurs improductifs, l'employait au contraire à faire travailler à la terre autant de journaliers qu'il pourrait faire subsister du fruit de ses épargnes, il est bien clair que, bien loin de s'enrichir, il se ruinerait en suivant une telle marche, non-seulement pour le présent, mais encore pour l'avenir. Rien

ne pourrait justifier une semblable conduite qu'un autre motif d'accumulation, c'est-à-dire, le désir d'augmenter la population, et non l'amour de la richesse et des jouissances; et, tant qu'un tel changement n'aura pas eu lieu dans les passions et dans les penchans de l'espèce humaine, nous pouvons être bien assurés que les propriétaires et les cultivateurs n'emploieront pas longtemps des ouvriers de cette manière.

Qu'arrivera-t-il donc? Dès que les propriétaires et les cultivateurs s'apercevront qu'il leur est impossible de réaliser leur produit croissant d'une manière qui puisse leur assurer la richesse dans l'avenir, ils cesseront d'employer un nombre plus considérable d'ouvriers à la terre (1); et si l'oc-

---

(1) Des écrivains théoriques en économie politique, craignant de paraître attacher trop d'importance au numéraire, se sont montrés peut-être trop disposés à l'écarter de leurs raisonnemens. C'est une vérité abstraite que nous avons besoin de denrées et non d'argent. Mais dans le fait, il n'est aucune denrée contre laquelle il nous soit possible de vendre tout de suite nos marchandises, qui puisse remplacer convenablement l'agent de la circulation, et qui puisse comme lui nous donner les moyens de pourvoir à la subsistance de nos enfans, d'acheter des biens-fonds ou de

cupation de la partie de la société qui n'est pas employée à tirer du sol des produits bruts, se bornait à la simple préparation des autres articles de première nécessité, le nombre nécessaire pour cet objet étant insignifiant, le reste des individus que la terre pourrait faire subsister se trouverait sans ouvrage. Comme ces individus n'auraient aucun moyen légal d'exiger une portion des denrées de la terre, quelque abondantes qu'elles pussent être d'abord, ils diminueraient bientôt de nombre; et le défaut de demande effective pour les pro-

disposer de la main d'œuvre et des provisions dans un ou deux ans à venir. Sans un agent de la circulation, il est absolument impossible de faire des économies un peu considérables; et les manufacturiers eux-mêmes n'avanceraient que bien lentement, s'ils étaient forcés d'accumuler en nature tous les salaires de leurs ouvriers. Nous ne devons donc pas nous étonner s'ils ont plutôt besoin d'argent que d'autres marchandises; et dans des pays civilisés, nous pouvons être bien sûrs que, si le fermier ou le manufacturier ne peut pas vendre ses produits de manière à en tirer un profit estimé en argent, son industrie se ralentira bientôt. L'agent de la circulation remplit une fonction si importante dans la distribution de la richesse, et dans l'encouragement de l'industrie, qu'on ne peut pas négliger d'y avoir égard dans nos raisonnemens, sans s'exposer à tomber dans des erreurs.

duits du sol ferait nécessairement diminuer la culture, et laisserait encore un plus grand nombre d'individus sans ouvrage. Cette action et réaction continueraient à se manifester, jusqu'à ce que la balance de la production et de la consommation se trouvât rétablie par rapport aux nouveaux goûts et aux nouvelles habitudes qui se seraient introduits; et il est clair que sans une dépense qui encourageât le commerce, les manufactures et les consommateurs improductifs, ou sans une loi agraire calculée de manière à changer les motifs qui engagent à accumuler, les propriétaires fonciers n'auraient pas de raison assez forte pour bien cultiver; et un pays tel que l'Angleterre, de riche et peuplé qu'il est, deviendrait par suite de semblables habitudes d'économie, infailliblement plus pauvre, et comparativement dépeuplé.

Le même genre de raisonnement convient évidemment au cas que nous avons supposé plus haut. Pendant que les fermiers seraient disposés à consommer les objets de luxe produits par les manufacturiers, et ces derniers à en faire autant, par rapport aux produits de luxe du fermier, tout mar-

cherait bien; mais si l'une des parties, ou toutes les deux s'avisaient d'épargner afin d'améliorer leur condition, et de pourvoir à l'entretien de leurs familles dans la suite, l'état des choses deviendrait très-différent. Le fermier, au lieu de se donner des rubans, de la dentelle et du velours (1), se contenterait de vêtemens plus simples ; mais par cette économie il ôterait au manufacturier les moyens de lui acheter autant de produits que par le passé; il n'y aurait évidemment point de débouché pour les résultats de tant de travail employé à la terre, et dont la force productive se trouverait fort augmentée. Par la même raison le manufacturier, au lieu de se donner la jouissance de prendre du tabac et de manger du sucre et des raisins, pourrait préférer de s'en priver pour faire des économies en songeant à l'avenir ; mais il ne pourrait pas le faire, par suite de la parcimonie des fermiers et du défaut de demandes pour les produits manufacturés (2).

---

(1) *Edinburgh Review*. N°. 64, p. 471.

(2) De toutes les opinions que des hommes de mérite et

Il pourrait y avoir des deux côtés une accumulation des objets ordinaires de nourriture et d'habillement jusqu'à une certaine latitude ; mais le montant de cette accumulation ne pourrait qu'être extrêmement restreint. Ce serait en pure perte que le fermier continuerait à cultiver sa terre, dans le but unique de fournir de la nourriture et des vêtemens à ses laboureurs. Il ne ferait rien pour sa propre utilité ni pour le bien-être de sa famille, s'il ne consommait pas lui-même le surplus du produit de ces laboureurs, ou s'il ne pouvait le réaliser sous une forme telle qu'il pût le transmettre à

---

de talent ont mises en avant, je n'en ai jamais rencontré aucune qui me paraisse plus directement en contradiction avec la vraie théorie, et qui soit plus uniformément contredite par l'expérience, que l'opinion de M. Say, qui maintient que, *un produit consommé ou détruit est un débouché fermé* (liv. I, chap. 15). Et cependant il s'ensuit de la nouvelle doctrine, que les produits doivent être uniquement considérés dans les rapports qu'ils ont les uns avec les autres, et non relativement aux consommateurs. Je voudrais bien savoir ce que deviendrait la demande pour des produits, si pendant six mois on ne consommait que du pain et de l'eau ? Que de produits accumulés ! Quels débouchés ! Quel marché étonnant cet événement ne produirait-il pas !

ses descendans. Si c'était un fermier, il perdrait entièrement le surcroît de ses soins et de ses peines; et si c'était un propriétaire qui, sans avoir le moindre égard aux débouchés, se déciderait à faire cultiver son domaine de manière à lui faire produire le plus grand surplus net, en portant ses vues sur l'avenir, il est bien sûr que la portion considérable de ce surplus qui ne serait pas nécessaire, soit pour sa propre consommation, soit pour acheter des vêtemens pour lui et pour ses laboureurs, se trouverait absolument perdue. S'il ne voulait pas employer ce surplus à l'achat d'objets de luxe, ou à l'entretien d'ouvriers improductifs, il ferait tout aussi bien de le jeter à la mer. Économiser ce surplus, c'est-à-dire, en faire usage pour tenir plus de laboureurs employés sur la terre, ce serait, comme je l'ai déjà dit, se ruiner lui et sa famille.

Il serait encore plus inutile aux manufacturiers de continuer à faire du drap au delà de leurs propres besoins et de ceux des agriculteurs. Le nombre des manufacturiers dépendrait même entièrement de la

demande que les agriculteurs pourraient faire des objets manufacturés, car les premiers n'auraient de moyens d'acheter leur subsistance qu'autant que les seconds auraient besoin des produits de leur industrie. Il ne faudrait qu'une population peu considérable pour fournir, à l'aide de bonnes machines, des vêtemens simples à une société ainsi composée, et elle n'absorberait qu'une petite portion du surplus ordinaire du produit des terres fertiles et bien cultivées. Il y aurait donc évidemment un manque général de demandes, soit de produits, soit d'ouvriers; et de même, qu'il est certain qu'une ardeur convenable pour consommer, peut maintenir complétement la proportion nécessaire entre l'offre et la demande, quels que soient les pouvoirs de production, il paraît tout aussi certain que la passion d'accumuler doit inévitablement donner naissance à une production de denrées au-delà de ce que l'organisation et les habitudes d'une telle société peuvent permettre de consommer (1).

---

(1) Le lecteur doit s'être déjà aperçu que je ne partage

Mais, s'il en est ainsi, c'est donc assurément une très-grave erreur d'assimiler la passion de la dépense à celle d'accumuler, comme si elles étaient l'une et l'autre de la même nature; et de considérer la demande de la nourriture et des vêtemens de l'ouvrier qui doit être employé d'une manière productive, comme assurant une demande tellement générale de denrées, et un tel taux de profits au capital employé à la production de ces denrées, qu'il en résulte une telle activité des efforts de l'homme pour tirer parti des pouvoirs de la terre, qui donne naissance à une création de la plus grande quantité possible de produits bruts et de produits manufacturés.

Peut-être ceux qui ont adopté la manière de voir de M. Ricardo sur les profits, demanderont-ils ce que devient la répartition de ce qui est produit, lorsque la population n'est contrariée que par le manque

---

point les craintes de M. Owen à l'égard des effets permanens des machines. Mais je suis décidément d'opinion que, sur ce point, toute la raison est de son côté et contre ceux qui pensent que l'accumulation assure la demande effective.

de demande. On convient que les facultés productives n'ont pas encore commencé à diminuer; et cependant, si le travail donne beaucoup de produits, quoiqu'il soit mal payé, les profits, dira-t-on, doivent être élevés.

J'ai déjà dit dans un des chapitres précédens, que la valeur des matériaux dont se compose le capital ne baisse pas en proportion de la valeur du produit obtenu par le moyen de ce capital, et cela seul suffit souvent pour rendre raison de la modicité des profits. Mais, abstraction faite de cette considération, il est évident que, pour ce qui regarde la production des denrées autres que celles de première nécessité, la théorie est parfaitement simple. Par le manque de demande, ces produits peuvent être à très-bas prix, et une grande portion de la valeur totale produite peut revenir à l'ouvrier, quoiqu'il soit mal payé en choses de première nécessité; et son salaire, soit par rapport à la nourriture qu'il reçoit, soit relativement au travail qu'il faut pour le produire, peut être réellement très-modique.

Si l'on prétend que, par suite de la grande

portion de la valeur des produits manufacturés qui est dans cette supposition absorbée par les salaires, il faut attribuer la baisse des profits à la hausse des salaires, je proteste contre un abus si manifeste des mots. Rien ne peut justifier l'adoption d'un terme nouveau, ou l'emploi d'un vieux mot dans une nouvelle acception, que le désir de donner au lecteur des notions plus précises; mais dans le cas présent, avoir recours à la baisse des salaires au lieu de songer à la baisse des produits, c'est agir comme si l'on avait l'intention bien décidée de tenir le lecteur autant que possible dans la plus grande ignorance sur l'état réel des choses.

Il faut cependant convenir que, pour ce qui concerne les produits de première nécessité, la réponse à la question n'est pas tout-à-fait aussi simple, quoiqu'elle puisse néanmoins être rendue suffisamment claire. M. Ricardo avoue que l'emploi du capital à l'agriculture peut être limité par les besoins bornés de la société, indépendamment de l'épuisement du sol. Dans le cas supposé, cette limite doit nécessaire-

ment être très-étroite, car il n'y aurait à peu près que les agriculteurs dans le cas de faire une demande effective des produits. Dans de telles circonstances, il pourrait être produit du blé qui n'aurait plus le caractère ni les propriétés de richesse; et, ainsi que je l'ai déjà fait observer dans une note, chaque portion du même produit n'aurait point une même valeur. Les journaliers employés pourraient être assez bien payés, comme cela arrive souvent en effet dans les pays où les laboureurs sont nourris par les fermiers (1), mais il n'y aurait que peu d'ouvrage et de subsistance pour leurs enfans adultes;

(1) En Norwège et en Suède, surtout dans le premier pays, le laboureur vit dans la famille du fermier, ou a une portion de terre qui lui tient lieu de salaire, et il est assez bien nourri, quoiqu'il n'y ait que peu de demandes de bras, et que la concurrence pour un tel emploi soit assez grande. Dans les pays qui se trouvent dans de pareilles circonstances (et il y en a beaucoup sur le globe), il est parfaitement oiseux de chercher à estimer les profits d'après l'excédant du produit par delà ce qui est consommé pour l'obtenir, lorsque le débouché pour cet excédant n'est que peu considérable ou même nul. Tout dépend évidemment de la valeur échangeable du produit disponible.

et par l'effet de la variation des prix et des récoltes, les profits du fermier pourraient être plus faibles au moment même où, d'après la répartition du produit, ils devraient être plus élevés, c'est-à-dire, lorsqu'il y aurait le plus grand excédant proportionnel par delà ce qui est payé au laboureur. Les salaires du journalier ne peuvent pas baisser au-dessous d'un certain point; mais une partie du produit, par suite de la surabondance de l'approvisionnement, peut être pour quelque temps absolument inutile, et son prix peut baisser d'une manière stable par l'effet de la concurrence, au point de ne rapporter que les plus minces profits.

Je dois encore faire observer que si, par suite d'une moindre demande de blé, les cultivateurs retiraient une partie de leurs capitaux, de manière à établir mieux la proportion convenable entre l'approvisionnement et la quantité que les consommateurs peuvent payer ce qu'elle vaut; cependant, s'ils ne pouvaient donner au capital détourné de l'agriculture aucun autre emploi, ce qui, d'après la supposition précédente, est précisément le cas, il est sûr que, quoique la petite

portion de leur capital qui continuerait à être employée dans l'agriculture, pourrait pendant quelque temps leur rapporter des profits raisonnables, néanmoins, en leur qualité de cultivateurs, ils se trouveraient, sous tous les rapports, frappés de la même manière que si la totalité de leur capital eût subi une baisse.

Si dans le progrès de l'épargne, tout ce qui serait perdu par le capitaliste était gagné par le laboureur, l'obstacle à l'accroissement de la richesse ne serait que temporaire, ainsi que le dit M. Ricardo, et les suites n'en seraient point à craindre. Mais si la transformation du revenu en capital, poussée au delà d'un certain point, doit, en diminuant la demande effective pour les produits, laisser les classes ouvrières sans ouvrage, il est évident que les habitudes de parcimonie poussées trop loin, peuvent être suivies des effets les plus désastreux d'abord, et causer ensuite un déclin sensible et permanent de richesse et de population.

Nous ne voulons pourtant pas dire que la parcimonie, ou même une diminution

temporaire de la consommation (1), ne soit souvent dans le plus haut degré utile au progrès de la richesse. Les folles dépenses peuvent certainement ruiner un état, et une diminution des dépenses habituelles peut non-seulement être nécessaire par cette raison; mais lorsque le capital d'un pays est insuffisant relativement à la demande pour ses produits, une économie temporaire de consommation est nécessaire, afin de fournir un approvisionnement de capital, qui seul peut donner les moyens d'augmenter les consommations à l'avenir. Tout ce que je prétends, c'est qu'aucune nation ne peut *jamais* devenir riche par l'accumulation d'un capital provenant d'une diminution permanente de consommation, parce qu'une telle accumulation étant beaucoup au delà de ce qui est nécessaire pour satisfaire à la demande effective des produits, une partie de cette accumultion perdrait bientôt et son utilité et sa valeur, et

(1) L'économie ou la transformation du revenu en capital peut s'effectuer sans qu'il y ait la moindre diminution de la consommation, si c'est le revenu qui s'accroît le premier.

cesserait de posséder le caractère de richesse.

Et dans la supposition d'une consommation *donnée*, l'accumulation du capital au delà d'un certain point doit paraître en effet parfaitement futile. Mais, en ayant même égard à l'augmentation de consommation, qui probablement aura lieu parmi les classes laborieuses, par suite de l'abondance et du bas prix des denrées; cependant comme ce bas prix ne peut avoir lieu qu'aux dépens des profits, il est évident qu'un tel accroissement de capital provenant de l'économie, doit être suivi d'une diminution très-rapide des motifs qui engagent à accumuler, s'il n'est resserré dans des limites très-étroites, et qu'on peut aisément franchir.

Les lois qui règlent le taux des profits et le progrès du capital ont une ressemblance très-singulière et frappante avec les lois qui règlent le taux des salaires et le progrès de la population.

M. Ricardo a fait voir très-clairement que le taux des profits doit baisser, et que le progrès de l'accumulation doit finir par

s'arrêter, sous l'influence des circonstances les plus favorables, par la difficulté croissante d'obtenir la subsistance des ouvriers. J'ai, de la même manière, tâché de prouver, dans mon *Essai sur les Principes de la population*, que, dans les circonstances les plus favorables à la culture dont on puisse concevoir l'opération dans l'état actuel du globe, les salaires du journalier deviendraient plus faibles, et le progrès de la population s'arrêterait enfin par la difficulté croissante d'obtenir les moyens de subsistance.

Mais M. Ricardo ne s'est point contenté de prouver cette proposition; il ne s'est pas contenté de montrer que la difficulté d'obtenir la subsistance du journalier est la seule cause *absolument nécessaire* de la baisse des profits, en quoi je suis pleinement et entièrement de son avis; mais il a été plus loin, et il a assuré qu'il n'y a *point d'autre cause* de la baisse des profits qui ait quelque degré de stabilité, dans l'état actuel des choses. Dans cette seconde proposition, il me semble qu'il est tombé dans la même sorte d'erreur dans laquelle je se-

rais précisément tombé moi-même si, après avoir montré que le pouvoir d'accroître la population, lorsqu'il n'est pas restreint, est sans comparaison plus grand que les facultés de la terre pour produire des subsistances dans les circonstances les plus favorables qu'il soit possible de concevoir; si, dis-je, après cela j'avais admis que la population ne saurait être surabondante, à moins qu'on n'eût éprouvé pleinement jusqu'à quel point la force productive de la terre pourrait marcher de pair avec le progrès de la population. J'ai cependant soutenu, dans tout le cours de mon ouvrage, que la population pouvait être surabondante, et même à l'excès, comparativement à la demande de bras et aux moyens de subsistance existans, quoiqu'elle pût à très-juste titre être regardée comme insuffisante et même très-insuffisante par rapport à l'étendue du territoire et aux facultés que ce territoire possède de produire des moyens additionnels de subsistance; j'ai soutenu que, dans ces cas, malgré le manque reconnu de population, quoiqu'il fût évidemment à désirer qu'elle s'accrût beaucoup, il serait

cependant inutile et absurde d'encourager directement la naissance de plus d'enfans ; car l'effet d'un tel encouragement, tant qu'il n'y aurait ni plus de demandes de bras, ni les moyens de payer suffisamment leur travail, ne pourrait être autre que d'accroître la détresse et la mortalité, l'accroissement de la population n'étant que bien faible, et peut-être nul en dernière analyse.

Quoique M. Ricardo ait suivi une route toute différente, je crois que cette même espèce de raisonnement doit s'appliquer au taux des profits et au progrès du capital. Tout en convenant qu'il existe à peine un seul pays dans les quatre parties du monde dans lequel il n'y ait manque de capital, et que dans la plupart des pays ce manque est très-grand par rapport au territoire et même à la population ; et en convenant en même temps qu'il serait extrêmement désirable qu'il y eût un accroissement de capital, je soutiendrai malgré tout cela que, là où la demande de produits ne serait pas suffisante pour donner des profits raisonnables aux producteurs, et où les capi-

talistes ne sauraient ni à quoi ni comment employer leurs capitaux avec avantage; dans ces pays, dis-je, économiser sur les revenus pour ajouter encore davantage aux capitaux, n'aurait d'autre effet que d'affaiblir avant le temps le motif pour accumuler, en augmentant encore la détresse des capitalistes, avec bien peu d'accroissement d'un capital utile et effectif.

La première chose dont on a besoin dans ces deux cas de manque de capital et de population, c'est une demande effective de produits, c'est-à-dire, une demande faite par ceux qui ont les moyens et la volonté d'en donner un prix suffisant; et quoique de gros profits ne soient pas suivis d'un accroissement de capital, d'une manière aussi certaine que les forts salaires sont suivis d'un accroissement de population, je crois cependant que cet effet a lieu plus géralement qu'il ne le paraît, parce que dans beaucoup de pays, ainsi que je l'ai déjà insinué, on croit souvent que les profits sont élevés, parce que l'intérêt de l'argent est fort, tandis qu'ils sont réellement faibles, et parce que le risque de placer un capital

a toujours exactement le même effet que les profits réduits, c'est-à-dire, de diminuer les motifs pour accumuler, et de réduire la récompense de l'accumulation. Il faut admettre en même temps que l'amour des folles dépenses, et la répugnance décidée d'économiser, peuvent maintenir les profits constamment élevés. On peut, il est vrai, résister aux plus puissans stimulans, dans des circonstances particulières; mais il sera toujours certain que l'encouragement naturel et légitime à l'accroissement du capital, c'est l'augmentation du pouvoir et de la volonté d'épargner, occasionée par de forts profits; et toutes les fois que les circonstances seront tant soit peu semblables, cet accroissement du pouvoir et de la volonté d'épargner doit presque toujours être suivi d'un accroissement proportionné de capital.

Un des exemples les plus frappans de la vérité de cette observation, et qui est une nouvelle preuve de la singulière analogie qui existe entre les lois qui règlent l'accroissement du capital et celui de la population, c'est la rapidité avec laquelle le capital détruit est remplacé pendant une guerre qui n'inter-

rompt point le commerce. Les emprunts faits par le gouvernement transforment le capital en revenu, et augmentent la demande en même temps qu'ils commencent par diminuer les moyens d'approvisionnement (1). Il doit en résulter nécessairement un accroissement des profits. Cela augmente naturellement et le pouvoir d'accumuler et la récompense de l'accumulation; et si seulement les mêmes habitudes d'épargner se soutiennent comme par le passé parmi les capitalistes, le recouvrement du capital détruit doit être rapide, par la même raison précisément qui fait que la population se renouvelle rapidement, lorsque,

(1) On détourne le capital des emplois où l'on peut s'en passer le plus aisément. On ne le distrait presque jamais de l'agriculture. Il n'y a rien de plus commun, ainsi que je l'ai dit dans le chapitre du Fermage, que des profits augmentés, non-seulement sans qu'il y ait aucune portion de capital distrait de l'agriculture, mais avec un surcroît constant de capital additionnel. L'invariabilité des prix, supposée par M. Ricardo, rend absolument impossible d'expliquer en théorie l'état réel des choses. Si on considère le capital comme n'étant pas sous l'influence de la demande et de l'offre, dans ce cas, l'événement si familier du remplacement rapide du capital pendant une guerre serait tout-à-fait inexplicable.

par une cause quelconque, elle a été subitement détruite.

Il est actuellement bien reconnu que ce serait une erreur grossière de croire que, dans le second cas, le même degré d'accroissement pourrait avoir lieu sans une diminution antérieure de la population; car ce sont précisément les forts salaires causés par la demande de bras qui rendent l'accroissement de la population si rapide. D'après le même principe, je regarde comme une erreur tout aussi grossière de supposer que, sans la perte antérieure du capital occasionée par les dépenses en question, le capital s'accumulerait aussi rapidement; car ce sont précisément les forts profits du capital causés par la demande de denrées, et la demande qui en résulte des moyens de les produire, qui donnent à la fois le pouvoir et la volonté d'accumuler.

Quoiqu'on admette donc que les lois qui règlent l'accroissement du capital ne sont pas tout-à-fait aussi évidentes que celles qui règlent l'accroissement de la population, toutefois est-il vrai qu'elles sont précisément de la même espèce; et il est aussi

vain, pour parvenir à l'augmentation permanente de la richesse, de continuer à convertir le revenu en capital, lorsqu'il n'y a pas une demande suffisante pour les produits de ce capital, que de continuer à encourager les mariages et la naissance des enfans, sans qu'il y ait une demande de bras et un surcroît de fonds pour nourrir cet excès de population.

SECTION IV.

De la fertilité du sol, considérée comme un stimulant à l'accroissement soutenu de la richesse.

Quand on dit que la fertilité du sol n'offre pas un stimulant suffisant pour l'accroissement soutenu de la richesse, il faut toujours se rappeler qu'un sol fertile est la condition naturelle la plus puissante qu'un pays puisse posséder pour parvenir à la richesse. Lorsqu'on parle du peu de richesse d'un tel pays, ce n'est pas toujours d'une manière positive, mais seulement par comparaison, c'est-à-dire, relativement à ses moyens naturels de production; et la proposition, prise dans ce sens, n'admet que peu ou point d'exceptions. On peut

dire même, qu'il n'y a pas d'exemple dans les temps modernes, d'un pays étendu et très-fertile qui ait tiré tout le parti possible de ses ressources naturelles; tandis qu'il y a eu bien des exemples de pays peu étendus et stériles qui, dans les limites resserrées de leur territoire, ont accumulé, au moyen du commerce étranger, un degré de richesse extrêmement supérieur à la part qui devrait leur appartenir d'après les ressources physiques de leur sol.

Si un petit corps de nation possédait un territoire riche et étendu dans l'intérieur du pays, réparti en grandes divisions, et défavorablement placé par rapport aux débouchés, il pourrait se passer un temps considérable avant que cet état devînt riche et bien peuplé, malgré la fertilité du sol et la facilité de production qui en résulte. La nature d'un tel sol ferait que, dans son état inculte, il rapporterait un profit ou fermage au propriétaire. Celui-ci sentirait la valeur de sa propriété, qui serait pour lui une source de profits aussi bien que de puissance et d'agrément; et quoique sa propriété pût donner beaucoup plus de produits bruts que

lui et les personnes sous sa dépendance immédiate ne pourraient consommer, il ne serait nullement disposé à souffrir que d'autres individus s'en emparassent pour la partager à leur gré. Il est probable qu'il donnerait à bail pour un modique fermage des portions considérables de son terrain. Mais le fermier de ces portions n'aurait qu'un bien faible motif pour faire développer toutes les ressources de la terre, et pour encourager l'accroissement rapide de la population, s'il ne trouvait un débouché étranger pour les produits naturels du sol, et si les objets qui contribuent à la commodité et à l'agrément de la vie, n'étaient encore que peu connus chez ce peuple. Il pourrait, en employant dix familles, obtenir peut-être, par la fertilité du sol, de la nourriture pour cinquante; mais il ne trouverait point de débit pour ce surcroît de denrées, et s'apercevrait bientôt d'avoir perdu le temps qu'il aurait mis et les peines qu'il se serait données pour surveiller le travail de tant d'individus. Il se déciderait donc à n'employer qu'un moindre nombre de journaliers; ou si, par des raisons d'humanité ou

par tout autre motif, il en conservait plus qu'il n'en faudrait pour approvisionner le marché, dans la supposition qu'ils fussent passablement industrieux, il se soucierait fort peu de leur activité, et ses ouvriers contracteraient naturellement les habitudes les plus indolentes. Dans de telles circonstances, ces habitudes gagnent naturellement et les maîtres et les serviteurs, et une fois formées, il faut bien du temps et de bien puissans stimulans pour s'en débarrasser.

On a prétendu que ceux qui ont à leur disposition des provisions et des objets de première nécessité ne peuvent pas manquer long-temps d'ouvriers qui les mettent en possession des objets les plus utiles et désirables pour eux (1); mais cette proposition paraît être en contradiction directe avec l'expérience. Si l'établissement, le développement et le raffinement des manufactures indigènes étaient des choses si aisées, nos ancêtres ne seraient pas restés pendant

(1) Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap. 21, p. 111, traduction française.

tant de siècles si mal pourvus de ces objets; et ils ne se seraient point vus forcés de dépenser la majeure partie du produit immédiat de la terre, à l'entretien d'une nombreuse suite de gens oisifs. Ils ont pu se montrer disposés, lorsque l'occasion s'en présentait, d'échanger l'excédant des produits naturels de leurs terres pour celles des marchandises étrangères qui pouvaient leur être connues, et dont ils auraient appris à apprécier la valeur. Mais il eût été pour eux une chose tres-difficile, et qui s'accorderait peu avec leurs habitudes et leurs connaissances, d'employer leurs revenus à l'établissement de manufactures sur leurs domaines. La terre, quoique fertile, pourrait néanmoins ne pas produire les matériaux les plus indispensables; les machines nécessaires et le degré d'adresse pour s'en servir, ainsi que l'intelligence et l'activité nécessaire pour en diriger l'emploi, manqueraient inévitablement d'abord, et, dans un état de choses tel que nous l'avons supposé, tout cela ne se développerait que très-lentement. Il est donc tout naturel que, se trouvant pourvu des choses les plus gros-

sières et indispensables, dont on a toujours besoin et qui sont toujours produites dans l'enfance de la société, un grand seigneur préférât de se distinguer par l'étalage d'un petit nombre de magnifiques produits de l'étranger, dans le cas où il pourrait se les procurer, et par une suite nombreuse de serviteurs, plutôt que par la possession d'une grande quantité d'objets manufacturés d'un travail grossier, dont la fabrication exige des soins très-actifs.

Il est cependant incontestable, pour ce qui regarde individuellement un ouvrier, en le supposant doué d'un degré donné d'activité et d'intelligence, que moins il emploîra de temps à se procurer de la nourriture, et plus il pourra en consacrer à acquérir des objets d'utilité et de luxe; mais vouloir faire l'application de cette vérité à des nations en masse, et en tirer pour conclusion que plus la facilité d'obtenir des subsistances est grande, plus le peuple sera pourvu des objets d'utilité et de luxe, ce serait un nouvel exemple parmi beaucoup d'autres, des conclusions hasardées et fausses auxquelles on arrive sou-

vent, faute de faire l'attention convenable au changement que l'application d'une proposition peut apporter dans les principes sur lesquels elle repose. Dans le cas dont nous nous occupons, toute la question roule sur la supposition d'un degré donné d'activité et d'intelligence, et des moyens d'employer l'une et l'autre. Mais si, après avoir obtenu les choses nécessaires à la vie, l'ouvrier regarde l'oisiveté comme une plus grande jouissance que toutes celles qu'il pourrait se procurer par un surcroît de travail, la proposition cessera alors d'être vraie. Et dans le fait, tout ce que nous savons sur les nations, aux différentes époques de leur civilisation, nous porte à croire que cette préférence donnée à l'oisiveté est très-générale dans l'enfance des sociétés, et qu'elle n'est pas du tout rare dans les pays les plus avancés en civilisation.

Il y aurait, en effet, fort peu d'objets utiles et d'agrément dans la société, et ils seraient en bien petite quantité, si les individus qui sont les principaux agens de leur production, n'avaient pas de motif plus puissant pour y travailler que celui de jouir

de ces objets. C'est le besoin des *choses nécessaires* qui excite principalement les classes ouvrières à produire des objets de luxe; et, si ce besoin qui les stimule cessait de se faire sentir, ou devenait beaucoup plus faible, de manière qu'on pût obtenir les choses nécessaires à la vie avec très-peu de travail, il y a lieu de croire que, au lieu de consacrer plus de temps à la production des choses utiles, il y en aurait moins d'employé à cet objet. Dans les premières époques de l'agriculture, lorsque des terrains riches étaient seuls exploités, comme la quantité de la production du blé est très-forte, comparativement à la quantité de travail nécessaire pour le faire venir, il ne devrait jamais y avoir qu'une petite portion de la population employée à l'agriculture, et une grande portion occupée à pourvoir aux autres besoins de la société. Et tel serait sans doute l'état réel des choses, s'il était vrai que, dès que les moyens de faire subsister les ouvriers existent, il ne peut pas y avoir de difficultés pour leur faire produire des objets d'une valeur proportionnée, ou que, plus il sera facile d'obtenir des subsistances,

plus il sera consacré de temps à la production des choses utiles et de luxe. Mais, que voit-on en effet lorsqu'on porte les regards sur des pays arriérés? On y voit, presque sans exception, une bien plus grande partie de toute la nation employée à cultiver la terre, que dans les pays où l'accroissement de population a rendu nécessaire d'avoir recours à des terrains moins fertiles, et on voit également que le temps consacré à la production des objets d'utilité et de luxe, y est très-peu considérable au lieu de l'être beaucoup.

Parmi les pays de l'Europe, et même du globe, qui ont une étendue considérable de territoire, l'Angleterre est celui qui, sauf une ou deux exceptions, paraît avoir poussé le plus loin son agriculture; et, quoique les qualités naturelles de la totalité de son sol ne tiennent pas une place bien élevée dans l'échelle comparative de la fertilité, il y a cependant une moindre proportion d'individus employés à l'agriculture, et une plus forte quantité de personnes occupées à la production des objets utiles et de luxe, ou qui vivent de l'intérêt de leur argent, que

dans tout autre pays agricole du monde. D'après le calcul de Susmilch, dans lequel il fait le dénombrement des différentes proportions de la population de chaque pays, qui habite les villes, et qui n'est point employée à l'agriculture, la plus forte proportion est de sept à trois, c'est-à-dire, de sept individus habitant la campagne contre trois qui résident dans les villes (1); tandis qu'en Angleterre, la proportion des personnes occupées à la culture de la terre, comparativement au reste de la population, n'est pas tout-à-fait de deux à trois (2).

Voilà un fait très-extraordinaire, et qui présente un exemple frappant du danger qu'il y a, en économie politique, de tirer des conséquences des qualités physiques des matières sur lesquelles on agit, sans avoir égard aux qualités morales ainsi qu'aux qualités physiques des agens.

---

(1) Susmilch. Vol. III. p. 60. *Essay on Population.* Vol. I, p. 459, 5e. édition anglaise. Dans les pays étrangers, bien peu de gens vivent à la campagne s'ils ne sont pas employés à l'agriculture; mais il n'en est point ainsi en Angleterre.

(2) *Population Abstracts*, 1811.

C'est sans contredit une qualité physique d'un sol très-fertile, s'il est exploité par des gens doués d'un certain degré d'activité et d'intelligence, que de donner une grande quantité de produits, comparativement au nombre de bras employés ; mais, si la facilité de production que possèdent les terrains fertiles, a, dans certaines circonstances, l'effet d'empêcher le développement de l'industrie et de l'intelligence, la terre peut devenir réellement moins productive, par rapport au nombre des personnes qui y sont employées, que si elle n'était pas aussi remarquable pour sa fertilité.

D'après ce principe, l'homme qui peut obtenir la subsistance nécessaire pour sa famille, moyennant le travail de deux jours par semaine, a la puissance physique de travailler bien plus long-temps pour obtenir des choses utiles et de luxe, que l'homme qui est forcé d'employer quatre jours pour se procurer la nourriture; mais, si la facilité d'obtenir des subsistances fait naître des habitudes d'oisiveté, ces habitudes doivent lui faire préférer la jouissance de travailler peu

ou point du tout, au plaisir de posséder des choses utiles et qui donnent de l'aisance; et, dans ce cas, il peut employer moins de temps à travailler pour acquérir ces choses utiles et d'agrément, et en être plus mal pourvu que s'il avait été forcé de travailler davantage pour se procurer de la nourriture.

Parmi le grand nombre de pays qui peuvent plus ou moins servir d'exemple et confirmer par leur état actuel, la vérité de ces propositions, il n'en est peut-être aucun qui soit plus frappant que les possessions espagnoles, en Amérique, dont M. de Humboldt vient de publier une si intéressante description.

En parlant des différentes plantes cultivées dans la Nouvelle-Espagne, il dit au sujet de la banane : « je doute qu'il existe une autre plante sur le globe qui, sur un si petit espace de terrain, puisse produire une masse de substance nourrissante aussi considérable (1). » Il calcule dans un autre

(1) Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Tome III, liv. IV, chap. 9, p. 28.

endroit plus particulièrement que, « dans un pays éminemment fertile, un demi-hectare, ou un arpent légal cultivé en bananes de la grande espèce, peut nourrir plus de cinquante individus, tandis qu'en Europe, le même arpent ne donnerait par an, en supposant le huitième grain, que 576 kilogrammes de farine de froment, quantité qui n'est pas suffisante pour la subsistance de deux individus : aussi rien ne frappe plus l'Européen récemment arrivé dans la zone torride, que l'extrême petitesse des terrains cultivés autour d'une cabane qui renferme une famille nombreuse d'indigènes (1). »

Il paraît encore qu'il ne faut qu'un travail insignifiant pour la culture du bananier, et qu'il « se perpétue sans que l'homme y mette d'autre soin que de couper les tiges dont le fruit a mûri, et de donner à la terre une ou deux fois par an, un léger labour en piochant autour des racines (2). »

Que les pouvoirs de production décrits

---

(1) Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Tome III, liv. IV, chap. 9, p. 36.

(2) *Id.* p. 28.

ici sont immenses! Que de ressources pour une richesse sans bornes, si on les mettait dûment à profit? Et cependant, quel est l'état actuel des choses dans ces contrées fertiles? Écoutons M. de Humboldt : « On entend souvent répéter dans les colonies espagnoles, que les habitans de la région chaude (*tierra caliente*) nè pourront sortir de l'état d'apathie dans lequel ils sont plongés depuis des siècles, que lorsqu'une *cédule royale* ordonnera la destruction des bananiers. Le remède est violent; et, ceux qui le proposent avec tant de chaleur, ne déploient généralement pas plus d'activité que le bas-peuple qu'ils veulent forcer au travail, en augmentant la masse de ses besoins. Il faut espérer que l'industrie fera des progrès parmi les Mexicains, sans qu'on emploie des moyens de destruction. En considérant d'ailleurs la facilité avec laquelle l'homme se nourrit dans un climat où croissent les bananiers, on ne doit pas s'étonner que dans la région équinoxiale du nouveau continent, la civilisation ait commencé dans les montagnes, sur un sol moins fertile, sous un ciel moins favorable

au développement des êtres organisés, où le besoin même réveille l'industrie.

« Au pied de la Cordillère, dans les vallées humides des intendances de Vera-Cruz, de Valladolid ou de Guadaxalara, un homme qui emploie seulement deux jours de la semaine à un travail peu pénible peut fournir de la subsistance à une famille entière (1). »

Il paraît donc que l'extrême fertilité de ces contrées, au lieu d'offrir un encouragement suffisant pour l'accroissement rapide de la richesse, a, au contraire, dans les circonstances dans lesquelles ces pays se sont réellement trouvés, produit un degré d'insouciance qui les a maintenus dans un état de misère, et ayant une très-faible population après une longue suite de temps. Et même, quant à l'article nécessaire des subsistances, la paresse et l'imprévoyance de ce peuple ne leur permettent pas d'adopter les mesures propres à les garantir contre les effets des mauvaises années. M. de Hum-

---

(1) Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Tome III, liv. IV; chap. 9, p. 38.

boldt dit que les famines sont communes à presque toutes les régions équinoxiales; et, il ajoute l'observation que, « sous la zone torride, où une main bienfaisante semble avoir répandu le germe de l'abondance, l'homme insouciant et phlegmatique éprouve périodiquement un manque de nourriture que l'industrie des peuples cultivés éloigne des régions les plus stériles du Nord (1). »

Il se peut cependant que la chaleur du climat des plaines de la Nouvelle-Espagne, et le moindre degré de salubrité, comparativement aux régions plus élevées, aient contribué à maintenir ces pays dans un état de misère et mal peuplés, quoique ces causes ne soient certainement pas de nature à avoir empêché l'entier développement de la population. Mais si nous montons les Cordillères, nous arrivons à des climats qui semblent être les plus beaux du globe, et la scène qui s'offre à nos regards est essentiellement différente.

---

(1) Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Tome I, liv. II, chap. 5, p. 358.

La nourriture principale des classes inférieures des habitans des plaines élevées des Cordillères, c'est le maïs; et cette plante, quoique moins productive que le bananier, par rapport au travail qu'elle exige, l'est cependant infiniment plus que les céréales en Europe, et même aux États-Unis. M. de Humboldt dit que, « la fécondité du *thaolli* ou maïs mexicain, est au delà de tout ce que l'on peut imaginer en Europe. La plante, favorisée par de fortes chaleurs et par beaucoup d'humidité, acquiert une hauteur de deux à trois mètres. Dans les belles plaines qui s'étendent depuis San Juan del Rio à Quiretaro, par exemple, dans les terres de la grande métairie de l'Espérance, un fanègue de maïs en produit quelquefois huit cents; des terrains fertiles en donnent, année commune, trois à quatre cents. Dans les environs de Valladolid, on regarde comme mauvaise une récolte qui ne donne que cent trente ou cent cinquante fois la semence. Là où le sol est le plus stérile, on compte encore soixante ou quatre-vingt grains. On croit qu'en général le produit du maïs

peut être évalué dans la région équinoxiale du royaume de la Nouvelle-Espagne, à cent cinquante pour un (1).

Cette grande fertilité produit, comme on pouvait s'y attendre, l'effet naturel de rendre extrêmement aisé de nourrir une famille dans les temps ordinaires.

Dans la ville même de Mexico, où les provisions sont beaucoup plus chères que dans la campagne, par l'effet des mauvaises routes et des frais de transport, les gens de la plus vile populace peuvent, suivant M. de Humboldt, gagner leur subsistance en travaillant un ou deux jours par semaine (2). « Les rues de Mexico fourmillent de vingt à trente mille malheureux (*Saragates Guachinangos*), dont la plupart passent la nuit à la belle étoile, et s'étendent le jour au soleil, le corps tout nu enveloppé dans une couverture de flanelle. Cette lie du peuple, Indiens et Métis, présentent beaucoup d'analogie avec les laz-

---

(1) Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Tome III, liv. IV, chap. 9, p. 56.

(2) *Id.* Tome II, liv. II, ch. 7, p. 37.

zaronis de Naples. Paresseux, insoucians, sobres comme eux, les guachinangos n'ont cependant aucune férocité dans le caractère; ils ne demandent jamais l'aumône : s'ils travaillent un ou deux jours par semaine, ils gagnent ce qu'il leur faut pour acheter du pulque, ou de ces canards qui couvrent les lagunes mexicaines et que l'on rôtit dans leur propre graisse. »

Mais ce tableau de la misère ne se borne point à la lie du peuple d'une grande ville. « Les Indiens mexicains, en les considérant en masse, présentent le tableau d'une grande misère. Relégués dans les terres les moins fertiles ; indolens par caractère, et plus encore par suite de leur situation politique, les natifs ne vivent qu'au jour le jour (1). »

On ne peut pas s'attendre que des gens qui ont de telles habitudes, prennent des mesures pour se garantir du manque éventuel de la récolte du maïs, accident auquel ce grain est particulièrement sujet; et,

(1) Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Tome I, liv. II, chap. 6, p. 429.

par conséquent, quand la récolte manque, ils sont exposés à la plus affreuse misère. En parlant en général des obstacles qui s'opposent au progrès de la population, M. de Humboldt semble regarder la famine et les maladies qu'elle occasione, comme l'obstacle le plus terrible et le plus destructif de tous. « Les Indiens Américains (dit-il), comme les habitans de l'Indostan, sont accoutumés à se contenter de la moindre quantité d'alimens qu'exige le besoin de la vie; ils augmentent en nombre sans que l'accroissement des moyens de subsistance soit proportionnel à cette augmentation de population. Indolens par caractère, et surtout à cause de la position dans laquelle ils se trouvent sous un beau climat, sur un sol généralement fertile, les indigènes ne cultivent en maïs, en pommes-de-terre et en froment, que ce qu'il leur faut pour leur propre nourriture, ou tout au plus ce que requiert la consommation des villes et celle des mines les plus voisines. » Et plus loin il dit : « Le manque de proportion qui existe entre les progrès de la population et l'accroissement de la quantité d'alimens

produite par la culture, renouvelle le spectacle affligeant de la famine chaque fois qu'une grande sécheresse ou quelque autre cause locale a gâté la récolte du maïs (1). »

Ces détails sont une preuve frappante de l'indolence et de l'imprévoyance qui règnent parmi le peuple. De telles habitudes doivent opposer de terribles obstacles à l'accroissement rapide de la richesse et de la population. Et là où de semblables habitudes se sont une fois enracinées, il n'y a pas d'espoir qu'elles changent, excepté par l'action graduelle et lente de stimulans puissans et efficaces. Et pendant que la répartition extrêmement inégale de la propriété foncière subsistera, et que le commerce étranger n'offrira pas un débouché suffisant pour les produits bruts du sol, ces stimulans ne pourront se présenter que très-lentement et d'une manière insuffisante.

Il est impossible de douter un seul instant que l'indolence des indigènes ne soit

---

(1) Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Tome I, liv. II, chap. 5; p. 355 et 356.

considérablement aggravée par suite de leur situation politique; mais ce qui prouve que, malgré cette situation, le peuple cède en grande partie aux stimulans ordinaires, c'est la culture rapide qui a lieu dans le voisinage des mines nouvelles où il s'établit une demande active de bras et de produits. « Bientôt le besoin réveille l'industrie; on commence à labourer le sol dans les ravins et sur les pentes des montagnes voisines, partout où le roc est couvert de terreau: des fermes s'établissent dans le voisinage de la mine: la cherté des vivres, le prix considérable auquel la concurrence des acheteurs maintient tous les produits de l'agriculture, dédommagent le cultivateur des privations auxquelles l'expose la vie pénible des montagnes (1). »

Si tels sont les effets d'une demande réellement active de produits et de bras, il n'est pas possible de se tromper sur la cause principale de l'état arriéré de la culture dans lequel se trouve la plus grande

(1) Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Tome III, liv. IV, chap. 9, p. 12.

partie du pays. Excepté dans le voisinage des mines et près des grandes villes, la demande des produits n'est pas assez active pour engager les grands propriétaires à cultiver d'après un bon système l'immense étendue de leurs fonds de terre, et la population qui, ainsi que nous l'avons fait voir, cherche à atteindre la dernière limite des subsistances, excède en général la demande de bras, ou le nombre des personnes que le pays peut employer d'une manière régulière et constante dans l'état actuel de son agriculture et de ses manufactures.

Avec une abondance de terrains fertiles, il paraît que les indigènes en sont souvent bien mesquinement pourvus. Ils cultiveraient volontiers des portions de districts très-étendus appartenant aux grands propriétaires, et certes ils en tireraient d'amples moyens de subsistance pour eux-mêmes et pour leurs familles ; mais dans l'état actuel d'ignorance et de paresse des indigènes, des fermiers de cette espèce ne pourraient peut-être pas payer un fermage égal au produit des terres incultes, et dans ce cas on leur permettrait rarement d'exploiter ces

domaines; il en résulte que des terres qui auraient pu nourrir des milliers d'individus, ne servent qu'à élever quelques centaines de têtes de bétail.

En parlant d'une partie de l'intendance de Vera-Cruz, M. de Humboldt s'exprime ainsi : « Aujourd'hui des espaces de plusieurs lieues carrées sont occupés par deux ou trois cabanes, autour desquelles errent des bœufs à demi-sauvages. Un petit nombre de familles puissantes, et qui vivent sur le plateau central, possèdent la plus grande partie du littoral des intendances de Vera-Cruz et de San-Luis Potosi. Aucune loi agraire ne force ces riches propriétaires de vendre leurs majorats, s'ils persistent à ne pas vouloir défricher eux-mêmes des terres immenses qui en dépendent (1). »

Des propriétaires tels que ceux dont parle M. de Humboldt, peuvent très-souvent être détournés de cultiver leurs terres, soit par caprice, soit par insouciance. En général on pourrait cependant s'attendre à voir ces motifs céder, au moins jusqu'à un

(1) Tome II, liv. III, chap. 8, p. 342.

degré considérable, à l'influence plus forte de l'intérêt personnel. Mais le partage vicieux des propriétés territoriales empêche que cet intérêt n'agisse avec autant de force qu'il devrait le faire pour donner plus de développement à l'agriculture. Sans un commerce étranger suffisant pour donner de la valeur aux produits naturels du sol, et tant que l'établissement général des manufactures n'aura pas ouvert des débouchés à l'industrie nationale, la demande que les grands propriétaires peuvent avoir de bras sera bientôt remplie, et les classes laborieuses n'auront plus rien au delà de leur travail à pouvoir donner aux propriétaires fonciers pour l'usage de leurs terres. Quoique ces propriétaires aient amplement les moyens de faire subsister une population plus forte sur leurs domaines, le peu de nouvelles jouissances que cela pourrait leur procurer, si toutefois ils en éprouvaient, suffirait rarement pour vaincre leur indolence naturelle et pour balancer les inconvéniens ou les peines que cela pourrait leur occasioner. Quant à l'encouragement que donne à

l'accroissement de la population la division et la subdivision des terres à mesure que de nouvelles familles voient le jour, le pays en est privé par suite de l'état primitif de la propriété, et par les usages et les habitudes féodales que cet état tend nécessairement à faire naître. Et dans de telles circonstances, si un manque comparatif de commerce et de manufactures, que la grande inégalité des propriétés tend plutôt à perpétuer qu'à corriger, empêche l'extension de la demande de bras et de produits, qui peut seule porter remède au découragement à la population, occasioné par une telle inégalité, il est évident que l'Amérique espagnole peut rester pendant des siècles aussi mal peuplée et pauvre qu'elle l'est à présent, comparativement à ses ressources naturelles.

L'Amérique espagnole est en effet restée dans cet état. Car, malgré l'accroissement de population et de richesse, qui a été considérable, surtout il y a quelques années, et depuis que le commerce avec la métropole est devenu plus libre, cet accroissement est resté cependant, à tous égards,

fort au-dessous de ce qu'il aurait dû être, même sous un gouvernement tel que celui de l'Espagne, si la richesse du sol avait été mise à profit au moyen d'une meilleure division de la propriété foncière, ou par une demande plus forte et plus constante pour les produits naturels du sol.

M. de Humboldt remarque que « les personnes qui ont réfléchi sérieusement sur la richesse du sol mexicain savent que, par le moyen d'une culture plus soignée, et sans supposer des travaux extraordinaires pour l'irrigation des champs, la portion de terrain déjà défriché pourrait fournir de la subsistance pour une population huit à dix fois plus nombreuse. » Et il ajoute avec beaucoup de raison : « Si les plaines fertiles d'Atalisco, de Cholula et de Puebla ne produisent pas des récoltes plus abondantes, la cause principale doit être cherchée dans le manque des consommateurs, et dans les entraves que les inégalités du sol opposent au commerce intérieur des grains, surtout à leur transport vers les côtes qui sont bai-

gnées par la mer des Antilles (1). » Dans l'état actuel de ces districts, la cause principale et immédiate qui retarde la culture, c'est en effet le manque de consommateurs, c'est-à-dire, le manque de la faculté de vendre les produits à un prix suffisant pour encourager une bonne culture, et pour mettre les fermiers à même de donner aux propriétaires pour l'usage de leurs terres, quelque chose dont ils aient besoin. Et rien ne doit tant empêcher qu'un tel prix ne soit obtenu, que toute entrave naturelle ou artificielle au commerce intérieur et extérieur.

Il paraît que la lenteur des progrès que la Nouvelle-Espagne a faits dans la richesse et la population, comparativement à ses immenses ressources, a eu pour cause plutôt le manque de demande que celui du capital; cela semble prouvé par l'état actuel de son capital, qui, d'après M. de Humboldt, est plutôt surabondant qu'insuffisant. En parlant de la culture du sucre, qu'il croit pouvoir réussir parfaitement dans la Nouvelle

(1) Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Tome III, liv. IV, chap. 9, p. 89.

Espagne, il dit : « La Nouvelle-Espagne, outre l'avantage de sa population, en a encore un autre très-important, celui d'une masse énorme de capitaux amoncelés chez les propriétaires des mines ou entre les mains de négocians qui se sont retirés du commerce (1). »

L'état de la Nouvelle-Espagne, tel qu'il est décrit par M. de Humboldt, prouve clairement dans son ensemble :

1°. Que le pouvoir de nourrir des travailleurs peut exister à un plus haut degré que la volonté ;

2°. Que le temps qu'on emploie à travailler pour se procurer les choses utiles et d'agrément n'est pas toujours considérable, en proportion du peu qu'il en faut pour obtenir la nourriture ;

3°. Que le défaut de richesse dans un pays fertile peut être plutôt l'effet du manque de demande que de capitaux.

Et en général, que la fertilité de la terre n'est pas, par elle seule, un stimulant suf-

---

(1) Essai politique sur la Nouvelle-Espagne. Tome III, liv. IV, chap. 10, p. 178.

sisant pour l'accroissement permanent de la richesse.

Il n'est cependant pas besoin d'aller si loin que les possessions espagnoles d'Amérique pour s'assurer de la vérité de ces propositions. L'état de l'Espagne même, et celui de la plupart des pays de l'Europe, conduiraient aux mêmes conclusions. Nous n'avons pas même besoin d'aller plus loin que l'Irlande pour trouver une ample confirmation de leur justesse.

La culture de la pomme-de-terre, et son emploi comme nourriture générale des classes inférieures du peuple en Irlande, sont cause que le terrain et le travail nécessaires pour la subsistance d'une famille y sont incomparablement moindres que dans la plupart des pays de l'Europe. Cette facilité de production, lorsqu'elle n'est point accompagnée d'une suite de circonstances heureuses qui pourraient lui donner un plein effet pour l'accroissement de la richesse, produit un état de choses qui se rapproche, sous bien des rapports, de celui des pays plus arriérés en civilisation et en culture.

Ce qui caractérise surtout l'Irlande, c'est

la faculté qu'elle possède, et qu'elle déploie actuellement, de nourrir une population plus nombreuse que le pays ne peut employer; et l'effet naturel et nécessaire de cet état de choses, c'est l'existence très-générale des habitudes d'indolence. Les propriétaires fonciers et leurs principaux fermiers, possédant des subsistances et des objets de première nécessité, ou ayant des moyens très-faciles de se les procurer, ont toujours des ouvriers en abondance à leur disposition; mais ces ouvriers ne trouvant point d'emploi suffisant dans les fermes où ils sont établis, ont rarement les moyens de fournir à leurs propriétaires les objets qui leur sont *le plus utiles et désirables*. Quelquefois, il est vrai, par suite de la concurrence pour les fermes à louer, de très-forts fermages ont été donnés pour de petites portions de terrains propres à la production des pommes-de-terre; mais comme le moyen de payer de tels fermages doit dépendre en grande partie de la facilité d'avoir de l'ouvrage, le nombre des familles vivant sur un domaine, qui peuvent payer de gros fermages en argent, doit

avoir des bornes évidentes. Il y a, en effet, raison de croire que le paysan irlandais (*cottar*) s'est souvent trouvé dans l'impossiblité de payer le fermage stipulé; et il est assez reconnu que les plus intelligens propriétaires irlandais, conduits par des motifs d'humanité et d'intérêt, s'occupent en ce moment des moyens d'arrêter cette population surabondante dans leurs domaines, qui, en même temps qu'elle donne naissance à un degré excessif de pauvreté, de misère et d'indolence, offre rarement à celui qui emploie des ouvriers, une compensation dans le bas prix de leurs salaires, pour le nombre plus considérable de bras qu'il est obligé de payer pour qu'un service déterminé se fasse. Les propriétaires en Irlande sont aujourd'hui généralement convaincus qu'un nombre moindre de journaliers laborieux les mettrait à même d'obtenir un produit plus considérable pour la consommation des villes et des manufacturiers, en même temps que ces journaliers contribueraient beaucoup plus à accroître la richesse générale du pays; que leur condition serait bien plus heureuse, et qu'ils

pourraient payer au propriétaire un fermage plus considérable et plus certain pour ses terres. On a donc raison de dire que les possesseurs de subsistances et des choses de première nécessité en Irlande, ne peuvent pas, en retour, obtenir les objets qui leur sont le plus utiles et désirables.

Tout le monde connaît l'insouciance des laboureurs en Irlande. Que cette indolence provienne de ce que, dans l'état actuel des choses, ils ont réellement fort peu de quoi s'occuper, ou bien d'une disposition naturelle à l'oisiveté que des stimulans ordinaires sauraient vaincre, il n'est pas moins vrai que le temps considérable qui reste à leur disposition, après avoir obtenu les choses nécessaires, ne sert certainement pas à leur procurer les choses commodes et de luxe. Le chétif habillement et le logement encore plus misérable du paysan irlandais sont aussi connus que le loisir dont il jouit, et qu'on pourrait s'attendre à le voir employer à se pourvoir amplement de toute sorte de choses utiles. On peut dire cependant, et avec raison, pour justifier le paysan irlandais, que ce n'est pas dans l'é-

tat de société où il s'est vu placé qu'on peut connaître de quoi il est capable; car il s'est trouvé privé des motifs qui, pour l'ordinaire, donnent naissance aux habitudes industrieuses. Dans presque toutes les parties de l'île, surtout dans le midi et l'ouest, la population des cantons ruraux est plus considérable que les travaux de l'agriculture ne peuvent employer. Le peuple aurait donc beau être porté au travail, il ne pourrait jamais trouver à être employé régulièrement aux occupations de l'agriculture. Dans les parties plus montueuses du pays, qui sont principalement consacrées aux pâturages, cette impossibilité de trouver de l'ouvrage est surtout frappante. Une petite ferme au milieu des montagnes de Kerry est peut-être capable de faire subsister une famille nombreuse, dans laquelle il y a plusieurs garçons adultes; mais les travaux de la ferme se réduisent à fort peu de chose, et ce sont les femmes qui en font la majeure partie. Ce qui reste à faire aux hommes ne suffit pas pour les employer pendant un nombre d'heures égal à un seul jour par semaine; et, la conséquence en

est qu'on les voit musant partout, comme si le temps n'était pour eux d'aucune utilité.

On croirait, qu'ayant tant de loisir, ils pourraient s'occuper à bâtir de meilleures maisons, ou au moins à les rendre plus commodes, et à les tenir propres et soignées. Mais, quant au premier objet, il se peut qu'il y ait quelque difficulté de se procurer des matériaux; et quant au second, nous savons par expérience que le paysan irlandais n'y entend rien, ou ne croit pas que cela le dédommage des peines qu'il pourrait se donner.

Ils pourraient aussi cultiver ou acheter les matières premières de leur habillement, pour les travailler chez eux; et c'est en effet ce qu'ils font jusqu'à un certain point, car la plus grande partie des étoffes de lin et de laine dont ils sont habillés, ce sont eux-mêmes qui les fabriquent. Mais ils ne peuvent acheter les matières premières qui ne sont pas indigènes, sans une grande difficulté, en raison du bas prix métallique des salaires; et en préparant ces matières pour les rendre propres à faire des vêtemens, il ne faut pas s'étonner

s'ils cèdent souvent aux instigations de la paresse, trop puissantes en général pour l'humaine faiblesse, lorsqu'il n'est question que d'un travail qu'on peut différer ou négliger, sans autre inconvénient que d'être obligé de porter pendant quelque temps de plus de vieilles hardes, et cela dans un pays où l'usage est certainement favorable à cette insouciance.

Si le paysan irlandais pouvait trouver un débouché pour le produit de ses travaux domestiques, qui lui assurât constamment de l'emploi à un prix raisonnable en argent, ses habitudes changeraient probablement bientôt; car on n'a peut-être jamais vu un corps de nation considérable, dans quelque pays que ce soit, dont les habitans aient acquis des habitudes d'ordre et d'industrie s'ils n'étaient pas parvenus à se faire employer d'une manière régulière et constante, et s'il avait fallu, pour être constamment et utilement occupés, déployer un degré extraordinaire de prévoyance, d'activité et de force de caractère.

On dira peut-être que c'est le capital seul qui manque en Irlande, et que si le

pays en était pourvu, toute la population trouverait aisément de l'emploi. Il est hors de doute qu'une des choses dont l'Irlande a le plus besoin, c'est de capitaux; mais je crois que ce serait une grande erreur de supposer que l'importation d'une grande masse de capitaux, si elle était possible, suffirait pour remplir sur-le-champ le but désiré, et pour créer une somme de richesse proportionnée au nombre des bras qui paraissent prêts à travailler à la produire. Le montant du capital qui pourrait être employé en Irlande à fabriquer des marchandises pour l'exportation, dépendrait évidemment de l'état des marchés étrangers; et le montant des fonds qui pourraient être employés aux objets manufacturés pour la consommation du pays, dépendrait également de la demande de l'intérieur. La tentative de s'ouvrir un marché étranger à force de capital, doit nécessairement occasioner une baisse anticipée des profits, et peut, après de grandes pertes, devenir même tout-à-fait infructueuse; quant à la demande de l'intérieur, tant que les habitudes de la grande masse du peuple seront

telles que nous les voyons aujourd'hui, cette demande ne saurait en aucune manière suffire à faire écouler les produits créés par une masse un peu considérable de nouveaux capitaux. Dans un pays où l'on se procure les alimens avec si peu de travail, et dont la population est encore égale, ou peu s'en faut, aux produits, il est peut-être impossible que le temps qui n'est pas consacré à la production de la subsistance, puisse créer une quantité proportionnée de richesse, à moins qu'il n'y ait un goût très-décidé pour les objets d'utilité et de luxe, parmi les classes inférieures, et des moyens de les acheter suffisans pour en faire naître une demande effective. Mais tout le monde sait combien le goût du paysan irlandais pour de semblables objets est encore loin d'être formé. Ses besoins sont peu nombreux, et il est dans l'habitude de les satisfaire principalement dans son intérieur. Par suite du bas prix de la pomme-de-terre, qui est la principale nourriture des classes inférieures, les salaires du journalier sont très-faibles, et la portion d'argent qui lui reste, après s'être procuré les choses de première nécessité,

est à peine suffisante pour acheter quelques objets utiles. Toutes ces circonstances sont on ne peut pas plus défavorables pour l'accroissement de richesse qui résulte de la fabrication des articles destinés pour la consommation de l'intérieur. On sait combien les goûts et les habitudes d'un peuple nombreux sont lents à changer; et, dans cet intervalle, l'emploi de plus forts capitaux qu'il n'en faudrait pour aller de pair avec le progrès du changement, ne pourrait certainement pas rapporter des profits assez considérables pour encourager l'accumulation soutenue du capital et son application au même emploi. On peut dire en général, que la demande est tout aussi nécessaire à l'accroissement du capital, que l'accroissement du capital l'est à la demande. Ils agissent l'un sur l'autre, en se prêtant un appui mutuel, et aucun des deux ne peut marcher avec vigueur, si l'autre reste fort en arrière.

Dans l'état actuel de l'Irlande, je suis porté à croire que l'échec que le progrès de ses manufactures a éprouvé, est venu plutôt d'un défaut de demande que du manque

de capital. La détresse particulière que ce pays a éprouvée à la conclusion de la dernière guerre, a été incontestablement due à cette cause, quelle qu'ait pu être la destruction de capital depuis cette époque. Autrefois les grands échecs éprouvés par les manufactures de l'Irlande, venaient des restrictions injustes et impolitiques qui lui étaient imposées par l'Angleterre, dont l'effet était d'empêcher ou de circonscrire la demande pour les produits des fabriques irlandaises. Toutes les fois cependant qu'une demande active s'est manifestée pour un article manufacturé quelconque, je crois qu'il est rarement arrivé que la fabrication en ait langui long-temps faute de capital; tandis qu'il y a apparence que des avances ont quelquefois été faites, qui n'ont pas réussi à ouvrir des débouchés suffisans.

L'état de l'Irlande, relativement au temps et au travail nécessaires pour la production de la subsistance de ses habitans, offre les plus étonnantes ressources pour le développement de la richesse manufacturière et commerciale. Si, par le moyen d'un système perfectionné d'agriculture,

on y faisait venir les subsistances et les matières premières nécessaires pour la population, en employant le moins de travail possible pour que cela se fît de la meilleure manière, et si le peuple, au lieu de mener une vie de fainéans, était occupé aux manufactures et au commerce dans de grandes villes florissantes, l'Irlande deviendrait incomparablement plus riche que l'Angleterre. Voilà tout ce qu'il faudrait pour ouvrir une libre carrière à ses grandes ressources naturelles; et pour arriver à un tel état de choses, un immense capital est sans doute nécessaire, mais, pour être employé avec avantage, il faudrait qu'il ne le fût qu'à mesure qu'on en aurait besoin; car un accroissement prématuré de capital aurait des effets bien moins profitables et permanens, qu'un changement dans les goûts et les habitudes des classes inférieures de la nation, et une différente manière de payer leur travail, qui leur donnerait et la volonté et les moyens d'acheter des objets manufacturés indigènes, et des produits de l'étranger.

On peut donc dire que l'état de l'Irlande

conduit aux mêmes conclusions que celui de la Nouvelle-Espagne, et qu'il prouve :

Que le pouvoir de nourrir des travailleurs peut souvent exister dans un plus haut degré que la volonté de le faire ;

Que le peu de temps requis pour se procurer la subsistance, ne fait pas toujours qu'on emploie plus de temps à acquérir les choses utiles et d'agrément ;

Que le défaut de richesse dans un pays fertile peut être plutôt l'effet du manque de demande que de celui des capitaux ;

Et en général, que la fertilité de la terre n'est pas, par elle seule, un stimulant suffisant pour l'accroissement permanent de la richesse.

SECTION V.

Des inventions qui épargnent la main d'œuvre, considérées comme un stimulant à l'accroissement constant de la richesse.

Il est rare que des inventions qui ont pour objet d'épargner la main d'œuvre, acquièrent un certain degré d'extension, à moins qu'il n'y en ait un besoin bien prononcé. Ces inventions sont les effets naturels de l'état avancé des connaissances et de la civilisation, et dans leurs formes

les plus perfectionnées elles viennent en général au secours de l'affaiblissement des facultés productives de la terre. La fertilité de la terre, étant un don de la nature, existe, soit que l'on en ait besoin ou non, et doit, par conséquent, surpasser pendant bien des siècles le pouvoir que nous avons de l'épuiser entièrement. Les inventions qui remplacent la main d'œuvre par des machines, étant au contraire le résultat du génie de l'homme, à qui elles sont suggérées par ses besoins, elles ne doivent que rarement les dépasser. Mais les mêmes lois s'appliquent à ces inventions et au travail manuel de l'homme. Tout cela tient à la facilité de production; et, dans les deux cas, on ne peut faire un usage entier de cette facilité, à moins que le pouvoir qui en résulte de fournir des produits ne soit accompagné d'une extension convenable du débouché.

Aussitôt qu'une machine est inventée, laquelle, en épargnant la main d'œuvre, peut fournir des produits à un prix plus bas qu'auparavant, l'effet le plus ordinaire qui s'ensuit, c'est une telle extension de demande pour ces produits, qui par leur

bon marché sont mis à portée d'un plus grand nombre d'acheteurs, que la valeur de toute la masse des objets fabriqués par ces nouvelles machines surpasse de beaucoup ceux qui étaient manufacturés auparavant, et malgré cette économie de main d'œuvre, ce genre d'industrie, au lieu de n'employer que moins de bras, en requiert bien plus que par le passé.

Un exemple frappant de cet effet a eu lieu dans les machines employées à filer et à tisser le coton en Angleterre. La consommation des étoffes de coton s'est si fort accrue dans le pays et dans l'étranger, par suite du bon marché, que la valeur de la totalité de ces étoffes et du fil de coton surpasse à présent, hors de toute comparaison, leur ancienne valeur; tandis que l'accroissement rapide de la population des villes de Manchester, de Glasgow, etc., depuis trente ans, prouve assez combien, sauf peu d'exceptions temporaires, la demande d'ouvriers en coton est allée en augmentant, malgré l'introduction des machines.

Lorsque l'introduction des machines produit cet effet, il n'est pas aisé de calculer

jusqu'à quel point elles tendent à enrichir une nation, ou à augmenter la valeur et la quantité des produits indigènes et étrangers.

Si pourtant le produit à la création duquel on applique des machines, n'est pas d'une telle nature que sa consommation puisse augmenter par le bas prix, dans ce cas l'accroissement de richesse qui doit en résulter ne sera ni aussi considérable ni aussi certain. L'effet des machines pourra néanmoins être très-avantageux ; mais l'importance de cet avantage tient à des circonstances accidentelles. Supposons que plusieurs capitalistes emploient chacun 20,000 l. st. dans un genre de manufacture d'une consommation bornée, et qu'on introduise des machines qui, en épargnant la main d'œuvre, les mettent à même de satisfaire à la demande effective pour l'article en question, moyennant un capital de 10,000 l. st. au lieu de 20,000 l. Il y aurait, dans ce cas, quelques dizaines de 1000 l. sans emploi, ainsi que les ouvriers que ces capitaux servaient à payer. D'un autre côté, il y aurait une portion de revenu disponible avec lequel on pourrait acheter plus de

produits ; et cette demande serait sans doute extrêmement avantageuse pour engager à donner une autre direction aux capitaux hors d'emploi. Il faut toutefois se rappeler que ce ne serait pas là une nouvelle demande, et que, même après qu'elle aurait été satisfaite, elle ne pourrait que remplacer la diminution de capital et de profits dans une branche d'industrie, occasionée par l'emploi d'autant de fois 10,000 l. qu'il y en avait auparavant de 20,000. Mais, toutes les fois qu'on distrait du capital d'un emploi pour lui en donner un autre, on éprouve presque toujours une perte considérable. Lors même que tout le restant serait immédiatement employé, le montant en serait moindre. Quoiqu'il pût rapporter un plus grand produit, il ne saurait payer autant de travail que par le passé ; et, à moins qu'on ne prît plus de domestiques à gages, il y aurait beaucoup d'individus sans ouvrage. Ainsi donc, le pouvoir que la totalité de l'ancien capital aurait de payer la même quantité de travail qu'auparavant, dépendrait évidemment de la possibilité de dégager les capitaux de leurs anciens em-

plois, sans qu'ils éprouvent de diminution, et de pouvoir leur trouver sur-le-champ un nouveau placement aussi avantageux.

Si, pour mettre ce principe à l'épreuve, nous le poussions encore plus loin, en supposant que, sans aucune extension des débouchés étrangers pour nos marchandises, on pût par le moyen de machines, obtenir tous les objets dont on fait usage aujourd'hui, en n'employant que le tiers du travail qu'on y met actuellement, y a-t-il quelque probabilité que la masse des capitaux sans emploi pût être avantageusement placée, ou que la masse des ouvriers sans ouvrage pût trouver les moyens de se procurer une portion suffisante du produit national? S'il y avait quelques autres branches du commerce étranger, susceptibles d'acquérir un grand développement par le moyen du capital et du travail qui n'auraient plus d'emploi, le cas changerait entièrement, et les retours de ces genres de commerce pourraient fournir des stimulans suffisans pour maintenir la valeur du revenu national. Mais, s'il n'était possible d'obtenir qu'un surcroît de produits indigènes, il y aurait

tout lieu de craindre un ralentissement dans les efforts de l'industrie. Le paysan qui, pour avoir de quoi s'acheter du thé ou du tabac, pourrait être disposé à travailler quelques heures de plus, pourrait aimer mieux ne rien faire que d'avoir un nouvel habit. Le fermier ou le petit propriétaire foncier, qui pourrait obtenir les objets ordinaires d'utilité ou d'agrément, à un tiers de leur ancien prix, pourrait bien ne pas travailler avec tant d'activité pour se procurer pour le même montant du surplus du produit territorial. Et le commerçant ou le marchand qui continuerait à faire des affaires afin d'avoir les moyens de boire du vin de Bordeaux et de Champagne, et d'en donner à ses amis, pourrait regarder la possession d'un surcroît de denrées indigènes, comme ne valant en aucune manière le sacrifice de soins aussi assidus.

On a dit que là où il y a un revenu prêt pour la demande, il est impossible qu'il y ait la moindre difficulté dans l'emploi du travail et du capital qui peut satisfaire à cette demande; car le possesseur de ce revenu, plutôt que de ne le point dépenser,

serait prêt à acheter une table ou une chaise qui aurait coûté le travail de cent ouvriers pendant un an. Cela peut être vrai, dans le cas de revenus fixes en argent, acquis par héritage ou avec peu ou point de peine. On sait bien que plusieurs des seigneurs romains, qui devaient principalement leurs immenses richesses à des moyens aisés de pillage, donnaient quelquefois des sommes les plus énormes pour des objets d'un luxe fantastique. Il est sûr qu'une plume suffit pour faire tourner la balance lorsqu'il n'y a rien du côté opposé. Mais, dans les pays où le montant du revenu national dépend en grande partie de l'emploi du travail, de l'activité et des soins attentifs, il faut qu'il y ait quelque chose dans les objets qu'on veut acquérir qui les rende désirables par eux-mêmes, pour compenser les peines qu'on se donne pour les obtenir. Car autrement tout effort cesserait, et l'expérience prouve assez, par le nombre de personnes qui se retirent tous les jours des affaires, quoiqu'ayant l'espoir le mieux fondé d'augmenter encore leurs fortunes, que la plupart des hommes mettent certaines bor-

nes, quelque variables qu'elles soient, à la somme des choses utiles et d'agrément pour la possession desquelles ils sont disposés à travailler; et qu'il y en a bien peu qui consentent à travailler dans un comptoir pendant six ou huit heures par jour pour avoir les moyens d'acheter des objets, dont le seul mérite consiste dans la quantité de travail que leur production a coûté.

Il est vrai néanmoins que, dès qu'un grand revenu a été créé dans un pays, sous la forme d'une grande masse de fermages, de profits et de salaires, cela doit opposer une grande résistance à toute baisse essentielle dans la valeur de ce revenu. Hume (1) a fait la remarque très-juste que, lorsque les affaires d'une nation sont arrivées à cet état, c'est-à-dire, lorsque par le moyen du commerce étranger, elle a acquis les goûts nécessaires pour donner de la valeur à une quantité de travail qui n'est point employé à la production des choses réellement nécessaires, cette nation peut perdre une partie de ce commerce, et rester cependant grande et puissante, par

(1) *Essays*. Vol. I, p. 293.

suite des efforts extraordinaires qui seraient faits par le capital sans emploi, et par l'esprit industrieux des habitans, qui chercheraient à perfectionner les manufactures nationales, afin de satisfaire les goûts déjà formés, et d'offrir aux revenus déjà créés, les moyens de dépense. Mais, en supposant possible que le revenu d'une telle nation pût se maintenir, il n'y a pas la moindre probabilité qu'il pût s'accroître; et il est presque sûr qu'il ne serait arrivé à un tel degré, sans le débouché offert par le commerce étranger.

Je crois qu'on sera convaincu de cela, si l'on fait attention à la quantité de marchandises que l'Angleterre exporte, principalement par l'effet de l'emploi des machines, et à la nature des retours qu'elle obtient en échange. D'après les tableaux du commerce pendant l'année expirée le 5 janvier 1818, on voit que trois seuls articles dans la fabrication desquels on emploie des machines; c'est-à-dire, les marchandises de coton, de laine, la quincaillerie, y compris les ouvrages en acier, etc., sont estimées au delà de 29,000,000 de l. st. Et

parmi les articles les plus marquans importés, on compte le café, l'indigo, le sucre, le thé, les soies, le tabac, les vins, le coton et la laine, dont la valeur totale monte à plus de 18,000,000, sur les 30! Comment, le demanderais-je, pourrions-nous obtenir ces objets précieux du dehors, si nous n'avions pas donné plus d'extension à nos exportations, par l'emploi des machines? Et d'ailleurs, comment trouverait-on dans notre pays des matières capables de remplacer ces produits importés, et qui eussent les mêmes effets d'encourager l'agriculture, et de favoriser l'accumulation du capital et l'accroissement de la population? Et si à ces considérations nous ajoutons les fortunes qui ont été faites dans ces manufactures, pour lesquelles le marché s'est agrandi de jour en jour, et qui ont constamment exigé plus de capital et plus de bras; et si l'on compare cet état de choses avec la nécessité de chercher constamment de nouveaux emplois pour le même capital et les mêmes ouvriers, dont une partie serait renvoyée de ses anciennes occupations, par suite de chaque nouvelle

invention de machines; toutes ces considérations doivent nous convaincre que l'état de l'Angleterre eût été totalement différent de ce qu'il est à présent, et qu'elle n'aurait jamais acquis le même revenu en fermages, en profits et en salaires, si le talent qui a été déployé dans l'invention des machines, n'eût point été accompagné de l'extension du débouché pour l'écoulement des objets fabriqués par ces machines, qui a eu lieu.

On peut douter avec raison, en supposant aujourd'hui une interruption de notre commerce avec l'étranger, qu'on pût trouver dans le pays des moyens de remplacer le thé, le café, le sucre, les vins, la soie, l'indigo, le coton, etc., de manière à maintenir la valeur de notre revenu actuel; mais très-certainement, si depuis le temps d'Édouard I[er]., avec la division de la propriété foncière, telle qu'elle se trouvait alors, les débouchés pour nos produits étaient restés stationnaires au dehors, nos seuls revenus territoriaux n'auraient pas approché de ce qu'ils sont aujourd'hui, et moins encore le revenu du commerce et des manufactures.

Même dans l'état actuel de division de la propriété foncière en Europe, qui est incomparablement préférable à ce qu'il était il y a cinq cents ans, la plupart des pays dont elle se compose se trouveraient comparativement dépeuplés sans le commerce et les manufactures. Sans l'impulsion donnée par les résultats de ces geures d'industrie, il ne pourrait pas y avoir de motifs suffisans pour engager les grands propriétaires à vendre une partie de leurs vastes domaines, ou à les faire cultiver avec soin. Selon Adam Smith, les manufactures les plus importantes des pays du nord et de l'ouest de l'Europe furent établies pour imiter des articles étrangers dont le goût avait déjà été formé par suite du commerce extérieur, ou par le perfectionnement graduel des produits indigènes qu'on chercha à rendre propres à l'exportation (1). Dans le premier cas, on fait dépendre l'origine même des manufactures d'une extension antérieure du marché, et de l'importation d'articles

(1) Richesse des nations. Tome II, liv. III, ch. 3, p. 115, 6e. édition anglaise.

étrangers, et, dans le second, le but principal et l'utilité de perfectionner des produits de fabrication indigène dans l'intérieur d'un pays, paraît être de les rendre propres à un marché étendu, sans lequel les avantages locaux qu'on peut en retirer seraient en grande partie perdus.

Pendant le cours de la dernière guerre, nous avons eu un puissant auxiliaire dans nos machines à vapeur, qui nous ont mis à même de disposer d'une quantité prodigieuse de produits et de bras étrangers. Mais combien l'effet de ces machines n'eût-il pas été affaibli si nous n'avions pas pu exporter nos marchandises de coton, nos lainages et notre quincaillerie?

Si l'on pouvait exploiter avantageusement les mines d'Amérique par le moyen de machines, et si le roi d'Espagne pouvait augmenter à son gré les droits, de manière à tirer le plus grand parti de cet avantage, quel immense revenu ne pourrait-il pas en recueillir! Mais il est évident que les effets de semblables machines deviendraient tout-à-fait insignifians, si le marché pour les métaux précieux se trouvait borné

aux pays adjacens, et dans ce cas le principal effet de l'introduction des machines serait de mettre des capitaux et des bras hors d'emploi.

Dans l'état actuel des choses, dans ce pays, la population et la richesse de Manchester, de Glasgow, de Leeds, etc., ont éprouvé un grand accroissement depuis quelques années, par suite de la demande croissante pour les produits de leurs manufactures, qui ont exigé tous les jours plus d'ouvriers pour les faire marcher; mais si on n'avait eu besoin que d'un plus petit nombre d'individus, par suite de l'économie de travail due aux machines, et du manque d'extension du marché, il est évident que ces villes auraient été comparativement pauvres et mal peuplées. Il est impossible de juger jusqu'à quel point le capital et la main d'œuvre épargnés par l'introduction des machines dans un district auraient pu en enrichir d'autres; et l'on peut là-dessus faire telle assertion qu'on voudra, car il est impossible d'en vérifier la vérité par un appel aux faits. Mais je voudrais savoir s'il y a le moindre fonde-

ment pour dire que, non-seulement le capital qui pourrait à une époque quelconque être épargné dans ces manufactures, serait conservé et employé autre part, mais qu'il le serait d'une manière aussi profitable, et qui créerait une valeur échangeable dans d'autres endroits, égale à celle qu'il aurait pu créer à Manchester et à Glasgow, avec des débouchés croissans ? En un mot, y a-t-il quelque raison plausible pour assurer que, si l'exportation de la valeur de vingt millions de livres sterling que nous envoyons à l'étranger en ce moment, était tout-à-fait arrêtée, soit par l'effet des progrès de l'industrie rivale des pays étrangers, soit par suite des prohibitions, cela ne nous empêcherait point de trouver pour notre capital et notre travail un emploi aussi avantageux et lucratif pour les individus, et aussi productif de richesse pour le pays relativement à la valeur échangeable de son revenu ?

Tout pays a sans contredit la faculté de consommer ses produits, quelque forte qu'en soit la quantité, comme tout homme qui se porte bien a la *faculté* d'appliquer

son esprit et son corps à un travail productif pendant dix ou douze heures par jour. Mais ce sont là des vérités stériles relativement aux facultés d'un pays, qui ne conduisent pas nécessairement à des résultats pratiques par rapport à l'accroissement de la richesse. Si nous ne pouvions point exporter nos marchandises de coton, il est bien certain que, tout en conservant le pouvoir, nous n'aurions pas la volonté de les consommer toutes en nature chez nous; et la conservation de notre richesse nationale et de notre revenu dépendrait entièrement de la possibilité d'employer le capital qui serait dégagé du commerce des cotons, de manière à lui faire produire des objets auxquels on mettrait autant de prix, et qu'on consommerait avec autant d'empressement que les articles importés auparavant du dehors. Il n'y a point de prestige dans les marchés étrangers. C'est dans chaque pays que la demande et la consommation définitives doivent toujours se réaliser; et si l'on pouvait produire chez soi des objets qui exciteraient le peuple à travailler autant d'heures par jour, qui procureraient les

mêmes jouissances, et qui feraient naître une consommation de la même *valeur*, les marchés étrangers seraient inutiles. Nous savons cependant par expérience, que bien peu de pays sont capables de produire des choses qui puissent, sous tous les rapports, tenir lieu de celles que le commerce peut apporter de terroirs et de climats différens. Sans un tel commerce, et avec un grand accroissement des moyens de production, il est fort à craindre de voir diminuer l'industrie, la consommation et la valeur échangeable; et ce danger se réaliserait indubitablement si le bas prix des produits indigènes occasioné par l'usage des machines, donnait naissance à plus d'épargne plutôt qu'à une plus forte dépense.

Mais il est reconnu que la facilité de production a la plus grande tendance à s'ouvrir des débouchés, soit dans le pays même, soit dans l'étranger. C'est pourquoi, dans l'état actuel de presque tous les pays, il y a peu de mauvais effets durables résultant de l'introduction des machines. Il est toujours à présumer que leur emploi doit tendre à accroître considérablement la richesse et

la valeur. Il faut pourtant convenir que les grands avantages qui résultent de substituer des machines au travail manuel, dépendent de l'extension du marché pour les objets produits, et du surcroît d'encouragement donné à la consommation; car, sans cette extension du marché et ce surcroît de consommation, ces avantages doivent en grande partie disparaître. Ainsi que la fertilité de la terre, l'invention de bonnes machines donne naissance à un pouvoir prodigieux de production. Mais ni l'un ni l'autre de ces deux pouvoirs ne peut être mis pleinement en activité, si la situation et les circonstances, ou si les habitudes et les goûts de la société s'opposent aux débouchés suffisans pour les produits, et à un accroissement convenable de la consommation.

Les trois causes qui favorisent le plus la production sont, l'accumulation du capital, la fertilité du sol et les inventions qui épargnent la main d'œuvre. Elles agissent dans le même sens; et comme elles tendent toutes à faciliter l'approvisionnement, sans aucun rapport avec la demande, il n'est pas vraisemblable qu'aucune d'elles

isolément, ou toutes réunies, puissent offrir un encouragement suffisant à l'accroissement soutenu de la richesse, qui ne peut se maintenir que par un pareil accroissement de la demande pour les produits.

SECTION VI.

De la nécessité du concours des facultés productives avec les moyens de distribution, pour assurer l'accroissement constant de la richesse.

Nous avons fait voir que les facultés productives, dans quelque degré qu'elles puissent exister, ne sont pas, par elles-mêmes, suffisantes pour assurer la création d'un degré proportionné de richesse. Quelque chose de plus paraît nécessaire pour donner une pleine activité à ces facultés; il faut pour cela que les produits soient distribués et adaptés aux besoins de ceux qui doivent les consommer, de manière à produire un accroissement constant de la valeur échangeable de la masse totale.

Dans les cas particuliers, la faculté de produire certains objets est plus ou moins active selon l'étendue de la demande effective pour ces produits; et, ce qui engage le plus à les produire, c'est leur haut prix cou-

rant, ou l'accroissement de leur valeur échangeable, avant qu'un surcroît de capital et de travail ait été employé à leur production.

De même, ce qui favorise le plus la production constante de la totalité des denrées, c'est une augmentation de la valeur échangeable de leur masse totale, avant que leur production ait rendu nécessaire l'emploi de plus de capital et de travail. Et cet accroissement de valeur est causé par la distribution des produits existans qui est la mieux calculée pour satisfaire les besoins existans de la société et pour en faire naître de nouveaux.

Nous avons dit, dans une des sections précédentes, que si toutes les grandes routes et les canaux d'un pays étaient rompus, et qu'il y eût de grandes entraves à la distribution des produits, la valeur totale de ces produits baisserait considérablement; il est clair en effet que, si leur distribution ne se trouvait pas en rapport avec les besoins, les goûts et les moyens de la population existante dans différentes localités, la valeur des produits pourrait baisser au point

de devenir comparativement insignifiante. D'après ce même principe, si les moyens de distribuer les produits d'un pays devenaient encore plus faciles, et si ces produits étaient encore mieux adaptés qu'à présent aux besoins, aux goûts et aux facultés des consommateurs, il est indubitable qu'il en résulterait un grand surcroît de la valeur de la totalité des produits.

Mais, pour rendre plus évident combien la distribution tend à augmenter la masse de la valeur échangeable, nous n'avons qu'à consulter l'expérience. Avant l'établissement de bonnes routes et de canaux en Angleterre, le prix des produits dans beaucoup de cantons ruraux était extrêmement modique, comparativement au prix de semblables produits dans les marchés de Londres. Les moyens de distribution étant devenus plus aisés, le prix des produits de la campagne, et celui de quelques sortes de produits de Londres, qui étaient envoyés dans l'intérieur pour être échangés contre les produits de l'agriculture, haussèrent, et cette hausse fut plus forte que la baisse des produits de la campagne dans les

marchés de Londres, ou celle des produits de Londres dans les marchés de l'intérieur; c'est pourquoi la valeur de tout le produit, c'est-à-dire, les objets d'approvisionnement fournis par Londres et par les campagnes pris ensemble, augmenta considérablement; et, tandis que l'extension de la demande encourageait ainsi l'emploi d'une plus grande somme de capital, la hausse temporaire des profits occasionée par cette extension, devait contribuer puissamment à fournir le surcroît de capital requis.

On demandera peut-être comment une augmentation de la valeur échangeable de la totalité du produit d'un pays pourra s'estimer? Nous avons déjà fait voir que la valeur d'échange, par sa nature même, n'est point susceptible d'une mesure fixe et rigoureuse; et par conséquent on ne peut, dans le cas présent, en proposer aucune qui soit parfaitement satisfaisante. Cependant le numéraire, qui est notre mesure la plus usuelle de la valeur, pourrait en général convenir, pendant de courtes époques; et quoique, considérée par abstraction, la richesse soit presque indépendante de l'argent,

néanmoins, dans l'état actuel des relations mutuelles entre les différens pays du monde, il est rare qu'il se manifeste une grande augmentation ou diminution de la valeur métallique de tous les produits d'un pays, sans qu'il y ait en même temps un accroissement ou une diminution de demande pour ces produits, comparée à la quantité qui en est offerte.

Cependant il arrive quelquefois que la valeur du lingot éprouve des variations non-seulement dans tous les pays en général, mais dans quelques-uns en particulier, et je ne prétends pas nier qu'un pays ne puisse trouver le moyen d'accroître sa richesse après une baisse dans le prix métallique de tous ses produits. J'ai déjà proposé le terme moyen entre le blé et le travail (1) comme étant la meilleure mesure approximative de la valeur échangeable, lorsqu'on l'applique à des pays et à des temps différens; et je me servirai toujours volontiers d'une telle mesure lorsqu'il s'agira d'estimer un produit quelconque, excepté le

(1) Chap. II, sect. VII.

blé et le travail. Mais comme en parlant de la richesse nationale il faut nécessairement comprendre la valeur courante des subsistances, et comme les denrées alimentaires ne peuvent pas être leur propre mesure, je me servirai de préférence du travail domestique et étranger que le prix métallique des produits peut mettre en œuvre, ou des sacrifices que chacun est disposé à faire, soit par ses propres efforts, soit par ceux d'autres personnes, pour acquérir ces produits, comme étant la meilleure mesure de la valeur qu'on puisse appliquer à la pratique; et, quoiqu'elle ne soit certainement pas exacte, elle l'est toutefois assez pour l'objet qui nous occupe en ce moment.

La richesse générale, ainsi que des portions particulières de cette richesse, sont toujours la suite de la demande effective. Toutes les fois que la demande des produits est grande, c'est-à-dire, toutes les fois que la valeur échangeable de toute la masse dispose de plus de bras qu'à l'ordinaire et pour le même prix, il y a la même raison de s'attendre à voir un accroissement gé-

néral des produits, qu'il y en a pour compter sur l'accroissement de chaque produit en particulier lorsque son prix courant hausse. Et, d'un autre côté, toutes les fois que les produits d'un pays estimés d'après le travail qu'ils peuvent payer, baissent de valeur, il est évident que les moyens et la volonté d'acheter la même somme de travail diminueront en même temps, et que la demande effective d'un surcroît de produit doit s'arrêter pour quelque temps.

M. Ricardo, dans son chapitre sur la valeur et les richesses, a dit que, « une certaine quantité de vêtemens et de vivres suffira aux besoins et à l'entretien d'un même nombre d'hommes, et fera faire la même quantité d'ouvrage, que ces objets soient le fruit du travail de cent hommes ou de deux cents; mais ils auront double valeur si deux cents hommes ont été employés à les produire (1). » Mais, en adoptant sa propre estimation de la valeur, cette proposition ne se trouvera que bien rarement exacte. Les

(1) Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap. 20, p. 85 et 86, traduction française.

vêtemens et les vivres qui n'auraient coûté que cent journées de travail ne pourraient jamais, excepté dans l'état de choses le plus forcé, faire faire la même quantité d'ouvrage que s'ils avaient employé deux cents journées. Faire une telle supposition, c'est supposer que le prix du travail estimé en choses de première nécessité, est le même dans tous les temps et dans tous les pays, et qu'il ne dépend point de l'abondance ou de la rareté des produits comparés au travail; et cette supposition est contraire à l'expérience universelle. Neuf *quarters* de blé peuvent peut-être payer une année de travail d'un journalier en Angleterre, mais seize *quarters* suffiront à peine pour en payer autant aux États-Unis d'Amérique. Et dans le cas d'un accroissement subit de travail productif par l'effet de la conversion rapide du revenu en capital, ou d'une augmentation soudaine de la faculté productive de la même quantité de travail, il est hors de doute qu'une portion donnée d'objets de première nécessité ne pourra plus mettre en activité la même quantité de travail; et si la valeur échangeable des produits baisse

dans une plus forte proportion que la quantité ne monte (ce qui est très-possible), dans ce cas la même quantité de travail ne serait pas mise en œuvre par la quantité augmentée des choses de première nécessité, et le progrès de la richesse recevrait un échec décidé.

Un tel échec serait encore avec plus de certitude l'effet d'une diminution de la demande pour les produits, par suite du déclin du commerce étranger, ou par une autre cause quelconque. Dans ce cas, la quantité et la valeur des produits diminueraient bientôt toutes les deux, et quoique la main d'œuvre fût à bas prix par le manque de demande, les capitalistes perdraient bientôt et la volonté et le pouvoir d'employer la même quantité de bras que par le passé.

Dans tous les cas, une augmentation soutenue de la valeur des produits estimée en travail, semble être d'une nécessité absolue pour qu'il y ait un accroissement de richesse constant et non interrompu; car il est clair que sans une telle augmentation de valeur il est impossible de mettre plus de travail

en œuvre. Et pour maintenir cette valeur, il faut qu'une distribution effective du produit ait lieu, et qu'il y ait une proportion convenable entre les objets de consommation, et le nombre, les besoins et les moyens des consommateurs, ou, en d'autres mots, entre la quantité des objets produits et la demande qu'il y a pour eux.

Nous avons déjà fait voir que cette valeur ne peut pas se maintenir dans le cas d'une accumulation rapide de capital occasionée par une diminution positive et soutenue de la dépense et de la consommation des classes supérieures de la société (1). Et pourtant on conviendra sans la moindre difficulté que l'épargne sur le revenu pour ajouter au capital est une condition absolument nécessaire pour le progrès de la richesse. Comment donc cette épargne peut-elle s'effectuer sans causer la diminution de capital qu'on redoute ?

Elle peut avoir lieu, et dans le fait c'est ce qui arrive presque toujours, par l'effet d'une augmentation antérieure de la valeur,

---

(1) Sect. III de ce Chapitre.

ou du revenu, et dans ce cas l'économie peut s'effectuer non-seulement sans qu'il y ait aucune diminution de demande et de consommation, mais tandis que la demande, la consommation et la valeur reçoivent un accroissement réel pendant tout le cours de cette opération. Et c'est en effet cette augmentation antérieure de la valeur et du revenu qui donne à la fois le plus grand encouragement à l'accumulation, et qui la rend capable de favoriser la production constante de la richesse.

M. Sismondi, dans son dernier ouvrage, en parlant des limites de l'accumulation, s'exprime ainsi : « On ne fait jamais après tout qu'échanger la totalité de la production de l'année contre la totalité de la production de l'année précédente. (1) » Si cela

(1) Nouveaux Principes d'Économie politique, tome I, p. 120. Je suis parfaitement de l'avis de M. Sismondi, quant à plusieurs de ses principes qui ont rapport à la consommation et à la demande ; mais je ne crois pas que ses idées sur la formation du revenu national, duquel dépend toute augmentation de consommation et de demande, soient justes, et je ne saurais en aucune manière partager ses craintes au sujet des machines, et encore moins admettre l'opinion qu'il manifeste

était exact, il serait difficile d'expliquer comment la valeur du produit national

---

sur la nécessité de l'intervention fréquente du gouvernement, dans le but de protéger les individus, et des classes entières de la société contre les suites de la concurrence. Pour ce qui regarde la population, il s'est mépris sur les opinions exposées dans mon ouvrage, plus que je n'aurais pu le croire de la part d'un écrivain aussi habile et distingué. Il prétend que mon raisonnement est tout-à-fait sophistique, parce que j'ai mis en opposition l'accroissement *virtuel* de la population avec l'accroissement *positif* des subsistances. Mais j'ai très-certainement comparé l'accroissement *virtuel* de la population avec l'accroissement *virtuel* des subsistances, et l'accroissement *positif* de la population avec l'accroissement *positif* des subsistances ; et la plus grande partie de mon ouvrage est consacrée à cette seconde comparaison (*). Le fait est que M. Sismondi manifeste des craintes bien plus fortes que moi sur les dangers d'une surabondance de population, et il propose toute sorte de moyens bizarres pour la réprimer. Quant à moi, je n'ai jamais recommandé et jamais je ne proposerai d'autres moyens que de faire connaître aux classes ouvrières la manière dont leurs intérêts peuvent être compromis par un trop grand accroissement du nombre des travailleurs, et d'abroger les lois qui tendent d'une manière positive à décourager les habitudes de prudence et de prévoyance, ou d'affaiblir les effets de ces lois.

(*) Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les singulières opinions de M. Malthus sur la population, mais je ne puis m'empêcher de dire que le reproche qu'il fait à M. Sismondi, ne me paraît nullement fondé. Je crois que cet estimable écrivain a parfaitement compris et complétement réfuté le système de M. Malthus, et qu'il a prouvé

pourrait jamais s'accroître. Mais, le fait est qu'un grand surcroît de produits peut s'ou-

---

que l'accroissement de la population ne se règle pas d'après la quantité des subsistances. J'ajouterai quelques observations à ce sujet.

Voici les propositions fondamentales de M. Malthus.

1°. L'espèce humaine peut s'accroître dans une proportion géométrique, tandis que les subsistances n'augmentent qu'en suivant une proportion arithmétique.

2°. La population tend toujours non-seulement à atteindre, mais à dépasser la limite des subsistances.

Il me semble, que d'après la première de ces propositions, M. Sismondi a eu bien raison de dire que M. Malthus avait mis en opposition l'accroissement possible de la population dans les circonstances les plus favorables (comme par exemple aux États-Unis d'Amérique), avec l'accroissement positif des animaux et des végétaux, dans un lieu confiné, et avec des circonstances toujours plus défavorables. Est-il en effet possible d'avancer que les animaux et les plantes se reproduisent avec moins de facilité que l'espèce humaine, lorsque le terrain ne leur manque pas? Pour se convaincre du contraire, il suffit de songer à la reproduction des chevaux, des bœufs et des cochons dans toute l'Amérique, et à la merveilleuse facilité avec laquelle le bananier, le maïs, le riz et la pomme-de-terre se multiplient. Tout ce que M. Malthus a donc prouvé, c'est que dans les pays dont le territoire est borné, et qui sont très-avancés en culture, il est impossible de faire produire à la terre des quantités de subsistances croissant sans cesse d'après une proportion géométrique, ce que personne n'a jamais contesté. Il est également hors de doute que dans de tels pays, la population augmente beaucoup plus lentement que l'accroissement réel des subsistances, et de tous les autres produits avec lesquels on peut acheter des vivres à l'étranger. L'Angleterre n'a doublé sa population que dans cent cinquante ans, et certes, depuis cette époque, la somme totale de ses produits de tout genre s'est accrue dans une proportion bien plus forte.

La première proposition est donc fausse, soit qu'on la prenne abstraitement, soit qu'on veuille l'appliquer à la pratique. La se-

vrir sur-le-champ un débouché suffisant, et éprouver par conséquent une grande

---

conde n'est pas plus vraie, car elle ne se fonde ni sur le raisonnement ni sur l'expérience. Dans les pays où la population a augmenté avec le plus de rapidité dans les circonstances les plus favorables, elle est toujours restée fort en deçà de la production, même pendant l'époque où l'accroissement a été le plus rapide, et cela par une raison toute naturelle; c'est que le premier but de l'homme n'est pas d'augmenter son espèce, mais de pourvoir au bien-être de la famille dont il peut se trouver chargé dans l'âge mûr.

Il serait plus exact de dire que la production des subsistances se règle sur la population, que d'avancer la proposition contraire, car toute production est calculée d'après la consommation habituelle des années précédentes, et la consommation présumée de l'année suivante. La difficulté qu'éprouvent souvent les pauvres de se procurer des subsistances, ne prouve pas que le pays en manque réellement, car on parvient presque toujours à nourrir toute la population au moyen des sacrifices faits par les riches et par le gouvernement; ce qui démontre sans réplique, que dans ce cas, c'est la distribution des denrées qui est vicieuse, leur quantité étant suffisante pour nourrir tous les habitans.

La surabondance absolue de la population n'a jamais existé dans un état d'une certaine étendue. Elle suppose que dans un pays où rien n'entrave ni le développement de l'industrie ni la meilleure distribution de la richesse, le travail de chaque individu ne lui donne pas les moyens de se nourrir, soit des subsistances indigènes, soit de celles qu'il peut tirer des pays voisins.

La surabondance relative n'est malheureusement que trop commune; elle n'a aucun rapport avec les subsistances, car dans les pays les plus fertiles et les plus riches, ou la terre produit ou peut facilement produire beaucoup plus de subsistances qu'il n'en faut pour la consommation, une grande partie de la nation vit dans la plus affreuse misère. Cela arrive en Angleterre, en Espagne et dans ses possessions d'Amérique, en Pologne, etc., par des causes différentes, dont la principale tient à la trop inégale répartition de la propriété et de la richesse.

augmentation de valeur échangeable, si ces produits sont si bien distribués et adaptés

---

L'exemple de l'Irlande a, je crois, séduit et égaré M. Malthus. Il a attribué l'accroissement très-rapide de la population de cette île, uniquement à l'introduction de la pomme-de-terre, qui fournit presque sans travail une nourriture abondante à un peuple paresseux, insouciant et imprévoyant. Si cela était vrai, pourquoi, lui demanderais-je, le bananier et le maïs qui sont incomparablement plus productifs, et qui n'exigent pas plus de soins que la pomme-de-terre, n'ont-ils pas rendu la Nouvelle-Espagne aussi peuplée qu'elle devrait l'être? Pourquoi les rives de la Plata, si riches en blé et en bestiaux, sont-elles si mal peuplées? Une circonstance très-importante et cependant très-familière, à laquelle M. Malthus n'a pas fait la moindre attention, c'est la grande différence de consommation dans les années d'abondance et de disette. Dans l'abondance, les familles consomment davantage, on élève plus d'animaux, et on gaspille considérablement; dans les temps de cherté ou de disette, c'est tout le contraire. D'ailleurs, il est reconnu qu'il ne suffit pas d'une suite d'excellentes récoltes pour que le bien-être général d'une nation augmente; et il n'est pas rare de voir les classes ouvrières très-malheureuses pendant le bas prix, et l'abondance de la nourriture. C'est en effet ce bien-être soutenu, et tout ce qui contribue à augmenter l'aisance de la masse d'une nation, qui, non-seulement favorise les mariages, mais qui empêche la mort prématurée d'un très-grand nombre d'individus de tout âge, et qui, par conséquent, tend le plus à augmenter la population. Partout où ce bien-être manque, la population ne s'accroît que difficilement, quelle que soit d'ailleurs la fertilité de la terre; partout où l'aisance est générale parmi le peuple, la population s'accroît, même dans des climats ingrats et avec un sol peu fertile. Quant au paysan irlandais, je suis persuadé qu'il se regarde comme très-heureux, puisque fort peu de travail lui suffit pour se nourrir lui et sa famille, et qu'il borne là tous ses vœux. Sa condition est certes préférable à celle de la plupart des journaliers anglais, et quoique l'Irlandais nous paraisse misérable, parce qu'il est couvert de mauvais vêtemens et mal logé, le fait est qu'il jouit d'une aisance relative à ses besoins et à ses

aux goûts et aux besoins de la société, qu'ils fassent naître le désir de faire un sacrifice proportionné pour les acquérir et pour les consommer. Le premier indice d'un accroissement des produits, c'est l'augmentation des revenus, et tant que les produits augmentent en valeur et en quantité, par suite d'une distribution bien entendue, et d'une consommation proportionnée à l'approvisionnement, il est évident qu'une épargne annuelle est compatible avec un accroissement annuel du revenu, et avec une augmentation annuelle de la dépense et de la demande.

---

goûts, tandis que l'ouvrier anglais est positivement misérable et se croit tel.

Au surplus, dans cette question comme dans bien d'autres, M. Malthus a, dans tout le cours de cet ouvrage, fourni lui-même les argumens les plus puissans pour combattre ses propres opinions.

En un mot, les causes qui influent sur la population sont si nombreuses et compliquées, elles tiennent tellement aux qualités physiques et morales de l'homme, à la nature du sol, du climat, à la salubrité du pays, aux mœurs, aux croyances religieuses, à la législation, etc., que pour bien connaître tout ce qui a rapport à la population, il faut l'étudier dans chaque pays. Mais on peut assurer dès à présent, que ce n'est pas d'après la masse des subsistances dans chaque pays que sa population se règle, quoique ce soit une vérité triviale que les habitans ne peuvent pas exister si le pays ne fournit pas de quoi les nourrir, ou de quoi se procurer chez l'étranger les subsistances dont ils pourraient avoir besoin.

NOTE DU TRADUCTEUR.

La fortune d'un pays, quoique nécessairement plus lente à faire que celle des commerçans, s'acquiert certainement, en général, par les mêmes moyens, c'est-à-dire, par *des épargnes*, mais par des épargnes faites sur de plus forts profits, et qui ne supposent nullement une diminution de la dépense employée pour se procurer des objets de luxe et d'agrément.

Beaucoup de négocians ont fait de grandes fortunes, quoique pendant qu'ils étaient occupés à les acquérir, il n'y ait peut-être pas eu d'année où ils n'aient plutôt augmenté que diminué leur dépense en objets de luxe, d'agrément et de bienfaisance. Le montant du capital de l'Angleterre est immense, et il a certainement reçu de grandes additions depuis vingt-cinq ans, mais en portant nos regards en arrière, nous ne voyons guère de traces d'une diminution de la dépense consacrée à l'entretien des ouvriers improductifs. S'il se trouvait cependant quelques traces d'une telle diminution, cela serait exactement conforme à la théorie que nous venons d'établir, car cette diminution n'aura eu lieu qu'à une

époque à laquelle, par l'effet de circonstances particulières, la valeur du produit national ne s'est pas soutenue, et qu'il en est résulté par conséquent une grande diminution des moyens de dépenser, et un échec à la production de la richesse.

On dira peut-être que trop insister sur la distribution, et mesurer la demande d'après la valeur échangeable de la totalité des produits, c'est mettre le revenu brut d'un pays au-dessus de son revenu net, et favoriser le système d'agriculture et de manufactures qui emploie à la production de chaque objet le plus grand nombre de bras. Mais j'ai déjà fait voir que l'économie de la main d'œuvre et l'augmentation des connaissances pratiques, soit dans l'agriculture, soit dans l'industrie manufacturière, en donnant au pays les moyens de pousser la culture jusque sur des terrains moins fertiles, sans qu'il y ait diminution des profits, et d'étendre prodigieusement les débouchés pour les produits manufacturés, doivent tendre à accroître la valeur échangeable de la totalité des produits, et il est incontestable que telles ont été les sources prin-

cipales de l'étonnant et rapide accroissement de la valeur de la richesse nationale, qui s'est opéré depuis trente ou quarante ans, en Angleterre.

S'attacher donc principalement au revenu brut d'un pays plutôt qu'à son revenu net, ce n'est en aucune manière déprécier les avantages prodigieux qu'on retire des connaissances pratiques et des machines; ce n'est que reconnaître dans la valeur de la totalité des produits l'importance qui lui appartient à juste titre. Aucune manière de considérer la richesse nationale ne peut jamais être tant soit peu satisfaisante, si elle ne se rapporte qu'au revenu net. C'est en rapportant tout exclusivement au revenu net de la terre, que les économistes ont détruit l'utilité pratique de leurs ouvrages; et les écrivains qui font consister la richesse en rentes territoriales et en profits, à l'exclusion des salaires, tombent dans une erreur exactement du même genre, quoique d'une moindre importance. Ceux qui vivent des salaires d'un travail, tant productif qu'improductif, reçoivent et dépensent la partie incomparablement la plus grande du

produit annuel; ils payent une somme très-forte d'impôts pour le maintien du gouvernement, et ils forment la portion infiniment la plus considérable de la force physique de l'état. Avec des habitudes de prévoyance, cette classe nombreuse pourrait être presque aussi heureuse que les deux autres, et peut-être dans celle-ci trouverait-on un nombre plus grand d'individus dont le bonheur surpasserait celui des autres classes, quoique leur proportion avec la totalité ne puisse pas être si considérable. C'est pourquoi à tous égards, si l'on considère la part du produit annuel qui revient à la classe de ceux qui vivent de salaires, et les moyens de santé et de bonheur que cette classe pourrait en tirer, on doit la regarder comme formant la partie la plus importante de la société; et toute définition de la richesse qui supposerait une diminution du nombre des individus de cette classe telle, que la totalité de la population n'eût plus besoin pour sa consommation que d'un moindre produit annuel, cette définition, dis-je, serait erronée.

Dans le premier chapitre de cet ou-

vrage, ayant dit que la richesse consistait dans « les objets matériels qui sont nécessaires, utiles et agréables à l'espèce humaine, » j'ai ajouté, comme une conséquence, qu'un pays était riche ou pauvre selon que ces objets étaient abondans ou rares, relativement à l'étendue de son territoire. Je suis forcé de convenir que cette définition ne renferme pas la question de ce qu'on peut appeler la somme du produit disponible, ou le fond imposable; je dois cependant regarder cette définition de la richesse nationale comme étant bien plus correcte qu'aucune autre dans laquelle on n'aurait égard qu'à ce fond disponible. Que dirions-nous de la richesse de ce pays, dans le cas où il serait possible de concevoir que les fermages et les profits restassent les mêmes, tandis que sa population et ses produits se trouveraient réduits de deux tiers? Le pays serait certainement beaucoup plus pauvre, d'après la définition que nous avons donnée; et je crois que peu de gens seraient disposés à contester la justesse de cette conclusion.

Il serait certainement à désirer que, dans

une définition de la richesse, on eût égard au produit disponible, aussi-bien qu'à la quantité et à la valeur positive; mais une telle définition paraît, par sa nature même, être impossible, parce que dans chaque cas particulier, c'est une affaire d'opinion de savoir quel est l'accroissement du produit disponible qui doit être regardé comme équivalent à une diminution donnée du produit brut.

Il faut donc se contenter de considérer en général le montant et la valeur du produit national; et on peut ensuite ajouter comme une considération distincte, et cependant très-importante, qu'il est des pays qui, possédant la même quantité et la même valeur de produits, en ont une plus ou moins grande proportion de disponible. Sous ce rapport, un pays dont le territoire est fertile, possède sans contredit d'immenses avantages sur ceux dont la richesse dépend presque entièrement des manufactures. Avec une population égale, avec le même taux des profits, et la même quantité et valeur de produits, la nation riche en territoire aura, sans com-

paraison, la plus grande portion de richesse disponible.

Heureusement il est bien rare que nous ayons besoin de calculer le degré d'avantage et de désavantage qui peut résulter de l'accroissement du revenu net, aux dépens du revenu brut. L'intérêt de chaque capitaliste, quelque soit l'objet de son industrie, le porte constamment à épargner le travail; et la théorie, d'accord avec l'expérience, nous montre qu'en parvenant à ce but, on augmente les facultés productives, ce qui donne les moyens d'accroître, dans le plus haut degré possible, la quantité et la valeur du produit brut (1), pourvu

(1) D'après ce que je viens de dire, le lecteur s'apercevra que je ne suis nullement de l'avis de M. Ricardo, dans son chapitre *Du Revenu brut et du revenu net*. Je n'hésiterais pas un moment à dire qu'un pays qui possède un revenu net provenant de rentes de terres et de profits, et qui fournit des subsistances et des vêtemens pour cinq millions d'hommes, est incontestablement plus riche et plus puissant que si ce revenu net était obtenu par le travail de sept millions d'hommes au lieu de cinq, en les supposant également bien nourris. Le produit total serait plus grand dans le second cas; et sur les deux millions additionnels de travailleurs, quelques-uns pourraient sans doute disposer d'une partie de leurs salaires. Mais je

toujours que la distribution et la consommation de l'approvisionnement augmenté des produits, suffisent pour accroître sans cesse leur valeur échangeable.

L'accroissement des produits et celui de la valeur vont en général de pair l'un avec l'autre ; et cet état de choses est le plus favorable aux progrès de la richesse. L'accroissement de la quantité des produits dépend principalement des facultés productives, et l'augmentation de la valeur des produits dépend de leur distribution. La production et la distribution sont les deux grands élémens de la richesse, lesquels, combinés dans leurs justes proportions, sont capables de porter les richesses et la

---

demanderais encore, que deviendra le capital et la nation dans le cas d'un tel changement ? Il est évident qu'une portion considérable doit devenir surabondante et inutile. Je suis cependant entièrement de l'avis de M. Ricardo, en approuvant toute économie de travail, et l'invention des machines ; mais c'est parce que je crois qu'elles tendent à augmenter le produit brut, et à donner plus d'emploi à une population croissante et à un capital plus considérable. Car si l'économie du travail était accompagnée des effets indiqués par M. Ricardo, dans l'exemple dont il se sert, dans ce cas je me joindrais à M. Sismondi et à M. Owen, pour la regarder comme une grande calamité.

population du globe dans un espace de temps peu considérable, aux dernières limites possibles de ses ressources; tandis que chacun de ces élémens isolé ou combiné avec l'autre en proportions indues ne produit, après des milliers d'années, que le peu de richesses et de population qui se trouvent répandues actuellement sur toute la surface du globe.

SECTION VII.

De la distribution qui résulte de la division de la propriété foncière, considérée comme moyen d'augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits.

Les causes qui favorisent le plus l'accroissement de valeur qui dépend de la distribution sont, 1°. la division de la propriété foncière; 2°. le commerce intérieur et extérieur; 3°. l'entretien de consommateusr improductifs.

Dans le premier établissement de nouvelles colonies c'est un point de la plus haute importance qu'il y ait une division et une subdivision faciles de la terre. Sans la facilité d'obtenir des petites portions de terre, lorsqu'on a accumulé un petit capital, et d'établir de nouveaux propriétaires sur les

fonds de terre à mesure que de nouvelles familles sortent du tronc commun, il est impossible que le principe de la population puisse se développer. Cette facilité d'établir les enfans sur les fonds de terre est encore d'une nécessité plus absolue dans l'intérieur d'un territoire dont la situation n'est pas favorable au commerce extérieur et intérieur. De semblables pays peuvent rester pendant des siècles très-mal peuplés, malgré le principe de la population, si, par l'effet des lois et des coutumes relatives à la propriété foncière, il y a beaucoup d'entraves à la distribution; tandis que la facilité de diviser et de subdiviser la terre à mesure qu'il s'élève de nouvelles familles qu'il faut entretenir, peut, avec un commerce comparativement insignifiant, faire naître une demande effective de population, et créer des produits d'une valeur d'échange assez considérable. Un tel pays aurait probablement un petit produit net comparativement à son produit brut; il ne posséderait non plus que peu de produits manufacturés et commerciaux; et cependant son produit réel et sa popula-

tion pourraient être considérables, et ce serait surtout à la distribution des produits qui résulte de la facile division des fonds de terres, que ces effets seraient dus.

L'accroissement rapide des États-Unis d'Amérique, pris dans son ensemble, a sans contredit été singulièrement aidé par le commerce étranger, et surtout par la facilité de vendre les produits naturels du sol obtenus avec peu de travail, contre des produits de l'Europe, qui en ont coûté beaucoup. Mais la culture d'une grande partie du territoire intérieur a dépendu en grande partie de la cause que nous venons d'énoncer; et la facilité avec laquelle de simples artisans même, avec de l'industrie et de l'économie pendant quelques années, ont pu devenir cultivateurs et propriétaires de petits fonds de terre, a donné un puissant essor au prix élevé des salaires en argent, lequel n'aurait pas pu exister sans le commerce étranger; et ces deux causes réunies ont produit l'augmentation extraordinaire et annuelle qui a si fort marqué le progrès des établissemens dans l'Amérique septentrionale, lorsqu'on les compare à

tous les autres dont nous avons connaissance.

Pendant les temps de la féodalité la division la plus inégale et la plus vicieuse de la propriété foncière était établie sur presque toute l'Europe. Dans quelques états, les lois qui protégeaient et qui perpétuaient cette division ont perdu beaucoup de leur force, et, par l'influence du commerce et des manufactures, leur effet est devenu comparativement nul. Mais, dans d'autres pays, ces lois conservent encore une grande force, et, mettent de très-grandes entraves à l'accroissement de la richesse et de la population. Un très-grand propriétaire, entouré de paysans très-pauvres, offre l'exemple de la distribution de la propriété qui est la plus défavorable à la demande effective.

Adam Smith a fort bien fait voir combien la culture avait dû être négligée, et jusqu'à quel point elle l'a été en effet par les grands propriétaires du moyen âge. C'était non-seulement de mauvais cultivateurs qui ne bonifiaient pas leurs terres, et à qui il a manqué peut-être pendant assez long-temps le goût des produits manufacturiers; mais en leur supposant même ces goûts au point où on les

a portés de nos jours, le nombre peu considérable des grands propriétaires aurait empêché leur demande de donner naissance à une masse un peu considérable de cette richesse. On cite le grand faste des princes et des nobles dans toutes les époques de l'histoire; mais le plus difficile n'était pas d'inspirer aux riches le goût du luxe; la grande difficulté consistait à morceler leurs immenses propriétés, et à créer un grand nombre de consommateurs qui eussent le pouvoir et la volonté d'acheter les résultats du travail productif. Il est évident que cela ne pouvait s'effectuer que très-graduellement. Il est très-probable que le goût croissant pour le luxe a contribué puissamment à accomplir ces objets; mais de tels goûts seuls, s'ils n'avaient pas été accompagnés d'une meilleure division de la propriété, auraient été tout-à-fait insuffisans. Le possesseur de nombreux domaines, une fois qu'il aurait fait meubler magnifiquement son manoir ou son château, et qu'il se serait donné de riches habits et de beaux carrosses, ne les aurait pas changé tous les deux mois, quoiqu'il eût les moyens de le faire. Au lieu de prendre

plaisir à ces changemens inutiles et incommodes, il est à croire qu'il aurait préféré d'avoir un grand nombre de domestiques et de gens oisifs à sa suite, de n'exiger que de modiques fermages pour conserver toujours une grande influence sur ses fermiers, et peut-être de sacrifier le produit d'une portion considérable de ses terres pour augmenter son gibier, et pour jouir plus pleinement et avec moins d'interruption du plaisir de la chasse. Trente ou quarante propriétaires ayant des revenus de 1000 à 5000 l. st., feraient naître une demande effective bien plus forte pour du pain de froment, de la bonne viande et des produits manufacturés, qu'un seul propriétaire ayant 100,000 l. st. de rente.

A la vérité, il est physiquement possible qu'une nation qui n'a qu'un corps comparativement peu nombreux de très-riches propriétaires, et une masse très-considérable de pauvres ouvriers, donne le plus grand développement aux produits du sol et des manufactures dont les ressources du pays et le talent de ses habitans puissent être susceptibles. Il se peut que, sous

l'influence d'une telle division de la propriété, les facultés de production acquièrent le plus haut degré d'énergie; mais pour qu'elles soient mises en activité, il faut supposer parmi les riches une passion pour la consommation des objets manufacturés et pour les produits du travail productif, beaucoup plus forte qu'elle ne s'est jamais montrée dans la société. C'est pourquoi on n'a jamais connu de pays qui ait donné un grand développement à ses ressources naturelles, dans lequel le sol ait appartenu à un petit nombre comparatif de grands propriétaires, quelque riches et raffinés qu'ils aient pu être. On a toujours vu, dans le fait, que la richesse excessive du petit nombre n'équivaut nullement, quant à la demande réelle, à la richesse plus modique du grand nombre (1). Un corps considérable de manufacturiers et de marchands ne peut trouver de débit pour ses produits que dans la nombreuse classe de consommateurs au-

(1) Vérité très-importante, mais dont l'auteur ne fait pas dans la suite une application assez directe à son propre pays. NOTE DU TRADUCTEUR.

dessus de celle des simples artisans et ouvriers. Et nous savons par expérience que la richesse manufacturière est à la fois l'effet d'une meilleure distribution de la propriété, et la cause des nouvelles améliorations dans cette distribution, par l'accroissement du nombre des individus formant les classes moyennes de la société, qui est le résultat infaillible de l'accroissement du capital manufacturier et mercantile.

Mais, quoiqu'il soit vrai que la division de la propriété foncière et la diffusion du capital manufacturier et mercantile dans de certaines limites soient de la plus haute importance pour l'accroissement de la richesse, il n'est cependant pas moins vrai que, au delà de certaines limites, ces deux causes doivent s'opposer au progrès de la richesse autant qu'elles ont dû l'accélérer auparavant. C'est dans une certaine élévation que le projectile est lancé le plus loin; et si elle est plus grande ou plus petite, il ne franchira qu'un espace moins étendu. Dans un pays qui aurait un nombre comparativement petit de riches propriétaires, qui préféreraient le faste des domes-

tiques et l'influence territoriale, les moyens d'obtenir les résultats du travail productif seraient fort au-dessus de la volonté de consommer les produits, et le progrès de la richesse se trouverait arrêté par le défaut de demande effective (1). D'un autre côté, le nombre excessif de petits propriétaires de terres et de capital rendrait impossibles toutes les grandes améliorations dans la culture, toutes les grandes entreprises dans le commerce et les manufactures, et toutes les merveilles décrites par Adam Smith comme en étant le résultat; et le progrès de la richesse dans ce cas serait arrêté par un défaut des facultés productives.

Je crois qu'il faut admettre comme une vérité, que tous les grands résultats en économie politique, relativement à la richesse,

---

(1) Il est peut-être à la rigueur possible de concevoir une passion pour le faste des domestiques, qui engagerait les propriétaires à cultiver les terres avec tous les soins, pour en tirer les moyens d'entretenir un nombreux domestique. Cela revient au même que la passion pour la population dont nous avons parlé dans une des sections précédentes. Une telle passion, poussée aussi-loin que nous le supposons, est à la vérité *possible*, mais il n'y a guère de supposition qui soit moins probable.

tiennent à des *proportions ;* et c'est parce qu'on n'a pas fait attention à cette importante vérité qu'il a été commis tant d'erreurs en voulant prédire les conséquences futures; c'est ainsi qu'on a vu quelquefois plusieurs nations s'enrichir quand on s'attendait à les voir s'appauvrir, et que d'autres se sont appauvries quand on s'attendait à les voir devenir riches; voilà pourquoi les opinions les plus contradictoires ont régné sur la question de savoir quels sont les encouragemens les plus efficaces pour faire accroître la richesse. Mais, dans toute cette partie du sujet, il n'y a pas d'exemple plus frappant de l'influence des proportions sur la production de la richesse, que dans la division de la propriété foncière ou d'une autre espèce quelconque, et où il soit d'une telle évidence que la division, dans de certaines limites, doit être avantageuse, et que, poussée trop loin, elle devient nuisible à l'accroissement de la richesse.

Il se fait dans ce moment en France une expérience dangereuse sur les effets d'une grande subdivision de la propriété. La loi des successions y prescrit le partage égal de

toute espèce de propriété entre les enfans, sans reconnaître le droit d'aînesse et sans faire de distinction de sexe, et elle ne permet de disposer que d'une petite portion par testament.

Cette loi n'a pas encore été assez long-temps en exécution pour qu'on puisse juger des effets qu'elle doit avoir sur la richesse et la propriété nationale (1). Si l'état actuel de la propriété en France paraît favorable à l'industrie et à la demande, on ne saurait en tirer aucune induction favorable pour l'avenir. Il est universellement reconnu qu'une certaine division des propriétés est extrêmement désirable, et il reste encore tant de traces dans presque toute l'Europe des propriétés immenses transmises depuis les

---

(1) Cette loi est en vigueur depuis vingt-cinq ans en France, et elle n'a encore produit aucun des résultats que M. Malthus paraît tant redouter; des lois semblables ont d'ailleurs régi d'autres pays pendant des époques bien plus longues, et elles ont eu des effets diamétralement opposés à ceux que M. Malthus attribue à ce que il lui plaît de nommer une *dangereuse expérience*. Puisqu'il convient qu'il est trop tôt pour pouvoir juger des effets de la loi française, pourquoi se presse-t-il d'en prédire les suites fâcheuses? NOTE DU TRADUCTEUR.

temps féodaux, qu'il est peu de pays où une loi semblable à celle de France ne pût être utile pour favoriser le développement de la richesse pendant un certain nombre d'années. Mais si une telle loi permanente continue à régler la transmission héréditaire de la propriété en France, si aucun moyen de l'éluder n'est inventé, et si ses effets ne sont pas mitigés par une prudence excessive dans les mariages, prudence que la loi tend certainement à décourager, il y a tout lieu de croire que le pays, au bout d'un siècle, sera tout aussi remarquable par sa grande pauvreté et misère que par l'égalité extraordinaire des fortunes. Les possesseurs des petites fractions de fonds de terre se trouveront, comme cela se voit toujours, dans un état remarquable de dénûment, et devront périr en grand nombre dans chaque année de disette. Il n'y aura guère de riches que les personnes qui reçevront des salaires du gouvernement.

Dans cet état de choses, en considérant que la propriété ne donne que peu ou point d'influence pour contenir en même temps le pouvoir des rois et la violence du peuple,

il est impossible de concevoir comment un gouvernement mixte, tel que celui qui est actuellement établi en France, pourra se maintenir. Je ne crois pas non plus qu'un état de choses dans lequel il y aurait tant de gens pauvres, pût être favorable à l'existence et à la durée d'une république. Et si d'ailleurs on considère combien il est difficile d'établir une république bien constituée, et combien les chances contre sa durée sont fortes, ainsi que l'expérience et l'histoire de tous les pays nous le prouvent, on peut affirmer hardiment qu'il n'existe aucun espoir bien fondé qu'une pareille forme de gouvernement puisse se maintenir d'une manière stable (1).

---

(1) Je ne conçois pas comment les richesses sont un élément nécessaire des républiques. Au surplus, sans entrer dans aucune discussion sur le mérite de chaque forme de gouvernement par rapport au bonheur des peuples, je répondrais seulement à M. Malthus que, pour ce qui est de leur durée, c'est une vérité historique que les républiques grecques, celle de Carthage, la république romaine, les républiques italiennes du moyen âge ont existé aussi long-temps que bien des monarchies, et sans éprouver plus de changemens dans leurs constitutions.

NOTE DU TRADUCTEUR.

Mais l'état de propriété que nous venons de décrire serait précisément tel qu'il le faudrait pour établir un despotisme militaire. Si le gouvernement n'adoptait pas le principe des états d'Orient dans lesquels le chef se regarde comme le seul propriétaire du sol, il pourrait au moins mettre à profit une idée des économistes, en se déclarant copropriétaire des biens-fonds, et il pourrait tirer de cette source (qui serait encore assez féconde, quoique les propriétaires fonciers, en raison de leur nombre, fussent pauvres), en y joignant quelques autres impôts peu nombreux, les moyens de rendre l'armée le corps le plus riche de la société, lequel posséderait dans cet état de choses une influence tellement prépondérante que rien ne saurait lui résister. Le despote pourrait bien être changé de temps en temps, comme cela arrivait aux empereurs romains détrônés par les gardes prétoriennes, mais le despotisme resterait certainement assis sur les bases les plus solides (1).

(1) Ce paragraphe et le précédent contiennent une doctrine qui me paraît aussi erronée que dangereuse ; elle

Il est à peine nécessaire d'examiner si la richesse de l'empire britannique gagnerait

---

n'est appuyée ni sur le raisonnement ni sur l'expérience, et l'autorité de M. Malthus ne me semble pas suffisante pour l'établir en dogme. Des auteurs les plus distingués ont déjà répondu d'avance aux opinions de cet écrivain, et des plumes plus habiles que la mienne prendront sans doute en France la défense d'une loi dont la nécessité a été universellement sentie lorsqu'elle fut établie, et dont les effets salutaires n'ont cessé de se manifester depuis cette époque. Il y a bien plus long-temps qu'une loi à peu près semblable existe aux États-Unis, et elle n'y a produit que d'excellens résultats : il en est arrivé autant à tous les pays qui ont adopté une pareille législation. M. Sismondi dit avec raison, dans ses Nouveaux Principes d'Économie politique (liv. III, chap. II, p. 271), que : « Toutes les aristocraties qui se sont maintenues dans l'Univers, en Grèce, dans la république romaine, à Florence, à Venise, dans toutes les républiques italiennes du moyen âge, dans toutes celles de la Suisse et de l'Allemagne, ont été régies par la loi du partage égal entre les enfans. Des fortunes colossales s'y sont maintenues pendant plusieurs siècles, même lorsqu'elles étaient engagées dans le commerce, comme celles des Strozzi et des Médicis à Florence, ou des Fugger à Augsbourg. L'on a rarement vu dans ces familles un grand nombre de frères, et elles ne s'en sont pas éteintes plus rapidement. » Cela suffirait pour prouver que M. Malthus n'a pas moins tort d'attribuer les effets les plus funestes à la loi française en question, que de comprendre parmi ces effets l'imprévoyance des pères quant au nombre de leurs enfans, car rien au contraire ne contribue tant à rendre prudent un

essentiellement à la division des propriétés territoriales qui résulterait de l'abolition

---

père de famille qui aime ses enfans que la certitude que tous ses biens seront également partagés entre eux ; et j'ajouterais même, que rien ne fortifie tant le père dans l'amour pour tous ses enfans qu'une semblable disposition législative. Dans presque toutes les familles où il y a un majorat, l'aîné seul des fils est considéré ; ses frères et ses sœurs sont regardés comme des êtres d'un ordre inférieur, on leur laisse le soin de faire leur fortune par leurs propres efforts ; on marie les filles, ou on les relègue dans des couvens, dans les pays catholiques. Ce sont cependant, de l'aveu même de M. Malthus, ces enfans qui n'ont que de très-petites fortunes et qui souvent n'héritent même rien, et les classes industrieuses et commerçantes dans lesquelles les biens se partagent également entre les enfans, qui font fleurir les nations et qui réparent sans cesse les maux infinis causés par le droit d'aînesse, les majorats, les substitutions et autres priviléges semblables, dont, par une contradiction manifeste et inconcevable, M. Malthus est à la fois l'antagoniste et le partisan.

Quant à la vérité banale que tout a des bornes, il fallait, pour en faire une application utile à la question présente, que M. Malthus prouvât d'abord que l'effet de la loi sur laquelle il se récrie tant, était de produire une *trop grande* subdivision de la propriété ; c'est ce qu'il n'a pas même tenté de faire, et il aurait infailliblement échoué s'il avait essayé de prouver une chose qui est évidemment fausse en principe, et qui est démontrée fausse par l'expérience. Il existe en effet tant de causes qui tendent à rompre l'égalité entre les fortunes, dans les sociétés civilisées, que tous les efforts du législateur ne peu-

du droit d'aînesse de la loi des majorats, sans qu'on intervînt dans les dispositions



---

vent en dernière analyse produire d'autres effets que de rendre l'inégalité moins grande. C'est là tout ce que la loi du partage peut produire, ce qu'elle a déjà produit en France et ce qu'elle y produira toujours, ainsi que dans tout autre état où elle sera adoptée. A moins d'une loi agraire qui partage sans cesse les propriétés foncières en lots égaux, il n'y aura jamais cette excessive égalité de fortunes que M. Malthus redoute; et, nous savons combien dans l'ancienne Rome ces partages renouvelés à plusieurs époques ont été insuffisans pour s'opposer à la grande inégalité des fortunes, contre laquelle les citoyens romains n'ont cessé de réclamer dès les premiers temps de la république.

Je ferai encore un emprunt à M. Sismondi, pour montrer combien la crainte de M. Malthus est peu fondée sur l'opération d'une loi, dont je pourrais dire qu'il n'a calculé les effets que virtuellement. « Lorsque les paysans sont propriétaires, la population agricole s'arrête d'elle-même au moment où elle a atteint une division des terres suffisante pour que chaque famille soit appelée au travail, et puisse par lui vivre dans l'aisance. Dès lors, quand il y a plusieurs fils dans une famille, les cadets ne se marient pas jusqu'à ce qu'ils trouvent une femme qui leur apporte quelque propriété. S'ils quittent la maison paternelle, c'est pour travailler en journée; mais au milieu des paysans cultivateurs, le métier de journalier n'est pas un état, et l'ouvrier qui n'a que ses bras ne trouvera guère un père assez imprudent pour lui donner sa fille. » (liv. VII, chap. 8, p. 339). Et il ajoute dans la page suivante, en parlant des paysans journaliers non-propriétaires, que

testamentaires. Il est généralement reconnu que ce pays, dans son état actuel et

« ils calculent des probabilités au lieu d'une certitude ; ils s'en remettent au hasard sur ce qu'ils ne peuvent juger : ils comptent sur leur bonheur, ils se marient beaucoup plus jeunes, ils élèvent beaucoup plus d'enfans, justement parce qu'ils savent moins au juste comment ils les établiront. » C'est pourquoi les Romains les avaient nommés prolétaires, ou destinés à propager l'espèce ; et c'est cette classe des non-propriétaires qui a de tout temps été regardée comme étant essentiellement imprudente et imprévoyante. M. Malthus, après l'avoir reconnu pleinement pour l'Irlande, veut, je ne sais pas pourquoi, que la loi du partage égal, qui doit augmenter le nombre des propriétaires, les rende nécessairement imprévoyans en France.

Je n'ajouterai qu'un mot au sujet de l'étrange supposition de la perspective d'un despotisme militaire, qui serait la suite de cette loi fatale. Jamais le grand nombre de fortunes modiques n'a été et ne sera favorable à un despotisme quelconque, et moins encore au despotisme militaire, dont les élémens essentiels sont de grandes fortunes parmi les favoris du tyran et les chefs subalternes, et une nation composée de prolétaires. Jamais une nation de petits propriétaires, attachés au sol et à leurs propriétés, n'a été essentiellement conquérante ni disposée à accorder tout au gouvernement, ni à payer des grandes armées permanentes ; et personne n'a plus en horreur la vie militaire, vie d'oisiveté et de dépendance, que le cultivateur laborieux, indépendant, attaché à sa propriété, à sa famille, aux lois et à la patrie. Tels sont les sentimens du propriétaire d'un fonds de terre, surtout lorsqu'à ces qualités il réunit les avantages d'une bonne éducation,

sous les lois qui le régissent, offre l'aspect d'une richesse plus grande que celle d'au-

---

telle que tous les hommes sensés cherchent à la faire répandre en France dans toutes les classes de la société.

Cependant M. Malthus convient pleinement de l'utilité de la loi française qui règle le mode de succession, et il avoue qu'elle pourrait produire les plus heureux effets dans presque tous les états de l'Europe ; ce n'est qu'à la longue qu'elle lui paraît funeste. Je regrette que M. Malthus n'ait pas jugé à propos de poser la limite qu'il croit dangereux de dépasser, et nous dire pendant combien d'années une telle loi peut être utile, et après quelle époque il faut l'abroger ou la modifier. Je crois que M. Malthus aurait été plus d'accord avec lui-même si, au lieu de parler de la durée de la loi, il eût désigné le point où la subdivision des propriétés devrait s'arrêter. Mais dans un cas comme dans l'autre, il aurait également tort de vouloir que le gouvernement intervînt dans des affaires que l'intérêt des particuliers règlera toujours beaucoup mieux que toutes les lois possibles. Toutes les fois que la subdivision des héritages sera trop grande, et ne présentera plus à chaque héritier la perspective de faire valoir avec avantage sa part de la succession, il la cédera à un autre, comme cela arrive tous les jours. D'ailleurs, la diversité des occupations, des goûts et des talens fait que, sur plusieurs frères, il n'y en a souvent qu'un seul qui suive la carrière de l'agriculture, et c'est celui-là qui reste le propriétaire ou l'administrateur de tous les biens-fonds du père, d'après un arrangement fait avec ses autres frères, et dicté par l'intérêt commun de tous. Il est donc de la dernière évidence qu'il existe une raison plus puissante que toutes les dispositions législatives pour que la subdi-

cun autre état moderne ayant un territoire considérable, surtout si on compare cet état de choses aux ressources réelles du pays. Par l'extinction successive de quelques familles considérables, par l'imprudence naturelle de quelques autres, et surtout par

---

vision des propriétés ne puisse jamais atteindre ce degré imaginaire de morcellement, que M. Malthus paraît avoir calculé d'après les mêmes bases que l'accroissement virtuel de la population. Certes, si le partage des successions suivait toujours en proportion décroissante les subdivisions des familles, il y aurait des descendans des plus riches propriétaires fonciers de nos jours, à qui, dans un siècle, il ne resterait pas assez de terre pour faire venir un rosier. Mais l'absurdité même de ce résultat suffit pour prouver que l'hypothèse est inadmissible, car il faudrait qu'une loi forçât chacun à garder sa part d'une succession, pour qu'on pût se résoudre à se charger d'une propriété dont l'exploitation n'offrirait aucun avantage. En un mot, si la loi en question a des inconvéniens, ils se réduisent à ceux qui sont inhérens à la nature humaine; et la preuve qu'ils ne sont pas bien considérables, c'est qu'ils se sont rarement fait sentir parmi les classes de la société qui ne possèdent point le triste privilége de sacrifier tous leurs enfans à un seul; nous n'avons pas encore vu les classes industrieuses de la société en général réclamer le funeste privilége des majorats; et, si des particuliers en instituent, c'est évidemment par ostentation et non par intérêt pour leur postérité.

NOTE DU TRADUCTEUR.

l'accroissement extraordinaire des manufactures et du commerce, les immenses domaines qui couvraient jadis tout le pays ont été en grande partie morcelés, malgré le droit d'aînesse. Le petit nombre de ceux qui restent peuvent être de quelque utilité en excitant les négocians et les chefs de manufactures à continuer à employer toute leur intelligence et tous leurs efforts pour parvenir à amasser de grands capitaux, afin de pouvoir le disputer en richesse aux grands propriétaires fonciers. Si par l'abolition du droit d'aînesse, les propriétés territoriales devenaient toutes très-insignifiantes, il n'est pas probable qu'il y eût beaucoup de grands capitaux parmi les négocians; et, dans ce cas, il y aurait incontestablement beaucoup de pouvoir productif de perdu (1).

(1) Si l'on considère un état comme un individu, et si l'on entend par richesse la somme de toutes les valeurs, l'Angleterre est certainement arrivée à un très-haut degré de richesse. Mais, si l'on compte pour quelque chose les hommes, il faut convenir qu'il n'est peut-être pas un seul pays de l'Europe où le nombre des malheureux soit plus grand, comparativement à la population, à la fertilité et

Mais, quoi qu'il en soit, il est certain qu'un très-grand corps de ce qu'on peut

---

à l'étendue du sol, qu'en Angleterre. C'est peut-être le seul pays où une grande partie de la classe ouvrière soit réduite à la mendicité, et où la moindre interruption au commerce extérieur menace des centaines de milliers d'ouvriers de la plus affreuse misère.

Le reste de ce paragraphe est pour moi tout-à-fait incompréhensible. M. Malthus admet que ce sont des citoyens qui ont fait leur fortune par eux-mêmes et qui ont reçu de leurs pères une part égale avec leurs frères, qui ont réparé les maux causés par la trop inégale répartition des propriétés. Les cadets des familles dans lesquelles il y a un májorat, sont aussi les artisans de leur propre fortune; et M. Malthus est déjà convenu dans un autre endroit de cet ouvrage que les plus grandes améliorations dans l'agriculture en Angleterre avaient été faites par les fermiers, c'est-à-dire par des gens qui reçoivent et qui transmettent leurs biens par un partage égal entre les enfans. A quoi donc les majorats et les droits d'aînesse sont-ils utiles? L'avantage que M. Malthus leur attribue est tout-à-fait frivole; ils est impossible qu'il puisse penser sérieusement que les négocians et les cadets de famille ont besoin de voir des nobles et des possesseurs de majorats étalant un grand luxe devant leurs yeux, pour être excités à travailler afin de parvenir à l'aisance, et de l'aisance à la richesse. Le sentiment qui pousse l'homme civilisé à faire tous ses efforts pour acquérir le bien-être et la richesse est implanté dans le cœur humain, et il se manifeste avec bien plus de force dans les pays où l'absence des priviléges augmente le nombre des concurrens, que dans ceux où ces priviléges nuisent au libre exercice de l'in-

appeler les classes moyennes de la société, s'est établi dans ce pays, tandis que le droit d'aînesse, en forçant les cadets des familles nobles et des grands propriétaires de terres, à faire partie des rangs les plus élevés des classes moyennes, a, dans le fait, anéanti toutes les distinctions fondées sur le rang et la naissance, et ouvert la carrière la plus égale au mérite personnel, pour parvenir par toutes les routes à la richesse et aux honneurs. Il est probable que l'obligation imposée en général aux cadets de famille d'être les artisans de leur propre fortune, a donné un plus haut degré d'énergie et d'activité aux efforts que chacun d'eux a faits dans sa profession et dans le commerce, que cela n'aurait eu lieu si la propriété territoriale avait été plus également partagée. En définitive, le pays possède

---

dustrie. Témoin les villes libres d'Allemagne, les républiques Italiennes, la Hollande, les États-Unis, d'un côté; et l'Espagne, l'ancienne France et tous les pays à priviléges féodaux, de l'autre : et certes, l'Angleterre même, ne peut pas soutenir, à cet égard, de parallèle avec l'accroissement de la richesse des États-Unis.

NOTE DU TRADUCTEUR.

une classe très-nombreuse de consommateurs effectifs, qui tirent leurs revenus de l'exercice de différentes professions, du négoce, des manufactures, du commerce en gros et en détail, des salaires de différentes sortes, et de l'intérêt de la dette publique et des dettes privées; et ces consommateurs sont peut-être plus dans le cas de contracter des goûts très-favorables à encourager la richesse que les possesseurs de petits fonds de terre.

Dans cet état de choses qui, dans son extension actuelle, en Angleterre, est presque exclusif à ce pays, il y aurait de la témérité à conclure que la nation deviendrait plus riche, si le droit de primogéniture était aboli (1). Mais lors même qu'on

(1) Une telle abolition aurait nécessairement en Angleterre les mêmes effets qu'elle a eus en France ; les terres seraient mieux partagées et le nombre des propriétaires fonciers ne serait pas borné à un nombre extrêmement petit, comme il l'est en ce moment ; il y aurait moins de parcs pour la chasse, et les terres employées à élever des chevaux de luxe pourraient donner assez de blé pour nourrir un nombre d'hommes bien plus grand. Enfin la partie aisée de la nation serait deux fois plus nombreuse et le nombre des prolétaires diminuerait de beaucoup. Alors

pourrait décider la question dans l'affirmative, cela ne suffirait nullement pour justifier une pareille innovation. Dans tous les cas de cette nature, il faut s'élever à des considérations plus importantes que celles qui n'ont pour objet que la simple richesse.

C'est une vérité historique et incontestable que le premier établissement, la conservation et les améliorations postérieures de notre constitution actuelle, et des libertés et priviléges qui ont si long-temps distingué la nation anglaise, sont dus fondamentalement à l'aristocratie territoriale. Et jusqu'à présent nous n'avons point d'expérience qui puisse nous faire croire que sans une aristocratie, laquelle ne peut certainement se maintenir dans un état permanent sans le droit d'aînesse, il soit possible de conserver pour l'avenir la constitution et les libertés ainsi établies. Si

---

une population, qui n'est certainement pas trop forte, si on la compare à l'étendue du pays, à ses richesses, à son immense commerce, à son industrie, à sa navigation, à ses colonies, cesserait de paraître surabondante, et une si grande partie des classes ouvrières ne se verrait point réduite à l'indigence. NOTE DU TRADUCTEUR.

donc nous mettons du prix à la constitution de l'Angleterre, si nous sommes persuadés que, quelles que soient ses imperfections théoriques, elle a dans le fait produit un meilleur gouvernement et garanti plus de liberté à une plus grande masse d'individus pendant un plus long espace de temps qu'aucune autre constitution dont l'histoire ait fait mention, ce serait dans le plus haut degré déraisonnable de tenter un changement qui exposerait l'existence de tout l'édifice, et de se lancer dans le vaste océan des expériences, dans lequel les chances sont si terribles et si contraires à la réussite de l'objet de nos poursuites.

Il n'est pas aisé de juger jusqu'à quel point l'abolition du droit d'aînesse et des majorats pourrait partager la propriété foncière en Angleterre. Si nulle restriction n'était mise à la faculté de tester, il se peut que les anciennes habitudes conservassent pendant quelque temps plusieurs domaines dans leur intégrité; mais il est probable qu'une subdivision considérable des terres aurait graduellement lieu; et, s'il n'y avait qu'un petit nombre de fonds de

terre rapportant au delà de 1000 l. st. par an, les classes commerçantes se ralentiraient dans leurs efforts pour acquérir des richesses, par l'absence du motif de la concurrence avec les propriétaires fonciers, comme je l'ai déjà dit; ou si les négocians et les manufacturiers continuaient toujours à acquérir de grandes richesses, excités (1), soit par la concurrence entre eux-mêmes, soit par l'ambition politique, ils deviendraient les seules personnes capables d'avoir une grande influence dans l'état, et le gouvernement tomberait presque exclusivement entre leurs mains. Or, il est vraisemblable que dans l'une ou l'autre de ces suppositions, il serait impossible de conserver notre constitution actuelle. Dans le premier cas, où la prospérité de chaque in-

(1) Pourquoi cette concurrence, et le désir des richesses qui est inné dans le cœur de l'homme, ne suffiraient-ils pas pour exciter les classes industrieuses à s'enrichir? La nation hollandaise, les citoyens des États-Unis, et les Français depuis la révolution, ont-ils négligé aucun moyen de faire fortune? A-t-il fallu pour cela avoir sans cesse devant les yeux ces débris du système féodal, ces possesseurs d'immenses domaines? NOTE DU TRADUCTEUR.

dividu serait si peu considérable et si égale, l'état tendrait à la démocratie ou au despotisme militaire; et les chances seraient toujours beaucoup plus fortes en faveur de ce dernier. Et dans le second cas, quelle que fût la forme du gouvernement, les négocians et les manufacturiers auraient la plus grande influence dans ses conseils; et Adam Smith a déjà fait l'observation très-judicieuse que l'intérêt de ces classes ne les dispose pas toujours à donner les conseils les plus salutaires (1).

Quoiqu'il soit donc vrai qu'une distri-

(1) Les deux cas supposés par M. Malthus n'en font réellement qu'un seul; car les négocians et les manufacturiers qui ont fait fortune chercheront toujours à acquérir des fonds de terre, soit qu'ils se retirent de leur commerce, soit qu'ils continuent à s'y livrer. C'est ce qu'on voit dans tous les pays du monde civilisé. Par la même raison ils deviendront les plus forts possesseurs de terres, et par conséquent leur intérêt s'identifiera avec celui de la grande majorité de la nation, et cela d'autant plus certainement que toutes les constitutions modernes attachent des priviléges au revenu territorial. Ils ne seront plus redoutables, et ils ne pourront donner que de salutaires conseils. Les négocians et les manufacturiers n'en donnent jamais de mauvais que dans les pays où ils forment une classe aristocratique privilégiée, et dans ceux où ils sont opprimés par l'aristocratie territoriale, et où les mauvaises

bution de la propriété territoriale, meilleure que celle qui existe en ce moment en Angleterre, serait possible, et quoiqu'il soit également vrai que, pour rendre cette distribution meilleure, il faudrait la rendre plus égale, il y aurait peut-être de l'imprudence à abolir la loi de la primogéniture, dont l'abrogation conduirait probablement à une subdivision des terres plus grande qu'il n'en faudrait peut-être même pour favoriser la richesse nationale, et plus grande certainement qu'il ne serait compa-

---

lois et les impôts onéreux sur l'agriculture, les empêchent de devenir propriétaires de terres.

J'ai déjà, dans une autre note, fait voir le peu de fondement de cette tendance supposée au despotisme militaire qui, selon M. Malthus, serait inhérente à une subdivision des propriétés telle qu'il n'y aurait que peu de fonds de terre rapportant au delà de 1,000 l. st., ou 25,000 f. de rente. Cette crainte est évidemment chimérique, et elle n'est fondée ni sur le raisonnement ni sur les faits historiques.

Quant à l'aristocratie féodale de l'Angleterre, elle a sans doute rendu des services à la nation, à l'époque où cette aristocratie était le seul corps qui pût balancer le pouvoir de la couronne. Cela ne prouve nullement que l'aristocratie anglaise soit aujourd'hui aussi nécessaire aux intérêts de la grande masse du peuple anglais qu'elle a pu l'être jadis. NOTE DU TRADUCTEUR.

tible avec des intérêts d'un ordre plus relevé, et qui tendent à protéger une nation à la fois contre la tyrannie du despotisme des chefs, et contre la fureur du despotisme de la populace (1).

Mais, quelles que soient les dispositions que la sagesse et la prudence d'une législature puisse leur dicter au sujet des lois sur les successions, il faudra toujours reconnaître la vérité du principe, que la division des propriétés territoriales est un des plus puissans moyens de distribution de la richesse, lequel tend à maintenir et à augmenter la valeur échangeable et à encourager la production future; et que la distribution ainsi obtenue, continuera, à mesure qu'elle s'étend, à produire un effet de jour en jour plus favorable sur la richesse, jusqu'à ce qu'elle se rencontre avec son principe antagoniste, et commence à nuire à la

---

(1) Le meilleur moyen d'éviter ces dangers, c'est d'empêcher qu'il n'y ait des gens assez puissans pour devenir des oppresseurs, ni une classe assez pauvre et malheureuse pour être à chaque moment prête à quitter ses occupations pour s'insurger, en devenant ainsi le jouet et la victime des factions. NOTE DU TRADUCTEUR.

faculté de produire. Cela doit arriver plus tôt ou plus tard, selon des circonstances qui dépendent principalement de l'activité du commerce étranger et intérieur, et de la masse des consommateurs effectifs, outre les propriétaires fonciers. Si la demande est grande, abstraction faite de l'agriculture, une légère diminution dans les facultés productives peut faire pencher la balance ; et tout changement qui sera défavorable à l'accumulation, aux entreprises et à la division du travail, sera désavantageux aux progrès de la richesse. Mais, si le pays est mal situé pour le commerce étranger, et si ses goûts, ses habitudes, et les communications intérieures ne sont pas de nature à encourager un commerce actif dans l'intérieur, rien ne pourra faire naître une demande suffisante de produits qu'une subdivision facile des propriétés foncières; sans une telle subdivision, un pays peut avoir de grandes ressources naturelles, et cependant rester dans un état de léthargie avec un sol sans culture, et une population mourant de faim, quoique peu nombreuse.

SECTION VIII.

De la distribution causée par le commerce intérieur et extérieur, considérée comme un moyen d'augmenter la valeur échangeable des produits.

La seconde cause essentiellement favorable à l'augmentation de la valeur échangeable qui dépend de la distribution, c'est le commerce intérieur et extérieur.

Tout échange qui se fait dans un pays, occasione une distribution de ses produits mieux adaptée aux besoins de la société. C'est, relativement à chacune des deux parties contractantes, l'échange d'un produit dont on a moins besoin pour un autre qui convient davantage, et cet échange doit par conséquent élever la valeur des deux produits. Si deux districts, dont l'un posséderait une riche mine de cuivre, et l'autre une mine aussi riche d'étain, avaient toujours été séparés par une rivière ou une montagne impossible à franchir, il est indubitable que dès qu'une communication s'ouvrirait entre les deux districts, il y aurait une demande plus forte et un plus haut prix donné pour l'étain ainsi que pour le cuivre; et ce prix plus élevé des deux mé-

taux, quoiqu'il pourrait n'être que temporaire, contribuerait cependant beaucoup à fournir le capital additionnel nécessaire pour satisfaire au surcroît de la demande; et les capitaux des deux districts, ainsi que le produit des deux mines, augmenteraient en quantité et en valeur, à un degré auquel ils ne seraient jamais parvenus sans cette nouvelle distribution du produit ou sans un autre événement qui eût un effet semblable.

Les économistes, en cherchant à prouver que le commerce est de sa nature improductif, ont toujours soutenu qu'il n'a d'autre effet que d'égaliser les prix qui peuvent être trop hauts dans un endroit et trop bas dans un autre, mais dont le montant est le même après que l'échange s'est effectué. Cette proposition doit être regardée comme n'ayant point de fondement, et des faits incontestables peuvent en démontrer la fausseté. La hausse des prix qui se manifeste d'abord par l'effet de l'extension du marché, est indubitable. Si à cela on ajoute l'effet occasioné par la demande de nouveaux produits, et les moyens qui résultent d'une accumulation rapide pour satisfaire à cette

demande, il est impossible de douter un seul instant de la tendance directe que tout commerce intérieur a d'augmenter la valeur des produits nationaux.

Si le commerce intérieur ne tendait pas à augmenter la valeur des produits nationaux, on ne s'y livrerait point. Car, c'est cette augmentation de valeur qui donne des bénéfices aux négocians intéressés; et si des marchandises de Londres n'avaient pas un prix plus fort à Glasgow qu'à Londres, et d'autres marchandises de Glasgow ne se vendaient pas plus cher à Londres qu'à Glasgow, les négocians qui feraient le commerce d'échanger les articles de chacune de ces deux villes pour ceux de l'autre, n'en tireraient eux-mêmes aucun profit, ni personne non plus. Il serait tout-à-fait futile d'échanger une sorte de produits contre une autre, si après cette nouvelle distribution des différentes marchandises, les parties intéressées ne se trouvaient pas dans une condition meilleure qu'avant la transaction. Donner un article en échange contre un autre n'a rien de commun avec la demande effective, à moins que l'article reçu n'ait

une valeur tellement au-dessus du travail dépensé à la production de l'article dont on s'est défait, qu'il puisse en résulter des bénéfices suffisans pour que les capitalistes intéressés se trouvent avoir les moyens et la volonté de mettre en œuvre plus de travail, dans le même genre de commerce.

On a dit que l'industrie d'un pays doit se mesurer par l'étendue de son capital, et que la manière dont il est employé, quoiqu'elle puisse apporter quelque différence dans les jouissances des habitans, n'influe que très-peu sur la *valeur* du revenu national. Cela ne peut être vrai que dans une supposition, et dans une supposition seule; c'est dans le cas où l'on pourrait persuader aux habitans de mettre autant de prix à leurs productions bornées, autant d'empressement à les acquérir et à les consommer, et d'être aussi disposés à faire un rude travail et de grands sacrifices pour les obtenir, que pour les objets qu'ils pourraient tirer d'un autre pays. Mais est-il permis de faire une telle supposition? C'est précisément en raison du manque d'empressement qu'on a

d'acheter des produits indigènes que le négociant les échange contre d'autres que l'on recherche davantage. Si l'on pouvait changer les besoins et les goûts des habitans de Glasgow, au point de leur faire mettre autant de prix à la grande quantité de marchandises de coton qu'ils produisent, qu'aux différens articles qu'ils pourraient recevoir en retour dans un temps de prospérité du commerce, on n'entendrait plus parler de la détresse de ces fabricans. On peut accorder que la quantité d'industrie productive d'un pays est à peu près proportionnée à la quantité du capital employé; mais, la valeur du revenu sera plus ou moins grande selon le prix courant des objets produits. Ces prix courans doivent évidemment dépendre de l'échange réciproque des marchandises, et par conséquent, la valeur du revenu, et le pouvoir et la volonté de l'augmenter, doivent dépendre de cette distribution des produits qui les met plus en rapport avec les besoins et les goûts de la société.

La totalité des produits d'une nation peut être considérée comme ayant un prix

courant en argent et en travail. Lorsque ce prix courant est élevé, c'est-à-dire, lorsque le prix des produits monte au point de pouvoir disposer d'un surcroît de travail au delà de ce que leur production a coûté, plus fort qu'auparavant, pendant que le même capital et le même nombre de bras ont été employés à cette production, il est évident qu'il y aura chaque année plus de travail additionnel mis en œuvre, et l'accroissement de la richesse sera certain et rapide. D'un autre côté, lorsque le prix courant des produits est tel qu'il ne dispose que d'une quantité de travail fort peu au delà de ce que la production a coûté, il est d'une évidence égale que la richesse ne s'accroîtra que très-lentement, et peut-être même restera-t-elle stationnaire.

L'agent de la circulation joue dans tous les pays un rôle très-important dans la distribution des produits; et, ainsi que je l'ai insinué dans une note, ce serait plutôt jeter de l'obscurité dans nos raisonnemens que d'y porter de la clarté, si l'on refusait de prendre cet objet en considéra-

tion. Il n'est pas en effet aisé, sans le secours d'un agent de la circulation, de déterminer si les produits d'un pays sont distribués de manière à acquérir leur pleine valeur.

On dira peut-être que, si les fonds destinés à payer le travail se trouvent à une époque quelconque en grande abondance, l'on doit présumer que ces fonds pourront disposer d'une quantité de travail plus grande qu'à l'ordinaire. Mais assurément ils ne pourront pas payer plus de travail, et pas même autant, si la distribution de ces fonds est vicieuse; et, dans un pays qui possède un agent de la circulation, la preuve positive que cette distribution est vicieuse, c'est que la totalité des produits ne s'échange pas contre une si forte somme de l'agent de la circulation qu'auparavant, et que par conséquent, les producteurs se voient forcés de vendre avec une grande diminution de profits en argent, ou même avec une perte positive.

Depuis la récolte de 1815 jusqu'à celle de 1816, en Angleterre, on ne peut pas douter que les fonds destinés à payer le tra-

vail n'aient été extraordinairement considérables. Le blé était surtout abondant, et aucune autre denrée ne manquait; c'est cependant un fait reconnu que grand nombre d'ouvriers cessèrent d'avoir de l'ouvrage, en partie par défaut de moyens, et en partie par défaut de volonté d'employer la même quantité de journaliers qu'auparavant. Comment expliquerons-nous ce fait? Comme nous l'avons déjà dit, il ne serait pas aisé d'en rendre raison sans prendre en considération l'agent de la circulation, car, sans cette considération, il est très-difficile de prouver que la distribution est vicieuse. Mais dès que nous portons nos regards sur l'agent de la circulation, la théorie du fait en question devient parfaitement claire. Tout le monde convient que les produits naturels du sol étaient tombés d'environ un tiers de leur valeur en argent. Or, si le fermier n'a vendu ses produits que deux tiers du prix qu'ils lui rapportaient auparavant, il est évident qu'il lui aura été tout-à-fait impossible de faire exécuter la même quantité de travail, et d'employer autant de capital dans sa ferme que l'année précé-

dente. Et lorsqu'il y eut ensuite une grande baisse du prix métallique de tous les produits manufacturés, occasionée en grande partie par cette baisse antérieure des produits naturels du sol, il est également évident que les manufacturiers n'auront pas eu les moyens de payer le travail d'un même nombre d'ouvriers qu'auparavant. Au milieu de l'abondance des choses nécessaires, ces deux importantes classes de la société, ont dû avoir réellement moins de moyens d'employer des ouvriers, tandis que tous ceux qui possédaient des revenus fixes, auront eu plus de moyens de payer du travail, mais sans avoir guère plus de disposition d'étendre leur demande dans la même proportion; et le résultat général a dû être analogue aux effets d'une distribution partielle des produits, causée par l'interruption des relations accoutumées du commerce intérieur. Il a pu y avoir pendant peu de temps la même quantité de marchandises de produites, et même davantage, mais leur distribution n'étant pas telle que l'offre se trouvât partout en proportion de la demande, la totalité des produits a dû diminuer de va-

leur échangeable, et tout le pays a dû éprouver un échec marqué à la production. Il s'ensuit que les classes ouvrières de la société peuvent cesser d'avoir de l'ouvrage au milieu d'une abondance des choses nécessaires, toutes les fois que ces choses ne se trouvent pas entre les mains de ceux qui ont en même temps les moyens et la volonté d'employer une quantité proportionnée de bras.

Il ne sert donc à rien de faire des suppositions sur le grand accroissement des produits, si l'on refuse de prendre en considération l'agent de la circulation, pour tirer la conséquence que ce grand accroissement sera distribué convenablement et consommé effectivement. C'est une conséquence que nous n'avons pas le moindre droit de tirer. Nous savons, tant par théorie que par expérience, que si la totalité des produits baisse en valeur métallique, il en résultera une distribution qui découragera la production. Aussi long-temps que cette baisse du prix métallique des produits continuera à diminuer les moyens de payer le travail national et étranger, un

grand découragement à la production doit évidemment continuer à se faire sentir ; et, si après que les travailleurs se seront accommodés au taux nouveau des prix, la distribution des produits, et les goûts et les habitudes continuent d'une manière permanente à ne pas être favorables à un degré convenable de consommation, les principes les plus clairs de l'économie politique font voir que les profits du capital pourraient rester, pendant un temps indéterminé, plus bas que l'état du pays ne le rendrait nécessaire, et que l'obstacle à la production pourrait être aussi durable que la distribution vicieuse des produits, et les goûts et les habitudes défavorables qui l'ont occasionée.

Il n'est guère possible qu'un changement essentiel quelconque ait lieu dans la valeur de l'agent de la circulation d'un pays, sans causer une altération dans la distribution de ses produits. Il faut convenir que l'usage imprudent du papier-monnaie est la cause principale de ces changemens. Mais, sans avoir de papier-monnaie, ou dans le cas où celui qui existe aurait une valeur égale aux

espèces métalliques, tout pays est sujet à éprouver des changemens dans la valeur de ses produits, comparée à celle de sa monnaie; et, comme ces changemens doivent avoir un grand effet sur la distribution des produits, en partie temporaire et en partie permanente, vouloir raisonner sur ces matières sans avoir égard aux effets d'un agent aussi puissant, ce serait vouloir fermer les yeux tout exprès pour ne point voir la vérité. Avant donc d'adopter en dernière analyse le pouvoir de disposer du travail national et étranger, comme la meilleure mesure pratique de la valeur de la totalité des produits, il convient d'abord d'examiner quelle est leur valeur en espèces métalliques, afin de pouvoir déterminer si la distribution de ces produits est telle qu'elle puisse donner les moyens de payer des travailleurs à un degré qui garde quelque proportion avec l'accroissement des produits. Si la valeur métallique des produits d'un pays augmente au point de pouvoir payer chaque année une quantité croissante de travail national et étranger, on peut être à peu près sûr que ce pays avance sans obstacle

vers la richesse et la prospérité. Mais, lorsqu'il n'y a qu'un accroissement des produits, il est impossible de dire sans plus d'examen, si la manière dont ils sont distribués n'est pas plus propre à retarder qu'à encourager le progrès de la richesse nationale.

Il a été pleinement établi et convenu que, dans tout pays, il doit à la longue arriver une époque de stagnation, occasionée par la difficulté d'obtenir des subsistances. Mais, le peu de disposition de consommer en grande quantité les produits indigènes, et le défaut de moyens de faire des échanges avantageux, peuvent occasioner, et ont souvent causé une semblable stagnation dès les premières époques du progrès d'une nation. Aucun pays ayant des débouchés très-bornés au dedans et au dehors, n'est jamais parvenu à accumuler un grand capital, parce qu'un marché si borné s'oppose à la formation de ces besoins et de ces goûts, et au désir de consommer, qui sont absolument nécessaires pour maintenir le prix courant des produits, et pour faire naître une demande croissante pour ces produits et pour le capital qui doit servir à

les créer. La distribution des marchandises qui naît du commerce intérieur est le premier pas vers un accroissement considérable de la richesse et du capital; et, s'il avait été impossible de faire des échanges en Angleterre à de plus grandes distances que cinq milles, il est probable qu'on n'aurait jamais pu employer un cinquième de notre capital actuel avant que l'encouragement effectif à l'accumulation et au progrès ultérieur de la richesse eût cessé.

Les motifs qui engagent des particuliers à se livrer au commerce étranger sont précisément les mêmes que ceux qui font échanger des marchandises entre les parties les plus éloignées d'un même pays, c'est-à-dire, c'est l'augmentation du prix courant des produits dans chaque localité; et le surcroît de profits que chaque individu fait de cette manière, ou l'effet qui en résulte d'empêcher la baisse des profits qui aurait lieu si le capital avait été employé sur les lieux, doit être regardé comme augmentant d'autant la valeur des produits nationaux.

M. Ricardo commence son chapitre sur

le commerce étranger, en disant que « le commerce étranger, quelle que soit son importance, ne saurait augmenter tout à coup les valeurs nationales, quoiqu'il contribue puissamment à accroître la masse des choses utiles, et par conséquent, celle des jouissances. » Cet exposé est parfaitement d'accord avec la manière particulière dont M. Ricardo considère la valeur, qu'il regarde comme dépendant uniquement du travail qu'une chose a coûté. Quelque abondans que soient les retours du négociant, et quelque grand que puisse être l'excédant de leur valeur par delà celle de ses exportations, dans l'acception ordinaire du mot valeur, il est certain que le travail employé à produire ces objets d'exportation sera d'abord le même. Mais c'est un fait aussi manifeste qu'incontestable que les retours d'un commerce extraordinairement avantageux s'échangent contre des quantités extraordinaires d'argent, de travail et de produits indigènes; et, comme c'est ce pouvoir augmenté d'obtenir en échange, de l'argent, du travail et des produits que le négociant a réellement en vue quand il parle de l'extension du

marché étranger et d'un commerce avantageux, il me semble qu'un tel état de choses, qui peut durer et qui souvent dure en effet assez long-temps pour produire les plus importans résultats, est par lui seul, une preuve péremptoire et décisive que la manière de considérer la valeur échangeable comme dépendant exclusivement des frais de production, est essentiellement incorrecte, et tout-à-fait inutile pour l'explication des phénomènes remarquables qui accompagnent les progrès de la richesse.

M. Ricardo paraît croire qu'un genre de produits ne peut pas augmenter de valeur si celle de quelques autres ne diminue (1). Cela peut encore être vrai, d'après ses idées de la valeur, mais n'a aucun fondement d'après la manière plus étendue de considérer la valeur échangeable qui est établie et confirmée par l'expérience. Si une puissance étrangère quelconque faisait présent à un négociant, de certaines marchandises d'un

(1) Il me semble que si les deux premières phrases de ce chapitre de M. Ricardo sur le commerce étranger étaient bien fondées, il n'existerait point de relations commerciale entre les nations.

genre nouveau, qui rapporteraient à Londres 50,000 l. st., la richesse de ce négociant s'accroîtrait du montant de cette somme; et qui, le demanderai-je, perdrait à cela? Il est vrai, sans doute, que les acheteurs de ces marchandises seraient peut-être obligés de renoncer à l'usage de quelques articles qu'ils étaient auparavant dans l'habitude d'acheter (1), et il pourrait en résulter une diminution proportionnée de demande dans quelque branche d'industrie; mais, pour compenser cette diminution, le négociant enrichi achèterait une plus forte quantité de marchandises, peut-être jusqu'à la concurrence de la totalité des 50,000 l. st.,

(1) Cela pourrait cependant ne pas arriver. La grande tentation offerte aux consommateurs déciderait peut-être quelques personnes à dépenser ce qu'ils pourraient autrement économiser; et dans bien des cas la richesse nationale, au lieu de perdre à ce changement, pourrait au contraire y gagner. L'augmentation des consommations, occasionerait une augmentation proportionnée des prix courans et des profits. L'augmentation des profits rétablirait bientôt le capital qui pendant un court espace de temps aurait été distrait de sa destination, et le pays aurait contracté des habitudes de consommer davantage, en même temps qu'il aurait acquis des moyens proportionnés de les satisfaire.

et empêcherait ainsi toute baisse générale d'avoir lieu dans la valeur des produits indigènes consommés dans le pays, tandis que la valeur du produit étranger qui aurait été ainsi consommé, a dû augmenter de tout le montant de la valeur du nouveau produit importé. Je ne vois point de différence entre un présent envoyé par l'étranger, et les profits extraordinaires d'une nouvelle branche de commerce extérieur, quant à leurs effets sur la richesse d'un état. Ils tendent également à accroître la richesse de la nation, en augmentant à la fois la quantité et la *valeur* des produits obtenus.

On dira peut-être que, ni la population ni l'argent du pays n'auront reçu d'accroissement dans cette supposition, et que par conséquent, la valeur de la totalité des produits estimée en travail et en argent, ne peut pas avoir augmenté.

Quant au travail, je répondrai que, en parlant de la valeur de la totalité des produits d'un pays comme pouvant payer plus de travail qu'auparavant, je ne veux pas dire positivement un plus grand *nombre* de travailleurs, j'entends seulement que cette

valeur payerait plus de travailleurs à l'ancien prix, ou qu'elle donnerait de plus forts salaires aux ouvriers existans; et un tel état de choses, avec une population qui ne peut pas s'accroître tout à coup, doit faire naître une demande de bras qui encourage si puissamment les efforts de ceux dont le travail n'était auparavant payé qu'à demi, ou qui n'étaient employés que la moitié du temps; ce qui est à la fois l'indice le plus sûr et le stimulant le plus efficace d'une richesse croissante. C'est une conséquence naturelle de ce que la valeur des produits estimée en travail s'accroît avec plus de rapidité que la population, et c'est ce qui offre un encouragement réel et salutaire à un nouvel accroissement de la population.

Quant au numéraire, cette mesure extrêmement utile de la valeur ne remplirait que bien imparfaitement ses fonctions si elle ne pouvait en aucune manière s'accommoder à des cas semblables, et si l'importation d'un produit précieux réduisait toujours d'autant le prix des autres produits indigènes. Mais ce cas est loin de la réalité, même en supposant qu'il n'y ait point de

nouvelle importation des métaux précieux. Lorsqu'un tel événement a lieu c'est précisément le moment où une plus grande activité est imprimée à la circulation du numéraire existant, et c'est alors qu'il est possible de mettre une plus forte somme de papier-monnaie en circulation sans faire baisser le cours des changes étrangers, ni hausser le prix du lingot et des marchandises. L'une ou l'autre de ces ressources, ou les deux à la fois seront employées, excepté dans les pays les plus barbares; et quoique, dans le cas de l'importation de marchandises étrangères qui entrent directement en concurrence avec celles du pays, il soit incontestable que ces dernières baisseront de prix, et que leurs producteurs seront pour un temps appauvris, il arrivera cependant très-rarement que d'autres marchandises qui ne souffrent point de cette concurrence éprouvent une baisse de leur valeur métallique; et au total il n'y aura pas de baisse de certaines denrées suffisante pour empêcher la hausse du prix métallique de la totalité des produits.

Il est cependant naturel de supposer

qu'on importera plus d'argent; et, dans le fait, une extension avantageuse du commerce étranger est précisément l'état des choses qui conduit plus directement à l'importation du numéraire. Car, qu'est-ce que le négociant qui exporte regarde précisément comme une extension avantageuse du commerce étranger lorsqu'il trafique avec des peuples civilisés? C'est sans contredit de pouvoir vendre ses exportations dans l'étranger pour une plus forte valeur qu'à l'ordinaire, estimée en métal; et par conséquent si les marchandises qu'il voudrait prendre en retour ne se vendaient pas chez lui à un prix tellement plus fort que l'importation en devînt profitable, il préférerait de prendre une partie ou la totalité de ses retours en numéraire. Mais si le rapport entre le montant de cette importation et les retours en marchandises, est le même qui existe entre tout le numéraire du pays et la totalité de ses produits, il est évident qu'il ne peut pas y avoir de raison qui empêche les produits du pays de continuer à circuler à leurs anciens prix, avec la seule exception des articles qui ont à re-

douter la concurrence directe des marchandises étrangères, exception qui ne serait jamais suffisante pour empêcher l'augmentation de la valeur de la masse totale des produits.

Je suis donc d'un avis tout-à-fait opposé à celui de M. Ricardo qui se trouve implicitement contenu dans le passage suivant : « Ainsi donc, la demande des produits de l'étranger et de ceux du pays ensemble est, quant à leur valeur, bornée dans tous les cas, par le revenu et par le capital national. Si l'un augmente, l'autre doit diminuer (1). » Il me semble que, dans presque tous les cas d'un commerce étranger avantageux, c'est un fait incontestable que la demande des produits étrangers et indigènes, pris ensemble, s'accroît réellement, et que l'augmentation de la valeur des produits étrangers n'entraîne pas une diminution proportionnée dans la valeur des produits indigènes.

Je serais cependant prêt à admettre que la demande des produits de l'étranger et de

(1) Ricardo. Des Principes de l'Économie politique. Chap. 7, p. 196, traduction française.

ceux du pays ensemble, quant à leur valeur, est bornée par le revenu et par le capital national ; mais, selon ma manière de considérer le sujet, le revenu national, qui se compose de la somme totale des fermages, des profits et des salaires, se trouve tout à coup augmenté décidément par les profits augmentés du négociant, sans qu'il y ait une diminution proportionnée de revenu dans aucune autre branche, tandis que M. Ricardo est clairement d'opinion que, quoique l'abondance des produits soit augmentée, le revenu national, quant à sa valeur, reste le même; et c'est parce que je m'oppose à la conclusion *implicite* plutôt qu'à la signification réelle du passage cité, que j'ai dit que cette conclusion y était contenue *implicitement*, au lieu de dire qu'elle l'était *expressément*.

Tout le monde conviendra que l'augmentation de la quantité des produits est un des effets les plus désirables du commerce étranger; mais je voudrais particulièrement fixer l'attention du lecteur sur un autre effet extrêmement important qui l'accompagne dans presque tous les cas, et qui est

rejeté expressément par M. Ricardo; je veux dire un accroissement du montant de la valeur échangeable. Ce second effet est tellement nécessaire pour faire naître un stimulant qui excite continuellement à l'industrie productive, et qui maintienne constamment un approvisionnement abondant des denrées, que, dans le petit nombre cas où cet effet ne se manifeste pas, on s'aperçoit à l'instant même d'une stagnation dans la demande de bras, et le progrès de la richesse est arrêté. Une extension du commerce étranger, d'après la maniere dont M. Ricardo l'envisage, devrait, selon moi, nous placer souvent dans la situation dans laquelle ce pays se trouvait au commencement de 1816, lorsque l'abondance et le bas prix du blé et d'autres denrées qui eut lieu tout à coup par suite d'un approvisionnement trop fort par rapport à la demande, diminua tellement la valeur du revenu national, qu'il ne suffisait plus à payer la même quantité de travail au même prix, dont il résulta, qu'au milieu de l'abondance, des journaliers se trouvèrent par milliers privés d'ouvrage; ce qui est un

avant-coureur très-affligeant mais presque inévitable d'une baisse des salaires en métal, qui seule, il est évident, pourrait rendre le revenu général du pays suffisant pour donner de l'occupation au même nombre d'ouvriers qu'auparavant, et permettre à la nation de reprendre un élan progressif, après avoir traversé une époque si désastreuse pour l'accroissement de la richesse.

M. Ricardo paraît toujours croire qu'il est tout-à-fait indifférent pour l'ouvrier, de pouvoir acquérir une plus grande quantité des choses nécessaires à la vie, par l'effet de la hausse du prix métallique du travail, ou par la baisse du prix métallique des vivres; mais ces deux cas, malgré la ressemblance apparente de leurs effets, peuvent être, et sont en général très-essentiellement différens. Une augmentation des salaires des ouvriers, qu'elle soit nominale ou réelle, suppose toujours que la distribution de la richesse existante donne à cette richesse une valeur croissante, qu'elle assure à toutes les classes ouvrières de l'occupation constante, et crée une demande de nouveaux produits et du capital moyennant

lequel on doit les obtenir. En un mot, c'est le signe infaillible de la vigueur et de la prospérité de l'état. Tandis que la baisse générale du prix métallique des choses nécessaires provient souvent d'une distribution si vicieuse des produits indigènes, qu'il est impossible de maintenir le montant total de leur valeur; dans un tel cas, une époque temporaire de manque d'ouvrage et de détresse est inévitable, même dans les circonstances les plus favorables; et bien des fois, ainsi qu'on ne le voit que trop souvent en jetant un regard sur les différens pays du globe, cette baisse dans le prix métallique des choses nécessaires est accompagnée d'un manque permanent d'occupation et de la misère la plus affreuse, qui sont les suites des pas rétrogrades de la richesse et de sa diminution permanente.

Le lecteur doit être pleinement convaincu qu'une forte baisse dans le prix de certains produits, soit par l'effet du perfectionnement des machines, soit par suite du commerce étranger, est parfaitement compatible avec un accroissement considérable et soutenu, non-seulement de la valeur

échangeable du produit total d'un pays, mais encore de la valeur échangeable de la totalité même de ces produits particuliers.

Il a déjà été dit à plusieurs reprises que la valeur totale des marchandises de coton fabriquées dans ce pays, s'est prodigieusement accrue, malgré la grande diminution de leur prix. On peut en dire autant du thé, dont la livre se vendait beaucoup plus cher qu'à présent lors de sa première importation; et il n'est guère douteux que, si nous cherchions à faire du vin chez nous en cultivant la vigne dans des serres chaudes, la valeur totale de ces vins serait bien au-dessous de ce que nous en consommons à présent, et n'encouragerait qu'une industrie bien moindre qu'aujourd'hui.

Lors même que le produit n'est pas de nature à avoir plus de débit par suite de la réduction de son prix, ce qui est bien rare, toutefois le capital et le travail qui resteront dans ce cas sans emploi, trouveront, en général, chez des nations entreprenantes et commerçantes, de nouveaux canaux dans lesquels ils se porteront, et où ils rapporteront des profits suffisans pour mainte-

nir, et souvent même pour accroître la valeur du revenu national. On doit remarquer en même temps, et c'est un point très-important, que c'est précisément parmi les cas de cette nature qu'on voit le petit nombre d'exceptions à la tendance générale et puissante que possède le commerce étranger d'augmenter la valeur du revenu national; et toutes les fois que ces exceptions ont lieu, c'est-à-dire, lorsque la valeur du revenu national est diminuée, même en l'estimant en monnaie, une détresse temporaire provenant d'une distribution vicieuse des produits est inévitable. Si cette diminution de valeur est estimée en travail, la détresse des classes ouvrières, et l'obstacle au progrès de la richesse subsisteront aussi long-temps que durera la diminution de valeur ainsi estimée. Et, si l'on pouvait prouver que, dans des circonstances particulières, un genre quelconque de commerce étranger tend constamment à diminuer la valeur des produits nationaux, estimée d'après le travail qu'ils peuvent payer dans le pays et dans l'étranger, un tel genre de commerce aurait sans doute l'effet d'opposer un ob-

stacle permanent au progrès de la richesse et de la population.

Les causes qui font augmenter la demande effective pour certains produits sont très-faciles à concevoir; mais on a regardé, avec raison, comme plus difficile à expliquer d'où vient l'activité générale de la demande qui se fait quelquefois si fortement sentir dans toute l'étendue d'un pays, et qui forme un contraste si frappant avec la sensation produite par ce que les négocians nomment le calme plat universel du commerce. Quant à la cause spécifique et immédiate de cette augmentation générale de la demande effective, il me semble certain que cela vient de ce que les produits sont tellement distribués, et mis à la portée des besoins et des goûts de la société, que le prix en monnaie auquel ils se vendent, équivaut à une plus grande quantité de travail national et étranger; et je suis disposé à croire que, si l'on soumettait à cette épreuve tous les cas remarquables qui se sont présentés, on ne la trouverait que rarement ou jamais en défaut.

Il est impossible, par exemple, de dou-

ter un instant que l'accroissement annuel des produits des États-Unis d'Amérique, estimés, soit en espèces métalliques, soit en travail national et étranger, n'ait été plus considérable que celui d'aucun autre pays connu, et que cela n'ait été dû en grande partie au commerce étranger, lequel, malgré la grande facilité de production dans le pays, a donné une valeur au blé et aux autres produits naturels du sol, égale à celle qu'ils ont dans beaucoup de pays de l'Europe, et a, par conséquent, donné aux Américains le pouvoir de disposer d'une quantité tout-à-fait extraordinaire des produits et du travail des autres pays, lorsqu'on la compare avec le travail qui a été employé aux objets que les Américains ont donné en échange. Il est également indubitable que, depuis 1793 jusqu'en 1814, la valeur échangeable de la totalité des produits en Angleterre, estimée, soit en travail domestique et étranger, soit en espèces métalliques, a reçu un grand accroissement chaque année. On a reconnu presque unanimement que l'extension de notre commerce étranger avait favorisé très-puis-

sassent cet accroissement de valeurs et de richesses; et, jusqu'à l'année de 1815, aucun signe ne semblait indiquer que la valeur croissante de nos importations eût la moindre tendance à diminuer la valeur de nos produits domestiques. La valeur des uns et des autres augmenta beaucoup et en même temps, estimée en métal ou en travail.

Mais, tandis que dans tous les pays sur lesquels il nous est possible d'avoir des notions, une augmentation de la valeur accompagne toujours l'accroissement de la prospérité et des richesses, je suis porté à croire qu'il serait impossible de citer un seul exemple d'un pays faisant un commerce florissant, et possédant une abondance croissante de denrées, dans lequel la valeur de la totalité des produits estimée en travail domestique et étranger, allât en diminuant ou restât même stationnaire. Et des deux manières dont le capital peut s'accumuler, desquelles M. Ricardo fait mention dans son Chapitre du commerce étranger, c'est-à-dire l'accroissement du revenu par suite de l'augmentation des profits, et la diminution de la dépense due au

bas prix des denrées (1), je crois que la seconde n'a jamais été, et ne pourra jamais devenir un stimulant efficace au développement permanent et non interrompu de l'accroissement de la richesse.

M. Ricardo dira peut-être, et avec raison, que, d'après sa propre manière de considérer la valeur, le commerce étranger doit l'accroître, aussitôt que plus de travail aura été employé à la production de la totalité des objets que le pays acquiert, et que l'abondance qui naît du commerce étranger, doit naturellement encourager cet emploi plus considérable de travail. Mais ce que je voudrais surtout faire sentir, c'est que le commerce étranger, ainsi que tout échange duquel il résulte une distribution mieux adaptée aux besoins de la société, tend naturellement et *immédiatement* à augmenter la valeur de cette portion du revenu national qui se compose de profits, sans causer de diminution proportionnée dans aucune autre branche, et que

---

(1) Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap. 7, p. 198, traduction française.

c'est précisément cet accroissement *immédiat* du revenu national, résultant de l'échange de ce qui a moins de valeur dans le pays contre ce qui en a davantage, qui donne à la fois et le pouvoir et la volonté d'employer plus de travail, et qui fait naître la demande active de bras, de produits et de capital, qui accompagne d'une manière frappante et presque universelle un commerce étranger florissant; tandis que la simple abondance de produits dont la valeur baisserait beaucoup par rapport au travail, commencerait évidemment par diminuer le pouvoir d'employer le même nombre d'ouvriers; et il s'ensuivrait infailliblement un engorgement temporaire et un défaut général de demande de bras, de produits et de capitaux, accompagné de la détresse qui est la suite ordinaire d'un engorgement.

M. Ricardo ne voit dans le commerce étranger qu'un moyen d'obtenir des produits à *meilleur marché*. Mais c'est ne faire attention qu'à la moitié des avantages de ce commerce, et je suis même fortement disposé à croire que ce n'en est pas même la

moitié. Au moins, quant à notre commerce, cette part des avantages est comparativement insignifiante. La grande masse de nos importations se compose d'articles à l'égard desquels il est impossible d'élever la question de savoir s'ils pourraient être produits chez nous à si bas prix que dans les pays étrangers. Si nous ne pouvions pas tirer de l'étranger les soies, le coton, l'indigo, le thé, le sucre, le café, le tabac, les vins de Porto, de Xérès, de Bordeaux et de Champagne, les amandes, les raisins secs, les oranges, les citrons, les diverses épices et drogues, ainsi que beaucoup d'autres produits particuliers aux climats étrangers, il est sûr que nous en serions tout-à-fait privés. Il serait tout-à-fait absurde de chercher à calculer l'avantage de les importer, en raison de leur bas prix, en comparant cette dépense avec la quantité de travail et de capital que ces objets auraient pu coûter, si on avait essayé de les produire chez nous. Jamais, en effet, une semblable tentative ne pourrait venir à l'esprit de personne. Si, par supposition, il était possible de faire chez nous du bon vin de Bordeaux à 10 l. st.

la bouteille, peu de gens ou personne n'en boiraient, et, par conséquent, la quantité de travail et de capital réellement employée en ce moment à l'acquisition de ces denrées est sans comparaison plus grande qu'elle ne le serait si nous ne les importions pas.

Il est donc évident qu'il faut estimer l'avantage que nous retirons d'un tel commerce, d'après un principe différent. C'est d'après le principe simple et évident qui a été souvent indiqué comme le fondement de toute transaction d'échange, soit dans le pays, soit à l'étranger, c'est-à-dire, l'accroissement de valeur qui résulte d'échanger un objet dont on a moins besoin, contre un autre qui nous est plus utile. Quand nous aurions, moyennant l'exportation de nos produits indigènes, obtenu en retour toutes les denrées étrangères dont nous avons parlé ci-dessus, nous serions fort embarrassés de dire si la *somme totale* des choses que nous possédons s'est accrue ou diminuée, mais nous aurions une pleine certitude que la nouvelle distribution des produits qui s'est opérée, en nous fournissant des objets beaucoup plus en rapport

avec nos besoins et nos goûts que les articles que nous avons exportés en échange, a incontestablement augmenté la valeur échangeable de ce que nous possédons, ainsi que nos moyens de jouissance et notre richesse.

En considérant donc les effets du commerce étranger sur la valeur échangeable sous un point de vue différent de celui qu'a pris M. Ricardo, je soutiens que l'extension des débouchés est, dans sa tendance générale, favorable au plus haut degré, à cet accroissement de valeur et de richesse qui provient de la distribution.

SECTION IX.

De la distribution occasionée par les consommateurs improductifs, considérée comme moyen d'augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits.

La troisième cause fondamentale qui tend à maintenir et à augmenter la valeur des produits en favorisant leur distribution, c'est l'emploi des ouvriers improductifs, ou d'une proportion convenable de consommateurs improductifs.

Nous avons déjà montré que, pendant une accumulation rapide de capital, ou,

pour mieux dire, pendant la transformation rapide du travail improductif en travail productif, la demande, comparée à l'offre des produits matériels, doit manquer avant le temps, et il cessera d'y avoir des motifs pour une nouvelle accumulation, avant qu'elle soit arrêtée par l'épuisement du sol. Il s'ensuit que, à moins de supposer la consommation des classes productives plus forte qu'elle ne l'est en effet, surtout lorsque ces classes tendent, par une marche rapide, à économiser sur le revenu pour ajouter au capital, il est absolument nécessaire qu'un pays qui a de grands moyens de production, possède un corps de consommateurs improductifs.

Les lois primordiales de la nature ont réglé la fertilité de la terre, les pouvoirs donnés à l'homme de substituer l'action des machines au travail manuel, et les motifs qui l'excitent à agir dans le système de la propriété individuelle, de manière à permettre qu'une certaine portion de la société pût jouir de loisir; et si un certain nombre d'individus rejetait ce don bienfaisant, non-seulement il y aurait un bien positif

de perdu qui aurait pu être ainsi obtenu, mais le reste de la société, bien loin de gagner à cette abnégation de soi-même, y perdrait certainement.

Nous avons déjà dit que les ressources de l'économie politique n'allaient pas jusqu'à pouvoir déterminer quelle est la proportion entre les classes productives et les classes improductives d'une société qui offre le plus grand encouragement à l'accroissement soutenu de la richesse. Cela doit dépendre d'un grand nombre de circonstances, et surtout de la fertilité du sol et du progrès de l'invention des machines. Un sol fertile et un peuple ingénieux peuvent, non-seulement entretenir une proportion considérable de consommateurs improductifs sans préjudice, mais ils peuvent avoir un besoin absolu d'une telle classe de consommateurs pour donner de l'activité aux facultés de production que le pays possède. Au contraire, avec un sol ingrat et une population peu intelligente, vouloir entretenir une classe de consommateurs improductifs, cela ferait abandonner la culture de beaucoup de terrains, et con-

duirait infailliblement à l'appauvrissement et à la ruine du pays.

Une autre cause qui rend impossible d'établir quelle proportion entre les classes improductives et les classes productives est la plus favorable à l'accroissement de la richesse, c'est la différence dans les degrés de consommation faite par les producteurs eux-mêmes.

On dira peut-être qu'on ne peut avoir aucun besoin de consommateurs improductifs, si ceux qui sont occupés à la production font une consommation suffisante pour maintenir la valeur des produits.

Quant aux capitalistes dont les fonds ont cet emploi, ils ont certainement le pouvoir de consommer leurs profits, ou le revenu qu'ils tirent de l'emploi de leurs capitaux; et s'ils consommaient tout ce revenu, sauf ce qui pourrait être ajouté à leur capital avec avantage, et de manière à favoriser le plus l'accroissement de la production et l'augmentation de la consommation, dans ce cas, il n'y aurait guère besoin de consommateurs improductifs. Mais, une telle consommation est incompatible avec les

habitudes réelles de la plupart des capitalistes. Le but principal de toute leur vie, c'est de parvenir à amasser une fortune à force d'économie, parce qu'ils sentent qu'il est de leur devoir d'assurer l'existence future de leurs familles, et parce qu'il est impossible qu'ils dépensent leur revenu avec autant d'agrément pour eux-mêmes, pendant qu'ils sont obligés de passer peut-être sept à huit heures par jour dans un comptoir.

Il a été établi comme une espèce d'axiome parmi quelques auteurs, que les besoins de l'espèce humaine peuvent être considérés comme étant dans tous les temps proportionnés à leurs facultés; mais cette proposition n'est pas toujours vraie, même dans les cas où une fortune s'acquiert sans travail; et, quant à la grande masse des capitalistes, l'expérience contredit complètement la proposition. Presque tous les négocians et manufacturiers épargnent, dans des temps prospères, beaucoup plus rapidement que le capital national ne pourrait s'accroître, de manière à maintenir la valeur des produits. Mais, si cela est exact

par rapport à la grande majorité des individus de ces classes, en les prenant l'un dans l'autre, il est tout-à-fait évident que, avec leurs habitudes actuelles, ils ne peuvent pas s'offrir les uns aux autres un débouché suffisant pour l'échange de leurs différens produits.

Il faut donc qu'il y ait une classe nombreuse d'autres consommateurs pour que les classes mercantiles puissent continuer à étendre leur commerce, et réaliser leurs profits. Dans cette classe, les propriétaires fonciers occupent, sans contredit, le premier rang, mais si les facultés de production parmi les capitalistes sont considérables, la consommation des propriétaires, jointe à celle des capitalistes mêmes et de leurs ouvriers, peut se trouver encore insuffisante pour maintenir et augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits, c'est-à-dire, pour faire que la baisse du prix soit plus que compensée par le surcroît de la quantité des produits. Dans ce cas, les capitalistes ne pourront pas conserver leurs habitudes d'économie, il faudra qu'ils consomment plus, ou qu'ils produisent moins;

et, lorsque le simple plaisir de faire de la dépense, sans être accompagné d'une amélioration dans la position locale, et d'un avancement de rang, est mis en parallèle avec le travail prolongé qu'exigent les affaires pendant la plus grande partie de la journée, il est probable qu'un grand nombre de capitalistes donneront la préférence à la seconde alternative, et produiront moins. Mais si, pour mettre d'accord la demande avec l'offre, une diminution permanente de production a lieu, plutôt qu'une augmentation de consommation, le total de la richesse nationale, qui se compose de ce qui est produit et consommé, et non de l'excédant des produits par delà les consommations, doit se trouver décidément diminué.

M. Ricardo parle souvent de l'économie comme si c'était un but et non un moyen. Cependant, même par rapport aux individus pour lesquels cette manière de voir se rapproche le plus de la vérité, il faut avouer que le but ultérieur de l'épargne, c'est de pouvoir dépenser et jouir. Mais, pour ce qui regarde la richesse nationale, il

est impossible de jamais considérer l'économie autrement que comme un moyen. Il se peut que, par l'effet du bas prix des produits et l'économie qui en résulte pour la dépense des consommateurs, on puisse obtenir le même excédant de produits par delà la consommation que par l'effet d'un grand accroissement des profits sans diminution de la consommation; et, si l'économie était un but, on l'atteindrait également dans les deux cas. Mais l'économie est un moyen de fournir un approvisionnement croissant pour satisfaire à des besoins nationaux croissans. Toutefois, si les produits sont déjà si abondans qu'il ne s'en consomme pas une quantité suffisante, le capital ainsi épargné, et dont l'effet est d'augmenter encore l'abondance des produits et de faire baisser davantage des profits déjà réduits, ce capital, dis-je, ne peut être comparativement que d'une très-petite utilité. D'un autre côté, si les profits sont élevés, c'est un signe certain que les produits sont rares par rapport à leur demande, que les besoins de la société exigent un prompt approvisionnement, et qu'un surcroît des moyens de pro-

duction, en épargnant une portion considérable du nouveau revenu créé par les hauts profits, et en ajoutant au capital, doit être d'un avantage positif et permanent.

L'économie des revenus de l'état, considérée comme un moyen d'accroître la production, est donc restreinte dans des limites beaucoup plus étroites que l'économie des particuliers. En même temps que quelques individus continuent à faire de la dépense, d'autres peuvent continuer à faire des économies très-considérables, mais les économies de l'état, ou la balance des produits sur les consommations, par rapport à la masse totale des productions et des consommateurs, doit être nécessairement limitée par la somme qui peut être employée avec avantage à satisfaire à la demande des produits; et pour faire naître cette demande, il faut qu'il y ait une consommation suffisante, soit parmi les producteurs eux-mêmes, soit dans les autres classes de consommateurs.

Adam Smith a fait l'observation « que le désir des alimens est borné dans chaque homme par le peu de capacité de son es-

tomac ; mais le désir des objets commodes et de décoration relatifs aux édifices, à l'habillement, aux équipages et à l'ameublement, paraît ne point avoir de limites, ou ne pas en avoir de certaines. » C'est une vérité incontestable que ce désir n'a pas de limites certaines ; mais supposer qu'il est sans bornes doit paraître une expression trop forte, si l'on considère combien il doit dans le fait se trouver restreint par le goût de l'indolence qui agit en sens contraire, ou par le désir général qu'ont tous les hommes d'améliorer leur condition, et de pourvoir à l'existence future de leurs familles ; et ce principe est, de l'aveu d'Adam Smith même, plus fort en général que le principe qui excite à dépenser (1). Mais c'est assurément faire l'application la plus manifestement fausse de cette proposition, quelque sens raisonnable qu'on puisse lui donner, que de dire qu'il n'y a d'autre limite à l'épargne et à l'emploi du capital que la difficulté de se procurer des subsistances. On fonde ainsi

(1) Richesse des nations. Tome II, liv. II, chap. 2, p. 19, 6e. édition anglaise.

une doctrine sur le désir illimité de l'espèce humaine pour consommer, et ensuite on suppose ce désir limité dans le but d'épargner le capital; on dénature ainsi complètement les prémisses, et cependant on soutient encore que la doctrine est vraie. Qu'une consommation faite par les producteurs ou par d'autres, ait toujours lieu en quantité suffisante pour maintenir et augmenter de la manière la plus efficace la valeur échangeable de tous les produits, et je serai très-disposé à convenir qu'il n'y a d'autres bornes à l'emploi du capital national, dont l'accroissement n'excède pas une telle proportion, que les limites qui restreignent le pouvoir de faire subsister la population. Mais il me semble tout-à-fait évident en théorie, et universellement confirmé par l'expérience, que l'emploi d'un capital qui s'est trop rapidement accru par l'effet des habitudes de parcimonie, peut trouver, et trouve souvent en effet une limite, long-temps avant qu'il y ait une difficulté réelle de se procurer les moyens de subsistance; et que le capital, ainsi que la population, peuvent à la fois et pendant des époques très-longues se

trouver surabondans, comparativement à la demande effective pour les produits.

Quant aux besoins de la société en général, j'ajouterai que c'est, à mon avis, envisager la question d'une manière partielle et étroite que de considérer uniquement l'envie de dépenser ce que l'on possède réellement. Ce n'est qu'une partie très-peu importante de la question que d'établir qu'un homme ayant cent mille livres sterling de rente ne refusera pas l'offre de dix mille livres, ou de poser en principe général que les hommes ne sont jamais disposés à refuser les moyens d'accroître leur pouvoir et leurs jouissances. Le fond de la question au sujet des besoins de l'espèce humaine porte sur le pouvoir que ces besoins ont d'exciter les hommes à faire les efforts nécessaires pour acquérir les moyens de dépenser. Il est hors de doute que la richesse produit des besoins; mais c'est une vérité encore plus importante, que les besoins produisent la richesse. Chacune de ces deux causes agit et réagit sur l'autre; mais quant à la prééminence et à l'importance relative de chacune, l'avantage appartient aux besoins qui

excitent à l'industrie; et pour ce qui est de ces besoins, il paraît qu'au lieu d'être toujours prêts à seconder les facultés physiques de l'homme, ils exigent pour se développer le concours de tous les encouragemens et de tous les moyens. La plus grande de toutes les difficultés qui se présentent lorsqu'il s'agit de convertir des pays barbares et mal peuplés en états civilisés et populeux, c'est de leur inspirer les besoins les mieux calculés pour exciter leurs efforts vers la production de la richesse. Un des plus grands bienfaits du commerce étranger, et la raison qui l'a toujours fait regarder comme étant un élément presque indispensable pour le progrès de la richesse, c'est la tendance qu'il a d'inspirer de nouveaux besoins, de faire naître de nouveaux goûts et de fournir des motifs nouveaux pour devenir industrieux. Même les pays avancés en civilisation ne peuvent se passer d'aucun de ces stimulans. Ce n'est pas une occupation bien amusante que de passer huit heures par jour dans un comptoir; aussi ne s'y soumet-on, une fois qu'on est parvenu à se procurer les choses nécessaires ou utiles dont on a

ordinairement besoin, qu'autant que des motifs suffisans pour faire un tel sacrifice se présentent à l'esprit de l'homme qui se livre aux affaires. Parmi ces motifs il faut compter certainement le désir d'avancer en considération, et de rivaliser avec les propriétaires quant aux jouissances qui résultent du loisir et de la possession des objets de luxe, indigènes ou étrangers.

Mais le désir de réaliser une fortune afin d'assurer le bien-être futur de sa famille est peut-être le motif le plus général qui engage ceux dont le revenu dépend de leur intelligence et de leurs efforts à persévérer dans le travail. Quelque éloge qu'on puisse faire de la parcimonie ou de l'économie, considérée comme un devoir *public*, il est indubitable que, dans des cas innombrables, c'est un devoir *privé* des plus sacrés et obligatoires ; et si ce motif si légitime et méritoire qui fait persévérer dans l'industrie, était dans le moindre degré affaibli, il est impossible que la richesse et la prospérité du pays n'en souffrissent pas singulièrement. Mais si, faute d'autres consommateurs, les capitalistes étaient forcés de con-

sommer tout ce qui ne pourrait pas être ajouté avec avantage au capital national, les motifs qui les soutiennent dans leurs occupations journalières, perdraient beaucoup de leur force, et les mêmes facultés de production ne seraient plus mises en action.

Il est donc clair que, dans l'état ordinaire de la société, les producteurs propriétaires et les capitalistes, quoiqu'ils aient les moyens, n'ont pas la volonté de consommer autant qu'il le faudrait. Et quant à leurs ouvriers, il faut convenir que, s'ils en avaient la volonté, ils n'en auraient point les moyens. Il est en effet très-important de se convaincre qu'aucun pouvoir de consommer de la part des classes ouvrières, ne peut par lui seul, et d'après les motifs ordinaires qui influent sur l'homme, fournir assez d'encouragement pour l'emploi du capital. Ainsi que je l'ai déjà dit, personne n'emploiera jamais un capital par la raison seule de la demande occasionée par les personnes qui travaillent pour lui. A moins que les ouvriers ne produisent un excédant de valeur par delà ce qu'ils consomment,

dont le capitaliste puisse avoir besoin lui-même en nature, ou qu'il puisse échanger avantageusement contre quelque objet qu'il désire posséder pour s'en servir dans le moment, ou dans l'avenir, il est évident qu'il n'emploiera pas son capital pour nourrir ces ouvriers. A la vérité, quand cette nouvelle valeur se trouve créée et qu'elle fournit des motifs assez puissans pour engager à l'économie et à l'emploi des capitaux, pour lors le pouvoir de consommer qu'auront les ouvriers fera assurément accroître de beaucoup la totalité de la demande nationale, et donnera lieu à l'emploi d'un capital beaucoup plus considérable.

Il est fort à désirer que les classes ouvrières soient bien payées, par une raison bien plus importante que toutes les considérations relatives à la richesse; je veux dire, pour le bonheur de la grande masse de la société. Il y a des personnes qui croient que les consommateurs improductifs ne peuvent pas être nécessaires comme un stimulant à l'accroissement de la richesse, si les classes productives consomment une part suffisante de ce qu'elles produisent; mais je

ferai observer à ceux qui pensent ainsi, qu'une grande augmentation de consommation parmi les classes ouvrières devant augmenter beaucoup les frais de production, cela doit faire baisser les profits, et diminuer ou détruire les motifs qui engagent à accumuler, avant que l'agriculture, les manufactures et le commerce aient atteint un certain degré de prospérité. Si chaque ouvrier venait à consommer le double du blé qu'il consomme à présent, un tel surcroît de demande, bien loin d'encourager la richesse, ferait probablement abandonner la culture de beaucoup de terrains, et amènerait une grande diminution du commerce intérieur et extérieur.

Mais il y a certainement fort peu de danger de voir la richesse diminuer par cette cause. Par l'effet du principe qui règle la population tout tend vers le côté opposé, et il y a bien plus raison de craindre que les classes ouvrières ne consomment trop peu pour leur bien-être, que de les voir consommer trop, au point de nuire à l'accroissement convenable de la richesse. Je n'ai même fait mention de cette circonstance

que pour faire voir que, dans la supposition du cas impossible d'une si forte consommation parmi les producteurs actifs, une telle consommation ne serait pas de nature à donner à la richesse tout le développement dont elle est susceptible.

On pourra peut-être dire que, quoique d'après les lois qui règlent l'accroissement de la population, il ne soit nullement probable que les salaires en blé se maintiennent long-temps très-élevés, néanmoins la même consommation pourrait avoir lieu si les classes ouvrières ne travaillaient pas autant d'heures par jour, et s'il fallait employer un plus grand nombre de journaliers dans chaque occupation. J'ai toujours pensé avec peine que beaucoup d'individus des classes ouvrières dans ce pays font un travail beaucoup trop fort et qui nuit à leur santé, à leur bonheur et au développement de leur esprit; et si l'on pouvait donner plus de relâche à leurs pénibles travaux, avec une perspective assez probable qu'ils emploieraient les heures de loisir à des passe-temps innocens, et à une instruction utile, je regarderais un tel avantage comme

n'étant pas trop chèrement payé par le sacrifice d'une portion de la richesse nationale et des progrès de la population. Mais je n'aperçois pas de probabilité, ni même de possibilité d'atteindre ce but; car, ce serait une injustice criante que de vouloir se mêler de prescrire en général aux personnes parvenues à l'âge mûr, de quelle manière elles doivent user de la propriété qui constitue leur principale richesse, c'est-à-dire, de leur travail : le législateur qui essayerait de faire des règlemens en opposition directe avec un des principes les plus généraux d'après lequel se règlent les transactions de la société, échouerait inévitablement et nécessairement dans sa tentative. Il est tout-à-fait évident que sur ce point rien ne peut être opéré que par les classes ouvrières elles-mêmes; et il est peut-être plus raisonnable de s'attendre même à voir les ouvriers acquérir assez de prudence pour maintenir le taux de leurs salaires constamment élevé, que de les voir renoncer à entrer en concurrence les uns avec les autres pour de l'ouvrage. Un homme qui, avant de se marier, épargne par prévoyance quelque chose pour sa fa-

mille future, recueille les heureux fruits de sa prudence, quoique d'autres ne suivent pas son exemple; mais, à moins d'une résolution simultanée des classes ouvrières de travailler moins d'heures par jour, les individus qui tenteraient de borner ainsi leurs efforts se verraient nécessairement réduits à un état de besoin et de misère, comparativement aux ouvriers plus laborieux. Si la supposition que je viens de faire se réalisait, non par suite d'une résolution spontanée, qui n'est guère possible, mais par l'effet des habitudes d'une insouciante ignorance, qui règnent si souvent parmi les ordres moins cultivés de la société, il est bien reconnu combien un tel loisir aurait peu de valeur; et tandis que de telles habitudes opposeraient un obstacle prématuré aux progrès des profits et de la population, elles ne produiraient rien en même temps qui pût compenser une telle perte.

Il est donc clair que, sauf la seule exception du plus haut degré de prudence que les classes ouvrières de la société peuvent acquérir par l'effet d'une meilleure

éducation et d'une culture plus générale de leur esprit, qui peut occasioner une plus grande consommation de denrées parmi les ouvriers producteurs, toutes les autres .causes ont une tendance directement opposée. Il est également évident qu'en général, tout ce surcroît de consommation, qu'il soit désirable ou non à d'autres égards, doit toujours avoir l'effet déterminé d'empêcher la richesse et la population d'un pays régi d'après le système de l'appropriation des biens, d'atteindre au point où elles arriveraient si les frais de production n'avaient pas été ainsi augmentés.

On pourra peut-être penser que les propriétaires fonciers ne manqueraient pas de suppléer au manque de demande et de consommation qui pourrait exister parmi les producteurs, et que ces deux classes ensemble laisseraient peu de chances de rien qui approchât d'une surabondance de capital. Il n'est pas aisé de déterminer d'après l'expérience quel pourrait être le résultat de la distribution la plus favorable de la propriété foncière, mais l'expérience nous

apprend certainement que, dans la distribution des terres telle qu'elle existe actuellement dans la plupart des pays de l'Europe, la demande des propriétaires, jointe à celle des producteurs, n'a pas toujours suffi pour lever tous les obstacles qui rendent difficile l'emploi du capital. Dans l'exemple cité dans un des chapitres précédens, et qui est arrivé dans ce pays au milieu du siècle passé, il faut qu'il y ait eu beaucoup de difficulté dans le placement des capitaux, sans quoi les créanciers de l'état n'eussent jamais consenti à une réduction de l'intérêt de 4 pour 100, à 3 et demi, et ensuite à 3, plutôt que d'avoir accepté l'offre d'être remboursés du capital de leurs créances. Et ce qui prouve pleinement que cette diminution dans le taux de l'intérêt et des profits fut causée par une surabondance de capital et un manque de demande de denrées, plutôt que par la difficulté d'en faire produire au sol, c'est le bas prix du blé à cette même époque, et le changement très-remarquable qui s'est opéré ensuite dans l'intérêt et dans les profits.

Un exemple semblable eut lieu en Italie

en 1685, lorsque le Pape ayant réduit l'intérêt de sa dette de 4 à 3 pour 100, la valeur du principal monta ensuite à 112; et néanmoins les états du Pape n'ont jamais été assez bien cultivés pour occasioner un taux aussi bas de l'intérêt et des profits, en raison de la difficulté d'obtenir la subsistance pour le journalier. Si la distribution de la propriété eût été plus favorable, il ne peut pas exister de doute qu'il aurait pu y avoir une demande pour les produits de l'agriculture et des manufactures, suffisante pour empêcher, pendant bien des années, l'intérêt de l'argent de baisser au-dessous de 3 pour 100. Dans ces deux cas, la demande des propriétaires s'est jointe à celle des classes productives.

Mais si les entrepreneurs d'industrie, par l'effet du louable désir qu'ils ont d'améliorer leur condition, et de pourvoir aux besoins d'une famille, ne consomment pas assez pour donner un encouragement suffisant à l'accroissement de la richesse; si les ouvriers producteurs, en augmentant leur consommation, supposé qu'ils aient les moyens de le faire, nuisent plus

à l'accroissement de la richesse en diminuant le pouvoir de production, qu'ils ne peuvent le favoriser en augmentant la demande des produits; et, si enfin, la dépense des propriétaires, jointe à celle des deux classes précédentes, se trouve être insuffisante pour maintenir et augmenter la valeur des choses produites, par qui la consommation requise se fera-t-elle, si ce n'est par les ouvriers improductifs d'Adam Smith?

Il doit y avoir dans tout état un corps d'ouvriers improductifs; car, outre les domestiques à gages dont on a besoin, il faut qu'il y ait des hommes d'état pour le gouverner, des soldats pour le défendre, des juges et des avocats pour administrer la justice et protéger les droits des individus, des médecins et des chirurgiens pour traiter les maladies et panser les blessures, et un clergé pour instruire les ignorans et pour administrer les consolations de la religion. On n'a jamais connu de nation civilisée qui ait existé sans avoir une certaine portion de toutes ces classes de la société, outre

celles qui sont directement employées à la production. Elles paraissent donc absolument nécessaires jusqu'à un certain point. Mais c'est peut-être une des plus importantes questions pratiques qui peuvent se présenter à notre examen, que de savoir si ces classes, quelque nécessaires et utiles qu'elles puissent être, ne doivent pas cependant être considérées comme enlevant à un pays une quantité proportionnée de ses produits matériels, et une partie de son pouvoir de maintenir une population considérable ; ou bien, si elles offrent de nouveaux motifs qui favorisent la production, et tendent à donner à la richesse nationale un développement qu'elle ne pourrait jamais atteindre sans cette influence.

La solution de cette question dépend évidemment, en premier lieu, de la résolution de la question fondamentale, si le capital d'un pays peut ou ne peut pas être surabondant ; c'est-à-dire, si les motifs qui engagent à accumuler, peuvent être affaiblis ou détruits par le défaut d'une demande effective, long-temps avant qu'ils

le soient par la difficulté d'obtenir la subsistance des ouvriers ; et en second lieu, si, en admettant la *possibilité* d'une telle surabondance, il y a des raisons suffisantes pour croire que ce soit un événement probable dans les habitudes actuelles de l'espèce humaine.

Dans le chapitre sur les Profits, et plus particulièrement dans la troisième section du présent chapitre, où j'ai considéré l'effet de l'accumulation comme excitant à l'accroissement de la richesse, je me flatte d'avoir résolu d'une manière satisfaisante la première de ces questions. Et dans la présente section, j'ai fait voir que les habitudes actuelles et les usages des classes productives, chez les nations les plus cultivées, ne les portent pas à consommer une si grande proportion de ce qu'elles produisent, lors même qu'elles sont aidées par les propriétaires, pour empêcher qu'elles n'éprouvent souvent de la peine à trouver un emploi pour leurs capitaux. Nous pouvons donc conclure, avec peu de risque de nous tromper, que la classe des ouvriers improductifs est non-seulement nécessaire

pour le gouvernement, la protection, la santé et l'instruction d'une nation, mais qu'elle est nécessaire aussi pour mettre en jeu l'activité requise pour donner un entier développement à ses ressources physiques.

Quant aux individus compris dans les classes improductives, et quant à la manière dont ils doivent subsister, il me semble que tout le monde conviendra que ceux qui sont payés volontairement par les particuliers paraissent devoir être les plus utiles en encourageant l'industrie, et qu'ils semblent les moins susceptibles de nuire en influant sur les frais de production. On peut présumer que personne ne prend un domestique à son service, à moins d'avoir de quoi lui payer ses gages, et que l'espoir de se procurer cet agrément est un motif aussi puissant pour l'engager au travail que l'envie d'avoir des rubans et des dentelles. Toutefois, pour faire voir que la richesse des nations dépend beaucoup plus de la proportion des parties dont elle se compose, que d'aucunes règles positives sur les avantages du travail productif et du travail improductif en général, il n'est

peut-être pas inutile de rappeler au lecteur que, quoique l'emploi d'un certain nombre de personnes en qualité de domestiques à gages soit, sous tous les rapports, désirable, il n'y a peut-être pas un goût plus nuisible au progrès de la richesse que celui qui donnerait une préférence marquée au plaisir d'avoir des domestiques à son service, qu'à la possession des produits matériels (1). On peut cependant s'en rapporter là-dessus, presque toujours, aux penchans des individus; et l'on conviendra en général que la question n'offre guère de difficulté par rapport aux classes qui vivent d'une rétribution volontaire, quoique la solution de la question offre beaucoup plus de difficulté par rapport aux classes qui sont payées sur le produit des impôts.

Pour ce qui regarde ces dernières classes, qui comprennent les hommes d'état, les soldats, les matelots, et ceux qui vivent sur les intérêts de la dette publique, il faut convenir qu'ils contribuent puissam-

(1) Voyez Chap. 1, p. 16.

ment à favoriser la distribution et la demande ; ils occasionent souvent une division des propriétés plus favorable au progrès de la richesse qu'elle ne l'aurait été autrement, ils assurent la consommation nécessaire pour donner l'encouragement convenable à la production ; et le désir de continuer à avoir le même nombre de jouissances, en dépit de l'impôt qu'on paye, doit souvent exciter les efforts de l'industrie avec autant d'énergie que le désir de payer un avocat ou un médecin. Toutefois, pour balancer ces avantages, qui en eux-mêmes sont incontestables, il faut convenir que des impôts imprudemment levés peuvent arrêter l'accroissement de la richesse à une époque quelconque de son progrès, soit dès son commencement, soit plus tard (1) ; et il faut avouer aussi

---

(1) Si l'on obligeait le cultivateur d'une certaine portion de terrain fertile à entretenir deux hommes et deux chevaux pour le service de l'état, cela pourrait, dans quelques cas, avoir l'effet de l'engager à cultiver davantage, et à créer plus de richesses qu'il n'en aurait fait autrement, pendant qu'il pourrait rester personnellement aussi riche que par le passé, et que la nation n'en serait que plus

que les impôts, même ceux qui sont le plus judicieusement assis, peuvent à la longue devenir onéreux au point d'obstruer tous les canaux du commerce étranger et domestique, et d'empêcher presque la possibilité d'accumuler.

L'effet que les classes des ouvriers improductifs qui subsistent au moyen de l'impôt, peuvent produire sur la richesse nationale, doit donc varier selon les pays, et dépendra entièrement des facultés productives de chacun, et de la manière dont les impôts y seront levés. Comme il n'est pas probable que de grandes facultés de production soient mises en jeu, ou que lorsqu'elles sont une fois en activité, elles puissent s'y maintenir sans une grande consommation, je suis assez porté à croire

---

riche ; mais si l'on imposait une pareille charge au cultivateur d'une portion égale de mauvais terrain, cette propriété pourrait dès le moment même ne plus valoir la peine d'être exploitée, et, par une conséquence naturelle ce fonds de terre serait abandonné. Un impôt lourd et mis indistinctement sur le produit brut, pourrait sur-le-champ répandre la désolation dans un pays qui, sous un meilleur système d'administration, serait susceptible de produire une richesse considérable.

qu'il a dû y avoir dans le fait des cas où la richesse nationale a été puissamment encouragée par la consommation des personnes qui vivent du produit de l'impôt. Cependant l'impôt est un stimulant dont il est si facile d'abuser de toutes les manières, et il est d'une nécessité si absolue pour les intérêts généraux de la société que la propriété individuelle soit regardée comme sacrée, que ce n'est qu'avec la plus grande circonspection qu'on peut confier à un gouvernement quelconque les moyens de changer la distribution de la richesse, dans des vues du bien général. Mais lorsque, soit par nécessité, soit par erreur, une différente distribution s'est réellement opérée, et que le mal, pour ce qui regarde la propriété individuelle, a été fait, il serait assurément très-imprudent de tenter, au prix d'un grand sacrifice temporaire, de revenir à la distribution antérieure, sans avoir dûment considéré auparavant si cela serait réellement avantageux; dans le cas où on l'effectuerait, c'est-à-dire, sans déterminer si, dans les circonstances où se trouve le pays, et en prenant en considération ses facultés

de production, il n'y aurait pas plus à perdre par le manque de consommation, qu'à gagner par la diminution des impôts.

Si l'on n'éprouvait aucune sorte de difficulté pour le placement des capitaux, pourvu que le prix du travail fût assez bas, le chemin pour arriver à la richesse nationale serait tout droit, quoiqu'il pourrait ne pas être toujours aisé, et notre seul but serait d'économiser sur le revenu, et d'empêcher l'augmentation des consommateurs improductifs. Mais, s'il est vrai que les plus grands pouvoirs de production deviennent comparativement inutiles sans une consommation suffisante, et qu'une distribution convenable des produits est aussi nécessaire pour l'accroissement soutenu de la richesse, que les moyens qui servent à la produire, il s'ensuit que, dans des cas de cette nature, la question dépend des proportions; et ce serait le comble de la témérité d'avancer que, dans toutes les circonstances, la diminution d'une dette nationale et la suppression des impôts doivent nécessairement tendre à augmenter la richesse nationale, et donner de l'occupation aux classes ouvrières.

Si l'on suppose, dans un pays riche et bien peuplé, un tel accroissement de ses facultés productives que le tiers du travail employé auparavant puisse suffire pour obtenir la totalité de ses produits, pourrait-on raisonnablement douter que la principale difficulté dans ce cas, ne consistât dans la manière d'effectuer une distribution des produits propre à donner de l'activité à ces grandes facultés de production? Ce serait en vérité une chose bien étrange de regarder le don de pareilles facultés comme un mal; et cependant c'en serait un des plus grands et des plus graves, si l'effet de ces facultés était d'accroître le produit net aux dépens du produit brut, et de la population. Mais si, au lieu de cela, une distribution plus favorable de produits abondans avait lieu; si les individus les plus intelligens parmi les classes ouvrières parvenaient à être inspecteurs de travaux, commis de différentes espèces et détaillans, tandis que plusieurs individus qui exerçaient ces états auparavant, ainsi qu'un grand nombre d'autres ayant reçu une assez bonne éducation, auraient acquis un droit à un revenu

sur le produit général, et pourraient vivre sur leurs hypothèques presque sans travailler, quelle organisation perfectionnée de la société un tel état de choses ne présenterait-il pas! Et en même temps combien la valeur du produit brut et la population iraient en augmentant avec rapidité! Par l'effet du principe de la concurrence, dont il est impossible de se passer, on ne pourrait pas, ainsi que je l'ai déjà dit, faire jouir de beaucoup plus de loisir ceux qui travaillent de leur corps; mais, le nombre bien plus grand de chances heureuses mises à la portée des efforts de l'industrie et de l'intelligence, améliorerait très-essentiellement la condition des classes ouvrières, et, somme totale, la société jouirait d'une aisance et d'un bonheur plus grands. Je ne prétends pas qu'une telle distribution soit d'une exécution aisée, je veux dire seulement que, *avec* une telle distribution les facultés supposées seraient d'une prodigieuse utilité pour la société, et que *sans* cette distribution, ou *sans* un changement dans les goûts tel qu'il pût assurer une consommation équivalente, les facultés en question

seraient plus nuisibles que si elles n'eussent point existé.

Il s'agit donc de savoir si la Grande-Bretagne, dans son état actuel, avec les grandes facultés de production qu'elle possède incontestablement, ne ressemble pas un peu au cas supposé, et si, sans un corps de consommateurs improductifs, tels que ceux qui subsistent de l'intérêt de la dette nationale, il eût été possible de donner le même encouragement à la production, et de déployer les mêmes facultés. Dans l'état actuel de la division de la propriété foncière, il me paraît indubitable que les revenus reçus et dépensés par les créanciers de l'état, sont plus favorables à la demande de la grande masse des produits manufacturés, et tendent beaucoup plus à augmenter le bonheur et la culture de toute la société, que si on les rendait aux propriétaires fonciers (1).

(1) Toute dette nationale n'est pas moins un mal, et si elle produit en Angleterre l'avantage dont parle M. Malthus, c'est, comme il en convient lui-même, en raison de l'état actuel de la propriété foncière. C'est en effet parce que cette propriété est si peu subdivisée que la nation tire un avantage réel de la division de la propriété mobilière

Je ne suis cependant pas moins pénétré des maux qui sont la suite d'une grande dette nationale. Quoique, sous plusieurs rapports, cette dette soit un instrument utile de distribution, il faut convenir qu'il est très-embarrassant et très-dangereux. D'abord, le revenu nécessaire pour payer les intérêts d'une telle dette ne peut être levé qu'au moyen d'impôts; et comme l'impôt, pour peu qu'il soit poussé au delà de certaines bornes, ne peut guère manquer de porter atteinte aux facultés productives, il y a toujours danger d'affaiblir un des élémens de la richesse pendant que nous nous occupons d'en fortifier un autre. La seconde objection importante à une grande dette nationale, c'est la conviction qui domine si généralement parmi tous ceux qui n'y sont pas immédiatement intéressés, et par conséquent parmi la grande masse de la population, qui leur fait croire que l'extinction de la dette leur apporterait

---

opérée par le commerce, l'industrie et le placement de l'argent dans les fonds publics. La dette de l'Angleterre est un très-grand mal, mais il y a encore des maux plus grands dans ce pays. NOTE DU TRADUCTEUR.

un soulagement prompt et efficace ; il suffit que cette conviction, bien ou mal fondée, existe, pour rendre cette sorte de revenu jusqu'à un certain point précaire, et pour exposer un pays aux risques d'une grande révolution dans les fortunes. La troisième objection contre une telle dette, c'est d'aggraver beaucoup les maux qui proviennent des variations dans la valeur de la monnaie. Quand la monnaie baisse de valeur, les personnes qui possèdent des rentes viagères, comme celles qui ont des revenus fixes, se trouvent très-injustement privées de la part qui leur appartient dans le revenu national; lorsque la monnaie hausse de valeur, le poids des impôts nécessaires pour payer l'intérêt de la dette peut devenir tout à coup lourd, au point de causer une grande détresse parmi les classes productives (1);

(1) Dans tout pays qui a une grande dette publique, c'est un des devoirs les plus sacrés de la part de ceux qui sont à la tête du gouvernement d'éviter qu'il n'y ait d'autres variations dans la monnaie courante que celles qui tiennent nécessairement à la valeur variable des métaux précieux. Je suis parfaitement convaincu des avantages temporaires qu'on peut tirer d'une baisse dans la valeur de l'argent; et il se peut qu'une partie de la détresse éprouvée

et cette sorte de souffrance qui se fait sentir tout à coup, doit nécessairement diminuer beaucoup la confiance qu'on a dans le placement de l'argent dans les fonds publics.

D'après ces motifs, et par d'autres raisons encore, il serait peut-être à désirer qu'on diminuât lentement la dette, et qu'on veillât à ce qu'elle ne s'accrût pas dans l'avenir, lors même qu'il serait reconnu que ses effets passés ont été favorables à la richesse, et que la distribution avantageuse des produits qui en a été la suite, a, dans les circonstances actuelles, plus que compensé les entraves qu'elle a pu mettre au commerce. La sécurité, avec un degré moindre de richesse est certainement préférable, et contribue plus à la paix et au bonheur qu'une plus grande richesse, avec

---

l'année dernière (1819) (quoique cette partie n'ait pu être que peu considérable), ait été occasionée par les mesures qu'on a adoptées en dernier lieu pour rendre à la monnaie sa véritable valeur. Mais il faut convenir qu'une mesure quelconque de cette nature était devenue indispensable; et M. Ricardo a des droits à la reconnaissance de son pays pour en avoir suggéré une qui a rendu la transition plus aisée qu'on ne pouvait raisonnablement s'y attendre.

moins de sécurité. Mais malheureusement, un pays habitué à une distribution des produits qui a excité et donné une pleine activité à de grandes facultés de production, ne peut pas reculer pour suivre une marche moins ambitieuse, sans avoir à traverser une époque de très-grande souffrance.

Je sais bien que l'on croit en général que tout irait bien, si nous pouvions seulement nous voir débarrassés du lourd fardeau de notre dette. Et pourtant je suis parfaitement convaincu que si l'on pouvait demain passer une éponge dessus, et si nous pouvions être tout-à-fait insensibles à la misère et au malheur des créanciers de l'état, et en supposant qu'ils pussent trouver une subsistance commode dans quelqu'autre pays, le reste de la société, considéré comme corps de nation, au lieu de s'enrichir, se trouverait appauvri. C'est une grande erreur de supposer que les propriétaires fonciers et les capitalistes se trouveraient tout à coup, ou dans peu de temps, disposés à faire le surcroît de consommation qu'un tel changement exigerait; et s'ils adoptaient l'alternative suggérée par M. Ri-

çardo, dans un cas déjà cité, d'économiser et de prêter l'excédant de leur revenu, le mal deviendrait dix fois plus grand. La nouvelle distribution des produits diminuerait la demande des fruits du travail productif; et si, joint à cela, plus de revenu était converti en capital, les profits se réduiraient à rien, et une plus grande quantité de capital passerait à l'étranger, ou serait détruite dans le pays, tandis que le nombre des individus mourant de faim faute d'ouvrage, serait encore plus grand qu'avant l'extinction de la dette. Il servirait peu de pouvoir exporter des marchandises à bas prix. Car si la distribution de la propriété dans le pays n'était pas telle qu'elle pût donner les moyens et volonté suffisans pour acheter et consommer les produits obtenus en retour pour ces marchandises, la quantité de capital qui pourrait être employée dans le commerce étranger de consommation diminuerait au lieu d'augmenter. On pourra s'en convaincre en jetant les yeux sur l'Inde, où le bas prix des salaires n'est que d'une faible utilité pour le commerce, parce qu'il n'y a point de classes moyennes

de la société qui puissent offrir un débouché pour une quantité tant soit peu considérable des marchandises étrangères.

Dans le cas supposé, les propriétaires fonciers n'étant pas disposés à consommer une quantité assez forte des fruits du travail productif, prendraient probablement un plus grand nombre de domestiques à leur service, et peut-être dans les circonstances actuelles c'est ce qui pourrait arriver de plus heureux, et le seul moyen même d'empêcher un grand nombre des classes ouvrières de mourir de faim faute d'ouvrage. Il n'est cependant nullement probable que cela pût avoir lieu assez tôt et à un degré suffisant; mais en supposant que cela s'effectuât complètement, et que les propriétaires donnassent en gages à leurs domestiques une valeur égale à celle qu'ils payaient auparavant aux créanciers de l'état, pourrait-on, pour un seul instant, comparer l'état de la société qui en résulterait, avec celui qu'on aurait détruit?

Quant aux capitalistes, quoiqu'ils se trouvassent soulagés d'une grande partie

de leurs impositions, il y a néanmoins tout lieu de croire que leurs habitudes d'économie, jointes à la diminution du nombre des consommateurs effectifs, occasioneraient une telle baisse du prix des denrées que le résultat serait de diminuer considérablement la partie de revenu national qui dépend des profits; et je suis persuadé que cinq ans après un tel événement, non-seulement la valeur échangeable de la totalité des produits, estimée en travail domestique et étranger, se trouverait certainement diminuée, mais qu'une moindre quantité absolue de blé serait produite, et qu'il y aurait moins de marchandises manufacturées et étrangères apportées au marché qu'auparavant.

Mais je ne prétends pas pour cela qu'un pays qui a un territoire considérable, beaucoup de bras et de capitaux, n'ait pas les moyens de se remettre graduellement des effets d'une catastrophe quelconque qu'il puisse éprouver, quelque violente qu'elle soit; il pourrait même, après un tel événement, se placer dans une situation qui offrirait plus de garantie à la pro-

priété que pendant l'existence d'une grande dette nationale. Tout ce que je soutiens c'est que le pays en question aurait à traverser une époque, qui serait probablement assez longue, pendant laquelle la diminution de demande effective causée par la distribution désavantageuse des produits, ferait plus que balancer le pouvoir augmenté de production dû à l'allégement des impôts ; et il est bien permis de douter que le pays puisse, en définitive, parvenir à un grand degré de richesse, et développer, comme cela devrait être, de grandes connaissances en agriculture, dans les manufactures et dans le commerce, s'il ne possédait, de quelque manière que ce fût, un corps considérable de consommateurs improductifs, ou si, au défaut d'eux, il n'y avait pas une disposition à consommer les fruits du travail productif beaucoup plus grande que cela n'a généralement lieu dans la société.

Nous avons reconnu à plusieurs reprises que les classes productives ont la faculté de consommer tout ce qu'elles produisent, et si elles usaient pleinement de cette

faculté, il pourrait n'y avoir plus besoin de consommateurs improductifs, pour ce qui regarde la richesse. Mais nous savons par expérience que, si elles ont cette faculté, elles n'ont pas la volonté de l'exercer, et c'est pour y suppléer, qu'un corps de consommateurs improductifs devient nécessaire. Leur utilité, comme encouragement à la richesse, vient spécialement de ce qu'ils maintiennent un équilibre entre les produits et la consommation, qui tend à donner la plus grande valeur d'échange aux fruits de l'industrie nationale. Si le travail improductif prédomine, la petite quantité comparative de produits matériels apportés au marché abaissera la valeur de la totalité des produits, en raison de la réduction de leur quantité. Si les classes productives surabondent, la valeur de la totalité des produits tombera en raison de l'excès d'approvisionnement. Il est évident que c'est d'une certaine proportion entre ces deux classes que résulte le plus grand degré de valeur, et le pouvoir de disposer d'une plus grande quantité de travail domestique et étranger; et l'on peut conclure en sûreté

que, parmi les causes nécessaires pour opérer la distribution propre à maintenir et à augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits, il faut placer l'entretien d'un certain corps de consommateurs improductifs. Pour que cette classe puisse servir d'encouragement à la richesse, et pour empêcher que ces consommateurs ne deviennent nuisibles, en y mettant des entraves, il faut que leur nombre varie dans chaque pays et à chaque époque, suivant les facultés productives; et le résultat le plus favorable dépend évidemment de la proportion entre les consommateurs productifs et les consommateurs improductifs, qui est la mieux adaptée aux ressources naturelles du sol, et aux goûts et habitudes de la nation.

SECTION X.

Application de quelques-uns des principes précédens à la détresse que les classes ouvrières ont éprouvée depuis 1815, suivie de quelques observations générales.

On a dit que la détresse que les classes ouvrières ont éprouvée depuis 1815 (en Angleterre) a été causée par le manque de capital, qui est évidemment insuffisant

pour donner de l'emploi à tous ceux qui en demandent. Je conviens sans difficulté que le capital national n'est pas assez en rapport avec la population ; j'admets aussi que le capital et le revenu ensemble ne sont pas aussi considérables qu'ils l'étaient avant 1815, et qu'une telle disproportion explique parfaitement la très-grande détresse des classes ouvrières. Mais c'est une chose bien différente d'admettre que le capital est insuffisant par rapport à la population (1), et de le regarder comme in-

---

(1) Cette proposition me paraît d'une inexactitude frappante. Comment peut-on dire que le capital de l'Angleterre est insuffisant pour faire subsister une population si peu considérable, lorsque tous les écrivains anglais ne cessent de nous offrir des relevés d'après lesquels on voit que le capital général de l'Angleterre est extrêmement supérieur à celui de la France, qui cependant fournit à la subsistance d'une population presque trois fois plus forte que celle de l'Angleterre ! Ce n'est ni à l'insuffisance du capital, ni à l'excès absolu de population que l'Angleterre doit les malheurs qu'elle éprouve, et qui ont suivi de si près sa prospérité éphémère et factice. Cette prospérité et ces malheurs ont une même source commune ; ils tiennent essentiellement à la très-vicieuse répartition des propriétés, aux effets du trop grand développement du commerce extérieur, à la facilité de se procurer du crédit dans les temps de prospérité, facilité qui est intimement liée avec la

suffisant par rapport à la demande qui en est faite et à la demande des choses qu'il sert à produire. On confond très-souvent les deux cas, parce que l'un et l'autre amènent la détresse des classes ouvrières;

---

dette nationale, et enfin à une foule d'autres causes dont l'action constante tend à augmenter les produits sans améliorer d'une manière notable la condition de la masse des consommateurs nationaux. Il arrive donc que si la demande s'arrête un instant par des causes qui reviennent sans cesse, la portion du capital circulant employé à payer la main d'œuvre se trouve tellement diminuée, qu'elle ne peut plus suffire à faire subsister tous les ouvriers, et il s'ensuit qu'ils se voient par milliers réduits à l'indigence. Dans ce cas, le capital national n'éprouve qu'une diminution peu considérable comparativement à sa valeur totale, et les effets désastreux qui en résultent ne sont nullement proportionnés à la valeur du capital déprécié ou détruit : ils la surpassent de beaucoup; et quoique toutes les classes de la nation s'en ressentent, c'est celle des producteurs qui en souffre le plus. Toute nation qui se trouvera organisée de manière à faire subsister une trop grande partie de ses habitans en les employant dans des genres d'industrie dont la consommation dépend de circonstances très-précaires, telles que sont toutes celles qui tiennent à la demande de l'étranger, cette nation sera continuellement exposée à des vicissitudes de prospérité et de détresse, inconnues aux peuples dont la richesse, pour être moins brillante, n'en est que plus solide.

NOTE DU TRADUCTEUR.

mais ils sont essentiellement distincts, ils s'annoncent par des symptômes différens, et ils exigent des remèdes tout-à-fait opposés.

Supposons que le quart du capital d'un pays soit détruit tout-à-coup, ou qu'il passe en entier dans une autre partie du globe, sans qu'il survienne aucune autre cause qui fasse diminuer la demande; cette diminution de capital causera certainement une grande détresse parmi les classes ouvrières, mais les capitalistes restans en tireront de grands avantages. Les produits en général deviendront rares, et renchériront en raison de l'insuffisance des moyens de production; rien ne sera plus aisé que de trouver un placement avantageux pour des fonds, mais il sera difficile de trouver des fonds pour tous les emplois dans lesquels ils manquent, et par conséquent le taux des profits devra être très-élevé. Dans cet état de choses, une demande immédiate et pressante de capitaux doit se faire sentir, en raison de la demande également immédiate et pressante pour les produits, et le seul remède à ce mal serait de

satisfaire à cette demande de capital, de la seule manière praticable, c'est-à-dire, en épargnant sur le revenu pour ajouter au capital. Cet accroissement de capital, ainsi que je l'ai déjà dit dans une des sections précédentes, s'effectuerait précisément d'après le même principe que s'opérerait l'accroissement de la population à la suite d'une grande destruction d'hommes, en supposant qu'il y eût un besoin immédiat et pressant de bras, indiqué par le taux élevé des salaires effectifs payés au journalier.

D'un autre côté, si le capital national se trouvait diminué par la suspension de quelques branches de commerce auparavant très-florissantes, et qui auraient absorbé des fonds très-considérables, ou même dans le cas où il y aurait beaucoup de capital subitement détruit, et qu'il survînt une époque de consommation diminuée et de faible demande, l'état des choses, sauf la détresse des pauvres, serait presque exactement l'opposé. Le restant des capitalistes ne pourrait pas tirer le moindre avantage d'événemens qui auraient

fait diminuer la demande dans une proportion plus forte qu'ils n'auraient diminué le capital. Les denrées seraient partout à bas prix, on aurait beau chercher des placemens pour le capital, on n'en trouverait que difficilement, et les profits des capitaux se trouveraient réduits. Il ne pourrait pas y avoir de demande pressante et immédiate de capital, car il n'y aurait point de demande pressante et immédiate de produits ; dans de telles circonstances, épargner sur les revenus pour ajouter au capital, au lieu de porter remède au mal, ne ferait qu'aggraver la détresse des capitalistes, et grossir le courant du capital, qui irait en s'écoulant hors du pays. Les souffrances des capitalistes s'accroîtraient, précisément d'après le même principe qui aggraverait celles des classes ouvrières, si on les encourageait à se marier et à avoir des enfans à la suite d'une grande destruction d'individus, quoiqu'elle fût accompagnée d'une destruction encore plus considérable de capital dont l'effet serait de maintenir les salaires des ouvriers très-bas. Il pourrait y avoir un grand défaut de

population, et il pourrait être fort à désirer qu'elle devînt plus considérable; mais si les salaires continuaient à être très-modiques malgré la diminution des bras, dans ce cas, donner de l'encouragement à la naissance d'un plus grand nombre d'enfans, ce serait plutôt encourager le malheur et la mortalité que favoriser la population.

Je demanderai maintenant, à laquelle de ces deux suppositions l'état actuel de l'Angleterre a-t-il le plus de ressemblance? Assurément à la seconde. Il est incontestable que nous avons éprouvé dernièrement une grande perte de capital. Pendant presque tout le cours de la dernière guerre, la destruction prodigieuse de capital faite par le gouvernement fut plus que réparée par l'opération combinée des grandes facultés de production et d'une grande consommation et demande. Il faudrait, pour en douter, fermer les yeux sur l'état comparatif du pays en 1792 et en 1813. Les deux dernières années ont été cependant extrêmement dispendieuses, et comme elles furent suivies immédiatement d'une époque re-

marquable par une stagnation extraordinaire de demande, la destruction de capital qui eût lieu pendant ce temps n'a peut-être pas été réparée. Mais cette stagnation même fut beaucoup plus désastreuse dans ses effets sur le capital national, et encore plus sur le revenu national, que ne le fut aucune destruction antérieure de capital. Elle commença certainement par une baisse extraordinaire de la valeur des produits naturels de la terre, qui alla, à ce qu'on croit, à près d'un tiers. Quand cette baisse eut diminué les capitaux des fermiers, et encore plus leurs revenus, ceux des propriétaires et de tous les individus dont les intérêts tenaient d'une manière quelconque à l'état de l'agriculture, les moyens que toutes ces personnes avaient d'acheter des objets manufacturés et des produits étrangers éprouvèrent nécessairement une grande diminution. Le manque de demande de l'intérieur remplit tous les magasins des manufacturiers de marchandises qui n'avaient point de débit, ce qui força les manufacturiers à en faire des envois plus considérables à l'étranger, à tout risque. Mais

cette exportation excessive engorgea tous les marchés étrangers, et empêcha nos négocians de recevoir des retours proportionnés à leurs envois; tandis que, en raison de la diminution des revenus nationaux, aggravée par une dépréciation subite et extraordinaire de la monnaie, ces mêmes retours reçus de l'étranger, quoique comparativement insignifians, ne trouvèrent dans le pays qu'une demande très-insuffisante, et il en résulta une diminution proportionnée des profits des négocians et des manufacturiers, et par conséquent de leur dépense. Pendant que ces changemens défavorables s'opéraient dans les fermages et les profits, le puissant encouragement qui avait été donné à la population pendant la guerre, continuait à fournir avec profusion un surcroît de travailleurs, dont le nombre se trouva grossi par les soldats et les matelots licenciés; cela, joint à la suspension de la demande par suite des pertes essuyées par les fermiers et les négocians, fit baisser les salaires, et fit éprouver au pays une diminution générale du capital et du revenu, non-seulement dans la propor-

tion de la valeur dépréciée de la monnaie, mais relativement à la valeur métallique des produits, et au travail domestique et étranger dont cette valeur peut disposer. Pendant les quatre ou cinq ans après la guerre, par suite du changement dans la distribution des produits nationaux et le défaut de consommation et de demande qui en résulta, la production a éprouvé un terrible échec, et la population, en suivant l'impulsion qui lui avait été donnée, s'est accrue, non-seulement plus rapidement que la demande de bras, mais plus vite encore que la quantité réelle des produits; cependant ces produits, quoique certainement insuffisans par rapport à la population et comparativement au temps passé, sont surabondans si on les compare à la demande effective qui en est faite, et au revenu qui doit les acheter. Quoique la main-d'œuvre soit à bon marché, il n'y a ni les moyens ni la volonté d'employer des ouvriers, non-seulement parce que le capital national se trouve diminué par rapport à leur nombre, mais parce que, en raison des revenus diminués du pays,

les denrées que ces ouvriers pourraient produire, n'ont pas assez de débit pour assurer des profits modérés sur un capital réduit.

Mais quand les profits sont faibles et incertains, quand les capitalistes ne savent comment employer avec sûreté leurs capitaux, et lorsque par ces motifs les fonds passent à l'étranger; en un mot, lorsque toutes les preuves dont la nature du sujet est susceptible, démontrent clairement qu'il n'y a point de demande effective pour des capitaux dans le pays, n'est-il pas contre tous les principes généraux en économie politique, n'est-ce pas vouloir s'opposer en vain et en pure perte au premier, au plus important et universel de tous les principes, celui de la demande et de l'offre, de conseiller l'économie et la conversion de plus de revenu en capital? N'est-ce pas tout comme si on conseillait le mariage à des malheureux qui meurent de faim et qui cherchent à émigrer?

Je sais bien qu'on a attribué à d'autres causes le bas taux des profits du capital, et la difficulté de le placer, que je regarde

comme une preuve décisive que ce n'est point de capitaux que le pays a un besoin immédiat; mais quelles que soient ces causes, une augmentation dans la proportion entre le capital et le revenu ne peut que les aggraver. Pour ce qui regarde ces causes, parmi lesquelles on cite la culture des mauvais terrains, nos restrictions au commerce et le fardeau de nos impôts, j'ai bien de la peine à admettre une théorie de notre détresse, qui se trouve en contradiction avec la théorie de notre prospérité. Pendant qu'il y avait de mauvais terrains en culture, pendant l'existence des restrictions plus qu'ordinaires à notre commerce, lorsque peu de blé était importé, et pendant que les impôts étaient portés le plus haut, le pays, de l'aveu de tout le monde, augmentait en richesse avec une rapidité inconnue jusqu'alors. Et depuis que la culture de quelques-uns de nos terrains peu fertiles a été abandonnée, depuis que la paix a fait cesser plusieurs des restrictions à notre commerce, et que, malgré les lois sur les grains, nous avons importé une grande quantité de blé, et depuis que la nation a

été soulagée du fardeau de dix-sept millions de livres sterling d'impôts, nous avons éprouvé des souffrances, dont le poids a été presque insupportable.

Je suis loin de vouloir conclure de ces faits frappans que des restrictions au commerce et de lourds impôts soient avantageux à un pays. Mais ces faits prouvent certainement que, quelles que soient les entraves que les causes citées puissent opposer dans l'avenir au progrès de notre richesse, il faut chercher ailleurs les sources de notre détresse présente. Il serait extrêmement difficile de dire jusqu'à quel point notre système artificiel, et surtout les variations dans la valeur de notre monnaie agissant sur une grande dette nationale, ont pu aggraver les maux que nous avons soufferts. Mais je suis parfaitement convaincu qu'une nation qui ne cultiverait point de terrains ingrats, qui ne payerait point d'impôts, et qui n'aurait pas de nouvelles restrictions imposées à son commerce, pourrait cependant éprouver une grande partie de ces mêmes maux.

Si un grand pays, d'une fertilité considérable, ayant des moyens suffisans de com-

munication intérieure, était entouré d'une muraille qu'il ne fût pas possible de franchir, tout le monde conviendra qu'un tel pays pourrait être assez riche, quoique pas autant que s'il jouissait de l'avantage du commerce étranger. Supposons ensuite que le pays en question se livrât graduellement aux douceurs d'une consommation considérable, qu'à cet effet il fît paraître et qu'il déployât beaucoup de talent pour faciliter la production, et qu'il n'économisât que la portion de son revenu annuel qui pourrait être ajoutée avec le plus d'avantage à son capital, le reste du revenu étant dépensé en denrées de consommation et en travail improductif; ce pays pourrait évidemment, sous l'influence d'une telle balance de produits et de consommation, aller en augmentant de richesse et de population avec une rapidité considérable. Mais si, d'après le principe posé par M. Say, que la consommation d'un produit en diminue d'autant la demande; si, dis-je, la nation venait à diminuer de beaucoup et en général ses consommations, en ajoutant ainsi à son capital, il est indubitable, d'après les principes fonda-

mentaux de la demande et de l'offre, que les profits des capitalistes seraient bientôt réduits à rien, quoiqu'il n'y eût point de mauvais terrains en culture, et la population se trouverait sans ouvrage et réduite à mourir de faim, quoique ne payant pas un seul impôt, et n'ayant point de restrictions à son commerce.

L'état de l'Europe et des États-Unis d'Amérique peut, jusqu'à un certain point, paraître semblable à celui de l'exemple que nous venons de supposer; et la stagnation qu'on a si généralement éprouvée et dont on s'est si vivement plaint depuis la fin de la guerre, me paraît inexplicable d'après les principes de ceux qui pensent que les facultés productives sont le seul élément de richesse, et qui en concluent par conséquent que, si les facultés de production étaient augmentées, la richesse s'accroîtrait certainement dans la même proportion. Or, il est incontestable que les pouvoirs de production se sont augmentés par la cessation de la guerre, et qu'il y avait à cette époque plus de bras et plus de capitaux prêts à être employés à un travail productif;

mais, malgré cette augmentation évidente, nous n'entendons parler dans tout le pays que d'embarras et de détresse, au lieu d'y voir régner le bien-être et l'abondance. Les États-Unis d'Amérique, qui possèdent les ressources naturelles les plus extraordinaires, ont surtout éprouvé des embarras très-remarquables, et auxquels on pouvait à peine s'attendre. Et certes, ces embarras ne sauraient être attribués ni à la culture de terrains ingrats, ni aux restrictions au commerce, ni à de trop fortes impositions. L'aspect général du monde commerçant, depuis la fin de la guerre, prouve clairement que, pour qu'il y ait un accroissement soutenu de la richesse, il faut quelque chose de plus que l'augmentation de la faculté de produire.

Je suis prêt à convenir que la transition de la guerre à la paix, dont on a tant parlé, a été une des causes principales des effets observés, mais je n'admets pas qu'elle ait opéré comme on l'explique d'ordinaire. On dit généralement qu'on n'a pas eu le temps de faire passer le capital des emplois où il était surabondant dans d'autres où il man-

quait, et de rétablir ainsi l'équilibre convenable. Mais je ne peux pas me persuader que ce déplacement puisse exiger autant de temps qu'il s'en est écoulé depuis la fin de la guerre jusqu'à ce jour, et je demanderai encore une fois, quelles sont ces branches d'industrie qui manquent de fonds, et qui, d'après cette théorie, doivent être nombreuses et doivent suffire pour absorber tout le capital surabondant, lequel, de l'aveu de tout le monde, engorge en ce moment les marchés de l'Europe, des produits de tant de branches différentes d'industrie ? Les possesseurs de capitaux flottans savent très-bien qu'il n'existe point de branche d'industrie qui soit dans ce cas; et si la transition dont on parle doit rendre raison des événemens, il faut qu'elle ait produit quelque autre effet, outre celui qui provient de la difficulté de déplacer le capital. Je crois que cet effet consiste dans une grande diminution de la somme totale des consommations et de la demande. Les changemens nécessaires dans les canaux du commerce ont pu s'effectuer dans l'espace d'un an ou deux; mais la diminution générale de la consom-

mation et de la demande, causée par la transition d'une guerre telle qu'a été la dernière, à un état de paix, doit durer pendant un espace de temps très-considérable. Les impôts supprimés et l'excédant des gains des individus par delà leur dépense, qui ont été si largement dépensés comme des revenus pendant la guerre, sont actuellement en partie épargnés, et le montant de l'épargne est probablement assez considérable. Je n'ai aucun doute, par exemple, que dans notre propre pays, un très-grand nombre de personnes n'aient saisi l'opportunité d'épargner une portion de l'impôt sur les propriétés depuis qu'il a été supprimé, surtout ceux qui ne jouissent que d'un revenu viager, et qui, contre tous les principes équitables de l'impôt, avaient été imposés au même taux que les personnes dont les revenus provenaient d'une propriété réalisée. Cette économie est aussi naturelle que bien entendue, et ne fournit aucune objection contre l'abolition de l'impôt, mais elle contribue à expliquer la cause de la demande diminuée des produits, comparativement à leur approvisionnement depuis la

paix. Si quelques-uns des gouvernemens des principaux états engagés dans la guerre, dépensaient le produit des contributions qu'ils levaient sur le peuple, de manière créer une demande plus forte et plus assurée de denrées, et surtout de bras que les particuliers qui sont aujourd'hui en possession de ce revenu, et si cette différence de dépense est de nature à durer quelque temps, la prolongation des effets causés par la transition de la guerre à la paix, ne doit pas nous étonner.

Cependant la diminution de consommation qui a eu lieu si généralement, doit avoir des effets très-différens dans chaque pays du monde commerçant selon la diversité des circonstances dans lesquelles chacun d'eux s'est trouvé placé, et on verra qu'en général, les pays qui ont souffert le plus par la guerre sont ceux qui ont souffert le moins par la paix; ce qui est un résultat qui découle naturellement des principes que nous avons posés. Dans les pays qui, avec des moyens de production médiocres ou insuffisans, ont eu de grandes charges à supporter, il n'est guère possible

que la richesse nationale n'ait été arrêtée dans son progrès pendant la guerre, ou qu'elle n'ait même réellement rétrogradé. De tels pays ont dû nécessairement se trouver soulagés par la diminution de la consommation, qui leur permet en ce moment d'accumuler du capital, condition sans laquelle aucun état ne peut accroître sa richesse d'une manière permanente. Mais dans les pays où les charges de la guerre rencontraient de grandes facultés productives, et où elles paraissaient en créer encore de plus grandes, où l'accumulation, bien loin d'être contrariée, était au contraire accélérée, et où la consommation prodigieuse de produits était suivie d'un approvisionnement qui occasionait un accroissement plus rapide de richesse qu'on n'en avait jamais vu auparavant, les effets de la paix ont dû être très-différens. Dans de tels pays, il est naturel de croire qu'une grande diminution de consommation et de demande a dû opposer un obstacle décidé au progrès de la richesse, et a dû occasioner une détresse très-générale et très-forte, tant des capitalistes que des classes ouvrières.

L'Angleterre et les États-Unis se rapprochent le plus des pays dont nous venons de parler. Ils souffrirent moins que les autres par la guerre, ou plutôt elle servit à les enrichir, et ils souffrent actuellement plus que tous les autres par la paix.

Il est impossible de ne pas regarder comme une circonstance très-fâcheuse qu'une époque ait jamais existé dans laquelle la paix ait paru, d'une manière aussi marquée, avoir amené la détresse nationale; mais il faut bien faire attention que c'est aux circonstances très-singulières qui accompagnèrent la dernière guerre que l'on doit attribuer un contraste aussi frappant. Il n'en fut pas de même dans la guerre d'Amérique, ni dans les guerres antérieures; et, si nous avions tenté de pareils efforts, sans avoir les mêmes moyens de les soutenir, c'est-à-dire, sans avoir pu disposer de la majeure partie du commerce du monde, et d'un emploi progressif de machines, plus rapide et plus heureux qu'on n'en a jamais vu à aucune époque antérieure, nous aurions pu nous trouver dans un état propre à éprouver le

plus grand soulagement à la fin des hostilités. Quand Hume et Adam Smith prédirent que la dette nationale portée un peu plus loin qu'elle ne se trouvait de leur temps, amènerait probablement une banqueroute, la cause fondamentale et très-naturelle de leur erreur fut de ne pas avoir pu prévoir l'immense accroissement des pouvoirs productifs auquel la nation est parvenue depuis. Des dépenses qui auraient absolument écrasé le pays en 1770, pourraient n'être guère au delà de ce qu'il a fallu en 1816 pour donner de l'activité à ses moyens prodigieux de production. Mais c'est précisément en proportion de ces moyens de production, et de la facilité avec laquelle on pouvait pourvoir à une grande consommation sans nuire à l'accumulation rapide du capital, qu'a dû être grande la détresse que les capitalistes et les ouvriers ont éprouvée par l'effet d'une diminution considérable et subite de la dépense.

C'est pourquoi il y a raison de douter qu'il soit sage de pourvoir aux dépenses d'une guerre longue et dispendieuse par le moyen de subsides levés annuellement,

ainsi que l'ont recommandé quelques écrivains distingués. Si le pays est pauvre, un tel système d'impôts pourra étouffer entièrement tous ses efforts; il diminuera d'année en année son capital effectif, chaque année il deviendra plus ruineux de payer les mêmes subsides, et enfin le pays se trouvera forcé de se soumettre à ses ennemis, par l'impossibilité absolue de continuer plus long-temps à leur opposer une résistance énergique. Si, au contraire, le pays est riche, et possède de grands moyens de production, susceptibles encore d'être développés davantage par l'effet d'une grande consommation, il pourra payer de lourds impôts sur son revenu, et conserver toutefois des moyens suffisans pour accumuler; mais si cela durait pendant un certain temps, et si les habitudes du peuple s'acommodaient à cette échelle de dépense publique et privée, il n'est guère possible de douter que, à la fin de la guerre, lorsqu'on remettrait aux contribuables une si grande masse d'impôts, la juste proportion entre les productions et la consommation ne se trouvât complètement détruite,

et qu'il ne s'ensuivît une époque, plus ou moins longue selon les circonstances, pendant laquelle une grande stagnation se ferait sentir dans toutes les branches de l'industrie productive, accompagnée de la détresse générale qui en est d'ordinaire la suite. Le mal qui résulte de mettre un impôt n'est que très-rarement compensé par sa suppression. L'on doit toujours se rappeler que la disposition à faire de la dépense se trouve dans chaque individu puissamment combattue par l'amour de l'indolence, et par l'envie d'épargner, dans le but d'améliorer sa condition et de pourvoir aux besoins d'une famille ; et que toutes les théories basées sur la supposition que le genre humain produit et consomme toujours autant qu'il en a le pouvoir, sont fondées sur le défaut de connaissance de la nature de l'homme, et des motifs qui influent d'ordinaire sur sa conduite.

Mais, dira-t-on peut-être, puisqu'on admet que le capital national, comparé avec la population, a diminué depuis la paix, soit par les pertes non réparées qu'il a essuyées dans les deux dernières années de la

lutte, soit encore plus par le manque subit de consommation et de demande qui a eu lieu au moment de la conclusion de la guerre, comment pourra-t-on jamais recouvrer ce capital, si nous ne mettons pas beaucoup d'activité à accumuler? Je ne prétends nullement dire qu'il ne faille pas accumuler, car il est très-vrai qu'il n'y a pas d'autre moyen de recouvrer notre capital perdu. Tout ce que je veux dire, c'est que, en cherchant à atteindre le but si désirable de recouvrer et d'augmenter notre capital, nous ferions bien de prêter l'oreille aux préceptes déduits des grandes lois fondamentales, qui manquent rarement de nous indiquer la bonne route. La population peut être extrêmement faible par rapport au territoire d'un pays, et cependant, si les salaires se maintiennent toujours très-bas, et que les habitans commencent à émigrer, les lois fondamentales de la demande et de l'offre nous apprendront qu'un changement dans cet état de choses devient nécessaire, avant qu'il soit à désirer de voir multiplier les mariages, ce qui, dans les circonstances supposées, ne remplirait pas

le but d'augmenter la population. Par la même raison, si une partie de nos profits est détruite, et que, malgré cela, les profits du capital restant soient peu élevés, et si son emploi entraîne des pertes très-fréquentes, cela joint à la tendance qu'il a de passer à l'étranger, le rend stationnaire et même rétrograde. Assurément les grandes lois générales de la demande et de l'offre ne peuvent pas nous fournir une preuve plus claire de la nécessité de faire quelque chose dans ce cas, avant de pouvoir accumuler avec profit.

Ce dont l'Angleterre a besoin en ce moment c'est d'un accroissement du revenu national, d'un accroissement de la valeur échangeable de la totalité des produits estimés en métal, et du pouvoir que cette valeur métallique a d'acheter du travail domestique et étranger. Quand nous y serons parvenus, ce qui ne peut s'obtenir que par le moyen de l'augmentation stable des profits, pour lors nous pourrons commencer de nouveau à accumuler, et notre accumulation pourra alors nous être profitable. Mais si, au lieu de prendre notre

épargne sur des profits augmentés, nous la prenions sur notre dépense; si, au moment même que l'approvisionnement des produits comparés à la demande qui en est faite, nous avertit clairement que la proportion entre le capital et le revenu est déjà trop forte, nous persistions à économiser sur notre revenu, pour grossir encore davantage notre capital, dans ce cas tous les principes généraux concourent à démontrer que nous aggraverions nécessairement nos maux, au lieu de les soulager.

Et comment, demandera-t-on, obtiendrons-nous cet accroissement de revenu? Quelles mesures faudra-t-il prendre pour élever la valeur échangeable de la totalité de nos produits, et pour préparer les voies pour l'épargne future, dont tout le monde reconnaît la nécessité? J'ai cherché à résoudre ces questions dans la dernière section de ce très-long chapitre *Des causes immédiates du progrès de la richesse*, dans laquelle j'ai fait voir que le concours des moyens de distribution et des pouvoirs de production est absolument nécessaire pour donner une impulsion convenable et

soutenue à l'accroissement de la richesse, et que les trois causes qui, en favorisant la distribution, tendent à maintenir et à augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits, sont, la division de la propriété foncière, l'extension du commerce intérieur et extérieur, et l'entretien d'ouvriers improductifs.

Il suffit d'énoncer ces trois causes pour faire voir qu'elles sont beaucoup moins sous notre pouvoir immédiat que l'opération ordinaire de l'accumulation. S'il était vrai que, pour donner de l'ouvrage à tous les journaliers qui en manquent, et pour créer en même temps un débouché suffisant pour tout ce qu'ils peuvent produire, il n'y eût besoin que d'épargner un peu plus sur le revenu du pays pour ajouter à son capital, je suis intimement persuadé qu'il ne manquerait pas de personnes prêtes à contribuer à cette espèce de charité, et qu'un changement dans la condition des classes ouvrières ne tarderait pas à s'opérer. Mais comme la théorie et l'expérience nous apprennent qu'une telle mesure ne porterait point remède au mal, et que ce n'est que

l'augmentation de la valeur échangeable de la totalité des produits qui peut faire revenir une demande salutaire et effective de bras, il faut convenir qu'on peut bien éprouver de l'hésitation à l'égard des premiers pas qu'il serait à propos de faire pour atteindre le but de nos vœux.

Il est cependant de la plus haute importance de connaître quel est l'objet immédiat que nous devons nous proposer, afin que, si nous ne pouvons rien faire d'efficace pour en approcher, nous n'allions pas par ignorance travailler à l'éloigner. Pour ce qui regarde la première cause fondamentale dont j'ai fait mention comme tendant à augmenter la valeur échangeable des produits nationaux, c'est-à-dire la division des propriétés territoriales, j'ai donné les raisons qui me font penser que, dans l'état actuel et particulier de ce pays, l'abolition du droit d'aînesse produirait plus de mal que de bien, et cependant, il n'existe aucun autre moyen d'effectuer une division différente des terres qui soit compatible avec le respect dû à la grande loi fondamentale de la propriété, loi, de l'ob-

servation de laquelle dépendent tous les progrès qu'une nation puisse faire dans la civilisation, dans les améliorations et dans la richesse. Mais puisque la *distribution* de la richesse, dans de certaines limites, est une des causes principales de son accroissement, et puisque la prudence nous défend d'employer des moyens directs pour changer la division actuelle de la propriété foncière dans ce pays, on peut à juste titre demander si les maux qui résultent de la dette nationale ne sont pas plus que compensés par la meilleure distribution de la propriété et par l'accroissement des classes moyennes, qui en sont des suites nécessaires; et si, en économisant pour pouvoir payer la dette, on ne ferait pas un sacrifice pénible, lequel, lors même qu'il atteindrait son but, et qu'il serait suivi de quelqu'autre avantage, nous laisserait une distribution beaucoup moins favorable de la richesse? En réduisant de beaucoup la dette nationale, si cela était en notre pouvoir, nous pourrions peut-être nous placer dans une position plur sûre, ce qui est sans contredit une considération importante; mais com-

bien se tromperaient douloureusement dans leurs calculs, ceux qui croient qu'une grande réduction de la dette ou son extinction totale et immédiate, pourrait nous enrichir et donner de l'emploi à nos ouvriers ! (1)

---

(1) Ce paragraphe, qui contient le résumé de la doctrine de M. Malthus sur ce point important, me paraît renfermer un raisonnement extrêmement vicieux. J'ai déjà, dans une autre note, cherché à montrer la futilité des argumens ou plutôt des assertions que M. Malthus emploie pour prouver que la division actuelle des propriétés en Angleterre est à peu près telle qu'elle doit l'être, et qu'en France l'effet de la loi du partage égal entre les enfans doit par la suite rendre cette division beaucoup trop grande. Mais voici que M. Malthus convient lui-même que la division actuelle de la propriété foncière en Angleterre est tellement vicieuse qu'il est forcé de regarder la dette nationale comme un grand bien, par cela seul que, en compensation de tous les maux qu'elle enfante et dont elle menace encore la nation, elle produit l'immense avantage d'égaliser un peu plus les fortunes ! C'est une bien triste ressource que d'être réduit à opposer un mal très-grand à un autre encore plus terrible, en s'éloignant toujours des remèdes qui seuls peuvent guérir radicalement. Puisque la division des terres est la source principale de la richesse et du bien-être de tout pays, n'est-il pas absurde de dire que, dans une nation qui sur onze millions d'habitans ne compte qu'environ 30,000 propriétaires fonciers, la division de la propriété territoriale est satisfaisante ? Et ensuite, ayant une fois admis qu'en effet cette division est trop

Quant à la seconde cause principale qui fait augmenter la valeur échangeable de la

---

inégale, n'est-il pas singulier de voir M. Malthus repousser l'abolition des majorats et autres priviléges qui seule peut faire disparaître cette inégalité, et chercher le remède à un si grand mal dans la dette nationale, dont les funestes effets ont été démontrés par les écrivains modernes les plus distingués de l'Angleterre et de la France? Ils ont fait voir jusqu'à la dernière évidence, que les avantages de toute dette nationale ne sont que passagers et souvent illusoires, tandis que ses conséquences désastreuses sont de nature à compromettre le bonheur des nations pendant des siècles.

M. Malthus se donne une peine infinie dans la dernière section de ce chapitre pour expliquer les causes de la détresse que l'Angleterre éprouve depuis la paix, détresse qui a étonné tous les observateurs superficiels, éblouis par la brillante mais illusoire prospérité antérieure de l'Angleterre. Je conviens de la justesse de la plupart des observations que M. Malthus fait à ce sujet, et je crois à la réalité des causes qu'il assigne, et à leur opération; mais je pense que, s'il fût remonté plus haut, il aurait aperçu une cause plus générale et par conséquent beaucoup plus importante de la transition que l'Angléterre a faite de l'état d'une prospérité éblouissante et colossale à celui d'une misère dont aucune nation de l'Europe n'a offert depuis des siècles le spectacle. C'est certainement une question de la plus haute importance que de pouvoir déterminer comment une nation parvenue, de l'aveu de tout le monde, au faîte des grandeurs, à la domination des mers, au commerce presqu'universel, au plus haut degré d'industrie agricole et manufacturière, avec le plus

totalité des produits, c'est-à-dire, l'extension de commerce intérieur et exté-

---

fort capital qu'aucun peuple ait jamais possédé, comment cette nation, dis-je, n'ayant pas éprouvé de désastre marquant pendant la guerre, et l'ayant terminée avec tant de succès, a pu passer si rapidement de cet état florissant à un autre que M. Malthus appelle avec raison, un état de souffrance presque insupportable.

Je suis intimement convaincu, je le répète, que ce sont les causes assignées par M. Malthus qui ont produit le changement en question, et que c'est à la diminution de la consommation et de la demande, à la stagnation soudaine de plusieurs branches de commerce, et à la destruction de beaucoup de capital qu'il faut surtout attribuer la détresse de l'Angleterre depuis la paix. Mais je demanderai pourquoi ces causes ont produit des effets si soudains et si terribles, et pourquoi il est si difficile de les réparer? C'est-là le point véritablement important; car la détermination de ces questions doit nous apprendre quelle est la richesse la plus désirable pour une nation et la moins sujette au danger d'événemens qui peuvent se présenter à tous momens, et qui exposent, pour ainsi dire, le bien-être de la majorité des individus d'une nation aux chances d'un jeu de hasard.

Si on évalue la richesse d'une nation par la valeur totale de ses produits et par la masse des capitaux employés à cette production, cette évaluation se réduira à une addition d'arithmétique. Mais si l'on veut juger du bien-être d'un peuple, ou calculer la stabilité de sa prospérité future d'après cette base, on commettra la même erreur que si l'on calculait la puissance, la richesse et la prospérité d'un état d'après la quantité numérique

rieur, il est bien connu que nous ne possédons aucun moyen d'augmenter l'un ou

---

de ses habitans, ou, pour mieux dire, ce serait confondre les ressources des gouvernemens avec celles des particuliers. Ce qui caractérise véritablement le bien-être d'une nation, c'est de posséder une population proportionnée à la fertilité de son territoire et à l'industrie de ses habitans, et par conséquent d'avoir assez de richesse pour que le plus grand nombre des individus en possèdent une part suffisante pour satisfaire à leurs besoins et à ceux de leurs familles, moyennant un travail modéré. Le pays qui approchera le plus de cette condition sera le plus prospère, quoiqu'il puisse ne pas être, somme totale, le plus riche. Par opposition, un pays peut possèder d'immenses capitaux, une prodigieuse industrie, une masse incalculable de produits et un très-grand commerce intérieur et extérieur; mais, si toutes ces richesses sont mal réparties, si le petit nombre seul y est propriétaire, si le très-grand nombre n'y vit que des fruits du travail corporel, et s'il y a une proportion de bras employés dans les manufactures trop forte comparativement au nombre de ceux qui travaillent à l'agriculture, ce pays sera sans cesse exposé aux calamités que l'Angleterre éprouve, toutes les fois que des causes sans cesse renaissantes et qui peuvent et doivent se reproduire dans l'avenir, mettront des entraves à la consommation et à la demande de ses produits. La condition d'un tel pays sera d'autant plus malheureuse que les maux une fois causés par ces événemens sont très-difficiles à réparer, ou sont même irréparables tant que le pays conserve une distribution vicieuse de la propriété, et tant que subsiste une trop forte disproportion entre le nombre des possesseurs et celui des journaliers.

l'autre au gré de nos désirs, quoique nous puissions les entraver tous les deux de mille

---

C'est bien ici le cas de dire, avec M. Malthus, que toute l'économie politique tient à des proportions. L'effet de ces proportions est tel que, long-temps même avant les catastrophes produites par la stagnation du commerce dans les pays dont la prospérité ou la misère dépend en grande partie de la vente de leurs produits à l'étranger, la condition d'une grande partie des classes productives est déplorable. Pour que le gouvernement puisse entretenir une puissante marine, une armée nombreuse et un corps très-considérable d'employés; pour que les riches propriétaires fonciers puissent posséder d'immenses parcs, de superbes équipages et une nombreuse suite de domestiques; pour qu'ils puissent se livrer à un luxe effréné; pour que les négocians et les chefs de manufactures rivalisent de luxe avec eux, il faut que le pauvre laboureur, et surtout le malheureux ouvrier en manufactures, après avoir épuisé son corps par un travail journalier très-pénible et souvent au-dessus de ses forces physiques, aille encore mendier des secours pour pouvoir nourrir sa famille! Tel est cependant le tableau réel que l'Angleterre nous offre, non-seulement depuis la paix, mais long-temps avant et surtout depuis 1793, époque à laquelle la Grande-Bretagne prit un élan inconnu jusqu'alors dans la carrière de l'industrie manufacturière et chercha à remplacer celle de toutes les nations dans tous les marchés de l'Univers. Depuis le commencement de la guerre, l'Angleterre n'a cessé de s'enrichir; mais l'aisance générale dont les classes ouvrières jouissaient auparavant a de jour en jour diminué, peut-être dans une proportion encore plus

manières. Il n'est pas, à la vérité, possible d'attribuer les interruptions subites du

---

forte; et la stagnation du commerce à la conclusion de la guerre n'a fait qu'aggraver un mal dont les germes existaient depuis long-temps.

La situation actuelle de l'Angleterre a été un effet forcé du système politique suivi par son gouvernement depuis l'époque où ce pays a commencé à acquérir une grande prépondérance maritime et commerciale, et surtout après la révolution française. Il y a un siècle que l'Angleterre cherche à occuper le premier rang parmi les puissances, et depuis 1792 son gouvernement, d'accord avec l'aristocratie nobiliaire et le haut commerce, craignant d'un côté les progrès des principes de la révolution française qui menaçaient de détruire les priviléges et l'influence exclusive que ces deux classes exercent dans l'état, et se flattant d'ailleurs de profiter des troubles de la France pour écraser cette rivale dangereuse, n'épargna rien pour lui susciter des ennemis et pour lui faire une guerre à mort. Pour y parvenir, il fallait faire d'énormes dépenses; pour y faire face, des emprunts successifs étaient nécessaires, et, pour payer les intérêts, de nouveaux impôts devenaient indispensables. Un tel système n'aurait jamais pu se prolonger sans une prodigieuse extension de toutes les branches d'industrie et de commerce, et on a livré des batailles et des combats sur terre et sur mer pour s'ouvrir de nouveaux débouchés ou pour ne pas perdre ceux dont on était déjà en possession. Je ne prétends pas décider si l'Angleterre a eu tort ou raison; ce qui me paraît incontestable, c'est qu'en partant des principes dont je viens de parler, elle ne pouvait pas agir autrement; mais ce qui doit faire présumer que les hommes qui ont dirigé ses

commerce à des causes qui ont subsisté depuis long-temps; et cependant, il est

---

conseils se sont trompés, c'est l'état de détresse où nous la voyons réduite après des triomphes, qui certes ont surpassé son attente. Que serait-elle donc devenue si elle eût échoué dans la lutte contre sa rivale? Et pourquoi la France dont les pertes de tout genre, depuis 1813, sont sans comparaison au-dessus de celles de la Grande-Bretagne, et dont la population a continué à s'accroître dans une proportion bien plus forte que celle de l'Angleterre; pourquoi, dis-je, la masse de la nation française, après tant de malheurs et de revers inouïs, souffre-t-elle moins, et se trouve-t-elle même dans un état d'aisance comparative? Pourquoi enfin les classes inférieures de la société y sont-elles aujourd'hui moins malheureuses que les mêmes classes en Angleterre?

M. Malthus répond, que les nations qui ont souffert le moins ou qui même ont gagné pendant la guerre, ont dû souffrir le plus par l'effet de la paix; et, sous ce rapport, il compare la détresse de l'Angleterre depuis la paix à celle que les États-Unis ont éprouvée depuis la même époque. Il est difficile de dire quels sont les grands états dont la situation s'est améliorée depuis la paix, et il y a de fortes raisons de croire que la plupart souffrent autant et plus qu'ils ne souffraient pendant la guerre, quoique peut-être le mal ne soit pas précisément de la même nature. Quant aux états qui se sont décidément enrichis pendant la guerre et qui ont conservé cette richesse acquise jusqu'au moment de la paix, je ne connais que la Grande-Bretagne; et quoiqu'il soit très-facile à concevoir de quelle manière la paix a diminué sa prospérité, on ne pourrait jamais comprendre comment une diminution subite de

assez prouvé que notre commerce a beaucoup souffert de restrictions inutiles, et

---

demande pour ses produits a pu occasioner tout à coup une détresse qui dure depuis cinq ans, et à laquelle on cherche en vain des remèdes, si on ne remontait pas aux sources auxquelles le gouvernement britannique doit sa force, et une grande partie du peuple anglais son malheur. Ces sources sont, ainsi que je l'ai déjà dit, la trop inégale répartition de la richesse, la trop grande extension donnée à l'industrie manufacturière et au commerce étranger, et le nombre trop considérable d'individus n'ayant d'autre propriété que leur travail, et dont la subsistance journalière dépend de la vente des produits qu'ils fabriquent, laquelle peut être contrariée, retardée ou soudainement arrêtée ou diminuée par mille causes imprévues, surtout lorsqu'elle dépend des moyens, des goûts changeans, du caprice, de la législation variable des nations étrangères et des suites des progrès incalculables de l'industrie des autres peuples industrieux. Aucune autre nation ne se trouvant dans cette dépendance de l'étranger pour la vente d'une grande partie de ses produits et surtout de ceux qu'on peut aisément remplacer, aucune n'a dû souffrir autant que l'Angleterre de l'échec qu'a éprouvé son commerce. La détresse des autres nations, et surtout celle de la France, est comme les moyens d'existence des habitans, plus également répartie dans toutes les classes; chacun porte à peu près sa part du fardeau, tout ne tombe pas sur le pauvre journalier comme en Angleterre, et l'on n'a vu nulle part les ouvriers de tout genre en état d'insurrection presque permanente pour obtenir de quoi se nourrir, ni plus du dixième de la population d'un pays florissant réduite à vivre d'aumônes!

qu'il pourrait gagner beaucoup par leur abolition. Tant qu'on aura besoin de lever, au

---

La comparaison avec les États-Unis manque de justesse à plusieurs égards. Cette république ne s'est point enrichie pendant sa dernière guerre avec l'Angleterre, et c'est au contraire pendant cette guerre qu'elle a commencé à éprouver les maux dont elle souffre encore, et qui sont dus en grande partie à la trop rapide extension de son commerce extérieur. En cela, sa position a quelque ressemblance avec celle de l'Angleterre ; mais je suis étonné qu'un homme de la sagacité de M. Malthus n'ait pas vu dans ce qui s'est passé aux États-Unis une nouvelle preuve du vice radical du système anglais. Pourquoi les pertes énormes essuyées par les États-Unis, dont le capital est insignifiant et dont les ressources sont encore bien faibles comparativement à la Grande-Bretagne ; pourquoi, dis-je, ces pertes n'ont-elles pas réduit un ou deux millions de citoyens américains à la mendicité ? On sait que la population des États-Unis diffère en ce moment peu de celle de l'Angleterre, et on sait aussi qu'il n'y a point dans le premier pays, ni d'impôts pour les pauvres, ni les immenses fortunes des particuliers qui permettent de lever par souscription des sommes énormes pour venir au secours des malheureux journaliers sans ouvrage. Cependant non-seulement la détresse n'y a pas approché de celle que l'Angleterre éprouve, mais elle a même commencé à diminuer il y a long-temps malgré le discrédit des banques et d'autres calamités nationales. La raison en est très-simple : c'est qu'il y a beaucoup plus de propriétaires aux États-Unis et moins de simples journaliers, beaucoup plus de gens cultivant la terre pour leur propre compte, et un nombre très-peu considérable d'ouvriers en manufactures;

moyen d'impôts, des sommes considérables pour subvenir aux dépenses du gouvernement et pour payer les intérêts de la dette nationale, il ne serait nullement prudent de renoncer à une ressource aussi équitable et productive que le revenu des douanes. Dans le règlement du tarif des droits d'entrée, il est aussi très-naturel que les produits de l'étranger soient les plus fortement imposés, lorsqu'ils sont de la même espèce que les produits nationaux qui ont été assujettis à un droit, ou quand

---

et, quoique le nombre des négocians et armateurs soit peut-être déjà trop considérable, la nature des exportations de leur sol les expose à beaucoup moins de chances subites et ruineuses, parce que ce sont en général des objets de première nécessité dont il n'est pas aussi facile de se passer que de mousselines, et que peu de nations peuvent fournir dans la même quantité et au même prix.

D'après tout ce que je viens d'exposer je ne suis pas surpris si M. Malthus trouve si difficile d'opposer un remède efficace aux maux qui pèsent sur son pays, et s'il redoute tant l'extinction et même la trop rapide diminution de la dette nationale, et un système d'épargne, et s'il propose des moyens tellement insuffisans pour accroître les revenus de la nation. En effet, vouloir conserver la division actuelle de la propriété et la dette nationale, et cependant demander des remèdes pour des maux qui découlent de ces deux sources, c'est comme si un homme

ils sont de nature à rendre très-désirable qu'ils soient produits en abondance dans le pays, par des raisons particulières qui intéresseut la santé, le bonheur et la sûreté de la nation. Mais il ne paraît pas qu'il y ait de bonnes raisons pour la prohibition absolue d'aucune espèce de produits, et il est à peu près sûr qu'en suivant ce principe, on pourrait accorder une bien plus grande liberté au commerce étranger, en même temps qu'on tirerait un plus fort revenu des douanes. J'ai déjà, dans plus d'un endroit, expliqué pourquoi, dans tous les cas possibles, il

---

attaqué d'une maladie générale, fruit de l'intempérance et de la débauche, exigeait qu'un médecin le guérît radicalement pendant qu'il continuerait à se livrer aux mêmes excès que par le passé.

En un mot, la prospérité des états est comme la santé du corps humain ; l'une et l'autre dépendent de la juste proportion des forces et de leur équilibre. Toutes les fois que dans une nation les classes les plus nombreuses n'ont presque rien, et que celles dont le nombre est le moins considérable ont presque tout, l'état est frappé d'une maladie mortelle ; s'il développe une grande énergie et s'il fait de grands efforts pendant quelque temps, on peut les comparer aux mouvemens extraordinaires du système musculaire dans l'état convulsif, qui font bientôt place à la prostration générale. NOTE DU TRADUCTEUR.

me semble fort à désirer que nous puissions constamment produire chez nous à peu près tout le blé dont nous avons besoin pour notre propre consommation. Mais je ne vois pas de raison suffisante qui doive nous faire préférer les vins du Portugal et les soieries de Londres aux vins et aux soieries de la France. Par cela même qu'il y a en ce moment plus de capital et de travail britannique employé à acheter du vin de Bordeaux qu'il n'y en aurait de dépensé si nous tentions de le fabriquer chez nous, on aurait droit d'attendre, dans le cas d'un commerce plus étendu avec la France, que plus de capital britannique serait employé à acheter des vins et des soieries de France qu'il n'y en a actuellement d'employé à acheter des vins de Portugal et à fabriquer les soieries de Spitalfields et de Derby.

Mais il faut en même temps remarquer que, toutes les fois qu'il s'agit de calculer les effets que de tels changemens doivent avoir dans l'avenir, il est toujours de notre devoir, surtout dans la situation dans laquelle se trouve actuellement la na-

tion, de faire attention au sage avis que nous a donné Adam Smith. Parfaitement convaincu des avantages d'un commerce entièrement libre, il fait la remarque suivante (1) : « Le cas où l'on peut quelquefois mettre en question jusqu'à quel point et de quelle manière il convient de rétablir la libre importation des marchandises étrangères, après qu'elle a été interrompue pendant quelque temps, c'est lorsque certaines manufactures, par le moyen des droits élevés et des prohibitions dont on a frappé toutes les marchandises étrangères qui peuvent entrer en concurrence avec leurs produits, ont acquis un si grand développement, qu'elles emploient un grand nombre de bras. L'humanité peut, dans ce cas, exiger que la liberté ne soit rendue au commerce que par une gradation lente, et avec beaucoup de ménagement et de circonspection. Si l'on ôtait tout à coup tous ces droits et ces prohibitions, il pourrait être versé dans le marché du pays des

(1) Richesse des nations. Liv. IV, chap. 7, p. 202, 6e. édition anglaise.

marchandises étrangères de la même qualité et à un prix si inférieur, que des milliers d'individus se trouveraient sur-le-champ privés de leur occupation ordinaire et de tout moyen de subsistance. » Cet avis salutaire que nous donne Adam Smith s'applique certainement d'une manière très-frappante au commerce des soieries ; et, quelque désirable qu'il soit d'ouvrir le commerce avec la France (dont l'utilité est tout-à-fait incontestable), il n'est pas moins vrai que l'admission soudaine et imprudente d'une grande quantité de soieries françaises tendrait à aggraver, au lieu de soulager, la détresse actuelle de nos classes ouvrières.

Dans tous les cas où, dans des circonstances particulières, la détresse du pays peut s'aggraver par la liberté accordée à certains genres de commerce assujettis auparavant à des restrictions, la valeur de la totalité des produits estimée en travail domestique et étranger, se trouvera pendant quelque temps diminuée. Mais, en général, ainsi que j'ai cherché à le prouver dans la huitième section de ce chapitre,

la tendance naturelle et permanente de toute extension du commerce domestique et étranger, c'est d'augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits. Cela a lieu surtout lorsque, au lieu de changer les canaux du commerce, on peut lui donner un plus grand développement positif; dans ce cas, l'avantage est complet et n'a aucun mélange de mal partiel ou temporaire. Les produits du pays, étant mieux distribués et mieux adaptés aux besoins et aux goûts des consommateurs, acquerront bientôt une plus grande valeur courante, en faisant accroître en même temps le revenu national, le taux stable des profits et les salaires des ouvriers.

Pour ce qui regarde la troisième cause de l'accroissement de la valeur échangeable de la totalité des produits, c'est-à-dire, l'entretien de consommateurs improductifs, quoiqu'il soit hors du pouvoir de beaucoup de personnes d'être de quelque utilité à cet égard, d'autres peuvent cependant y contribuer; et certes, il doit être avantageux que la vérité, quelle qu'elle soit, relative aux effets du travail improductif,

soit parfaitement connue, afin de ne point poursuivre un but qui doit nuire au progrès de la richesse, et de ne pas nous récrier contre ce qui, au contraire, doit tendre à la favoriser. Quelque mesure qu'on juge à propos d'adopter par rapport à la diminution du nombre des consommateurs improductifs, dans l'intention de nous placer dans une situation plus sûre, nous serons portés à n'agir qu'après une mûre délibération, si nous ne nous laissons pas entraîner par la persuasion qu'en diminuant le nombre des individus de cette classe, nous procurerons un soulagement immédiat aux classes ouvrières.

Il est important aussi, dans les efforts que nous faisons pour venir au secours des classes ouvrières dans la conjoncture actuelle, de se convaincre qu'il serait à désirer qu'on les employât à des travaux improductifs, ou du moins, à des travaux dont les produits ne sont pas exposés en vente au marché, tels que la réparation des routes et les travaux publics. On ne pourrait pas objecter à cette manière d'employer une forte somme, levée au moyen

de l'impôt, que cela tendrait à diminuer le capital affecté au travail productif, car, jusqu'à un certain point, c'est là précisément ce dont nous avons besoin; mais cela pourrait, peut-être, avoir l'effet de ne pas laisser apercevoir assez le manque réel de la demande nationale pour des bras, en empêchant ainsi la population de s'accommoder graduellement à la diminution de cette demande. On pourrait cependant trouver un puissant correctif à cet inconvenient, dans la valeur des salaires qu'on accorderait aux ouvriers (1).

Tout considéré, j'ose dire que l'em-

(1) C'est-à-dire, que pour ôter aux ouvriers la tentation de se marier et d'avoir des enfans, on ne leur donnerait pour salaire que le juste nécessaire pour les empêcher de mourir de faim! Et que deviendront alors les journaliers qui gagnent en ce moment leur vie à de pareilles occupations, lorsqu'à côté d'eux arrivera un essaim de malheureux forcés de travailler pour un morceau de pain? C'est ainsi que pour empêcher les uns de mourir de faim on réduirait à la misère les autres qui jouissent à présent d'un certain bien-être. Et c'est cependant là un des moyens qui paraissent à M. Malthus capables de porter le plus de soulagement aux infortunés ouvriers anglais! Il n'est en effet, comme tous les autres qu'il propose, qu'un palliatif très-insuffisant. NOTE DU TRADUCTEUR.

ploi des pauvres à la réparation des routes et aux travaux publics, et la disposition des propriétaires et des gens riches, à bâtir, à améliorer, à embellir leurs domaines, et à employer des ouvriers et des domestiques à gages, sont les seuls moyens en notre pouvoir qui puissent le plus directement porter remède aux maux qu'a fait naître le dérangement de la proportion entre les produits et la consommation, occasioné par le nombre de soldats, de matelots, et d'autres classes d'individus employés pendant la guerre, et qui ont été subitement convertis en ouvriers productifs.

Si par l'opération d'une de ces causes, ou de toutes les trois réunies, nous pouvons obtenir que la proportion entre l'approvisionnement et la consommation soit plus avantageuse, au point d'augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits, dans ce cas le taux des profits pourra continuer à hausser autant que la qualité des terrains cultivés, jointe à l'intelligence des cultivateurs, pourra le permettre (1), ce

---

(1) Les profits du capital ne peuvent pas s'élever au-delà

qui est loin de pouvoir se réaliser en ce moment. Et aussitôt que le capitaliste pourra commencer à faire des épargnes sur des profits assurés et croissans, au lieu de les prendre sur la diminution de sa dépense ; c'est-à-dire, aussitôt que le revenu national, estimé en espèces métalliques, et que le pouvoir qu'ont ces espèces de mettre en œuvre du travail domestique et étranger, commenceront à augmenter tous les ans et d'une manière soutenue, on pourra alors avec succès et sans danger commencer à recouvrer notre capital perdu, en employant le moyen ordinaire d'économiser une partie du revenu augmenté pour ajouter à notre fonds.

C'est une opinion assez répandue, surtout parmi les classes mercantiles, que rien

---

de ce que l'état du sol peut permettre, mais ils peuvent baisser à un degré quelconque (Voyez T. I; p. 440). La grande différence entre l'opinion de M. Ricardo et la mienne sur ce point, c'est que M. Ricardo croit que les profits *se règlent* d'après l'état du sol, et moi je pense que cet état ne les *limite* que d'une seule manière, et que si le capital est abondant, comparativement à la demande de produits, les profits peuvent baisser à un degré quelconque, en dépit de la fertilité de la terre.

n'augmenterait aussi promptement et avec autant d'effet le revenu et la consommation de la nation qu'une émission considérable de papier-monnaie. Mais en adoptant cette opinion, ils se sont trompés sur la nature du grand et incontestable avantage que la richesse nationale peut tirer quelquefois d'une dépréciation de l'agent de la circulation. L'effet essentiel de cette dépréciation c'est d'enlever à ceux qui ont des revenus fixes une partie de leur propriété, et de donner plus de moyens d'acquérir les produits du pays à ceux qui achètent et vendent. Toutes les fois que l'état de la dépense de la nation est tel qu'il y a de la difficulté à y pourvoir, alors tout ce qui tend à faire passer une plus grande quantité de produits dans les mains des capitalistes doit augmenter les facultés productives, et doit, par conséquent, offrir les moyens dont on a besoin pour fournir à cette dépense. Et quoique l'acte du parlement qui impose à la banque des restrictions, s'il était prolongé au delà de ce qu'exige la nécessité du cas, ne puisse être regardé que comme une injustice qu'on fait aux posses-

seurs de revenus fixes; néanmoins je suis bien convaincu que la dépréciation de la monnaie, et la facilité qui en est résultée pour le crédit, en opérant de la manière que nous avons décrite, doit avoir contribué puissamment au recouvrement rapide de l'immense capital détruit, qui probablement n'eut jamais lieu auparavant au même degré chez aucune nation.

Mais si, dans ce moment, nous faisions une semblable émission de papier, l'effet en serait très-différent. Peut-être une augmentation subite de la monnaie, et la facilité de faire des emprunts qui s'ensuivrait, pourraient, quelles que fussent les circonstances, donner un élan temporaire au commerce, mais il ne serait que temporaire. Sans une grande dépense de la part du gouvernement, et la fréquente conversion du capital en revenu, les grandes facultés de production acquises par les capitalistes, agissant sur le pouvoir diminué d'acheter que possédent ceux qui n'ont que des revenus fixes, ne pourraient qu'occasioner un engorgement de produits encore plus grand que celui qu'on éprouve main-

tenant; et l'expérience nous a suffisamment fait voir que, dans de telles circonstances, le papier-monnaie n'a pas la puissance de soutenir les prix. Dans l'histoire de nos opérations relatives au papier-monnaie, on verra que l'abondance ou la rareté de la monnaie a suivi et aggravé les effets des prix élevés ou réduits, mais que rarement ou jamais cette abondance ou cette rareté n'a précédé ces changemens de prix; et il est de la plus haute importance de se rappeler qu'à la fin de la guerre les prix fléchirent avant que la diminution de la monnaie circulante eût commencé à se manifester. Ce fut, en effet, l'état déplorable des prix qui causa la ruine des banques provinciales, et qui fit voir sur quels frêles fondemens reposait l'excessive émission de notre papier-monnaie. La réduction subite de la quantité du papier en circulation aggrava sans contredit à un haut degré la détresse des négocians et de la nation, et c'est par cette même raison que nous devons employer tous les moyens en notre pouvoir pour qu'un tel événement ne se reproduise plus par la suite; non pas en faisant de vains efforts

pour soutenir les prix, à l'aide d'émissions forcées de papier, et au mépris des lois de l'équité et des grands principes de l'approvisionnement et de la demande, mais par le seul moyen efficace, c'est-à-dire, en maintenant constamment notre papier au niveau de la valeur de la monnaie métallique qu'il est destiné à représenter, et en empêchant qu'il n'éprouve d'autres variations que celles auxquelles sont sujets les métaux précieux.

Par rapport à la doctrine fondamentale que j'ai cherché à inculquer dans la dernière partie de cet ouvrage, c'est-à-dire, que le progrès de la richesse tient à des proportions, on m'objectera, peut-être, que cela mène nécessairement à des différences d'opinion sur ces proportions, et jette ainsi une sorte d'incertitude dans la science de l'économie politique, qu'on ne supposait pas lui être inhérente. Si, pourtant cette doctrine, après un mûr examen, est reconnue vraie, si elle rend bien raison des faits tels que nous les observons, et explique d'une manière conséquente pourquoi on s'est si souvent trompé dans les

conjectures sur l'avenir, il faudra avouer que cela répond pleinement à ceux qui font de telles objections. Il n'est pas possible que nos désirs et nos opinions donnent plus de certitude à une science qu'elle n'en possède en elle-même; mais il est évident que nous pouvons la rendre beaucoup plus incertaine dans son application, en la supposant tout autre qu'elle n'est réellement.

Néanmoins, quoiqu'il nous soit impossible de poser une règle certaine pour s'enrichir, et qu'on ne puisse pas dire qu'une nation accroîtra sa richesse précisément en raison des économies qu'elle fera sur son revenu pour ajouter à son capital, toutefois dans les parties même les plus incertaines de la science, dans celles qui ont rapport aux proportions entre la production et la consommation, nous ne manquons pas de guides, et si nous faisons attention aux importantes lois de la demande et de l'offre, elles nous conduiront en général vers la bonne route. M. Ricardo a justement dit que « il est aussi impossible au fermier et au manufacturier de vivre sans profits, qu'à l'ouvrier d'exister sans gages. Le motif qui leur

fait accumuler diminuera à chaque diminution de profits, et il cessera entièrement quand ils seront tellement minces, qu'ils ne leur offriront plus un dédommagement suffisant de leur peine, et du risque qu'ils courent nécessairement en employant leur capital d'une manière productive (1) ». M. Ricardo applique ce passage à la baisse définitive et nécessaire des profits, occasionée par l'état du sol. Moi, je l'appliquerais à tous les temps, et dans tout le cours des époques variables qui séparent le premier période de la culture du dernier. Toutes les fois que le capital s'accroît trop vite, les motifs pour accumuler diminuent, et il y aura une tendance naturelle à dépenser plus et épargner moins. Lorsque les profits montent, le motif qui fait accumuler augmentera aussi, et on sera porté à dépenser une moindre portion des gains, et à en épargner une plus forte. Cette tendance, agissant sur les individus, les conduit vers un juste milieu, auquel ils par-

(1) Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap. 6, p. 181 et 182, traduction française.

viendraient plus souvent, s'ils n'en étaient détournés par de mauvaises lois ou par des conseils peu sages. Si tout homme qui économise sur son revenu est nécessairement un ami de son pays, il s'ensuit que tous ceux qui dépensent leurs revenus, quoiqu'ils ne soient pas positivement des ennemis de leur pays comme les dissipateurs, doivent cependant être considérés comme manquant à leur devoir de concourir au bonheur de la patrie, et de donner de l'occupation aux classes ouvrières, quand cela est en leur pouvoir. Cela ne peut pas faire naître des réflexions bien consolantes dans l'esprit de ceux qui dépensent dans leurs maisons, dans leur ameublement, dans leurs équipages et dans leur table des sommes, qui admettraient certainement une grande réduction, avec un bien léger sacrifice de bien-être réel. Mais si, en effet, l'économie est un bien ou un mal pour une nation, suivant les circonstances du temps, et si c'est le taux des profits qui indique le mieux ces circonstances, certes voilà un cas dans lequel l'intérêt individuel n'a pas besoin de secours étrangers.

L'économie, ainsi que je l'ai déjà dit,

est, dans bien des circonstances, un devoir privé des plus sacrés. Il n'est pas aisé de dire jusqu'à quel point le juste sentiment de ce devoir, joint au désir d'améliorer notre condition, qui est si fortement gravé dans le cœur de l'homme, peut quelquefois et dans certains états de la société, faire naître une trop grande tendance à la parcimonie, qui ne permette pas de donner tout l'encouragement possible à l'accroissement de la richesse nationale; mais, que cette disposition, abandonnée à elle même, devienne jamais trop forte ou non, personne ne peut songer à la contrarier, pas même dans tout ce qu'elle peut avoir de capricieux. Il n'y a cependant pas de raison pour qu'on l'encourage davantage en la caractérisant de devoir public. Le marché pour le capital national sera pourvu, tout comme les autres marchés, sans le secours du patriotisme; et en livrant toute la question relative à l'économie, à l'opération spontanée de l'intérêt et aux sentimens de chaque individu, nous nous conformerons mieux au grand principe d'économie politique établi par Adam Smith, et à sa maxime géné-

rale, que la richesse des nations n'est jamais mieux assurée que lorsqu'on permet à chaque individu, aussi long-temps qu'il se conforme aux règles de la justice, de poursuivre ses intérêts d'après ses propres vues.

Il faut cependant avouer que cette même doctrine, et toutes les doctrines fondamentales de cet ouvrage tendent à prouver, ainsi qu'il a été dit dans l'Introduction, que la science de l'économie politique a plus de rapport avec la morale, et la politique qu'avec les mathématiques. Mais cette vérité, quoiqu'elle porte atteinte à l'exactitude des principes de la science, n'en diminue cependant point l'importance; car une science qui, comme l'économie politique, embrasse quelques-unes des questions qui sont le plus intimement liées au bien-être de la société, ne peut jamais manquer d'offrir le plus haut degré d'intérêt. Son étude tend à produire les résultats les plus utiles dans la pratique, et à empêcher beaucoup de mal positif; et, si ses principes sont soigneusement établis sur une expérience assez étendue, il y a tout lieu de croire, d'après ce qui a déjà été fait, que, toutes les fois qu'ils seront judi-

cieusement appliqués, ils tromperont rarement notre juste attente.

On fera peut-être une autre objection aux doctrines émises dans la dernière partie de cet ouvrage, et que je tiens beaucoup à repousser. Si les principes que j'ai posés sont vrais, il s'ensuit certainement que la suppression soudaine des impôts sera souvent suivie d'effets très-différens de ceux auxquels on s'est généralement attendu, surtout pour les classes laborieuses de la société, et peut-être pourrait-on en tirer une conclusion en faveur des impôts. Mais la conclusion rigoureuse que l'on doit en tirer, c'est qu'il ne faut jamais mettre d'impôts, ni en mettre de plus forts que la nécessité du cas ne l'exige, et qu'il faut surtout faire tous les efforts qui sont compatibles avec l'honneur et la sûreté d'une nation, pour empêcher les dépenses publiques de devenir tellement excessives, qu'on ne puisse les prolonger sans conduire à la ruine, ou les suspendre sans causer la détresse de l'état.

En admettant même que l'impulsion donnée par d'énormes dépenses publiques,

et par les impôts nécessaires pour les défrayer, lorsqu'elle rencontre des pouvoirs extraordinaires de production, peut, dans des cas particuliers, augmenter la richesse d'un pays à un degré plus haut qu'elle n'aurait pu s'élever autrement; néanmoins, comme les pouvoirs de production, quelque grands qu'ils puissent être, doivent toujours s'épuiser à la longue par des emprunts excessifs, dont doit résulter la misère des classes laborieuses, soit que l'on continue le même système, soit qu'on cherche à revenir sur ses pas, il aurait assurément beaucoup mieux valu pour la société qu'une telle richesse n'eût jamais existé. Elle ressemble à l'énergie contre nature excitée par l'action de quelque violent stimulant, qui ne doit jamais être administré à moins qu'il ne soit absolument nécessaire, à cause de l'état d'épuisement qui est la suite inévitable de son emploi (1).

Dans mon Essai sur la population, j'ai

(1) Je partage entièrement l'opinion de M. Malthus sur les effets d'une telle richesse, mais il me semble que dans d'autres endroits de son ouvrage il ne la voit pas sous le même point de vue. NOTE DU TRADUCTEUR.

fait l'observation suivante : « Dans tout le cercle des événemens humains, je doute qu'il y ait une source plus féconde de malheurs, ou qui produise invariablement des effets plus désastreux, que l'élan soudain que prend la population à la suite de deux ou trois années d'abondance, et qui doit nécessairement être arrêté par l'effet du premier retour de la disette, ou même par des années de moyennes récoltes (1) ». La grande demande de bras qui eut lieu pendant la dernière guerre, a dû produire un effet entièrement semblable, et qui a été encore aggravé par le temps qu'il a duré; et comme c'est là un état de choses, qui de sa nature n'est pas durable, il est évidemment du devoir de tous les gouvernemens, s'ils prennent le moindre intérêt au bonheur de leurs sujets, d'éviter toutes les guerres et toutes les dépenses excessives, autant que cela sera en leur pouvoir; mais s'ils ne peuvent pas éviter de faire la guerre, au moins faut-il qu'ils en règlent les frais indispensables, de manière à faire supporter le moins

---

(1) Vol. II, p. 170, 6e. édition anglaise.

de charges à la nation pendant la durée des hostilités, et qu'ils évitent autant que possible, au moment de la paix, qu'il y ait un trop grand dérangement dans l'état de la demande. On peut à juste titre déplorer qu'une telle masse d'impôts et qu'une telle consommation aient jamais eu lieu, et qu'une si forte impulsion, qui ne pouvait être que temporaire, ait été donnée à la richesse et à la population de notre pays; mais c'est une question très-différente de savoir, puisque le mal existe, quel est le meilleur remède à lui opposer. Si la population avait pris un grand développement pendant quelques années d'abondance, nous devrions certainement faire les plus grands efforts pour empêcher, par le moyen de l'importation, la détresse qui pourrait être causée par le retour de récoltes moyennes. Lorsque le corps humain a été exposé à l'action d'un stimulant très-énergique, l'on doit assurément avoir soin de ne pas le retirer trop subitement. De même, lorsque le pays est malheureusement soumis à l'action excitante d'une dépense excessive prolongée pendant long-temps, il doit assuré-

ment être contre toute analogie et contre tous les principes généraux, de chercher le remède à ce mal dans la grande et soudaine réduction de la consommation.

Il y a tout lieu de croire que les classes ouvrières de la société éprouveraient une perte grave, si l'objet qu'elles paraissent désirer si ardemment était atteint. Pour ceux qui vivent de revenus fixes, c'est un bien très-grand et sans mélange que d'être allégés des impôts; pour les classes des négocians et des marchands, c'est quelquefois un bien et quelquefois un mal, suivant les circonstances; mais, quant aux classes ouvrières, il n'y a point de suppression d'impôts, ni de degré de bon marché du blé, qui puissent compenser pour elles le manque d'ouvrage. Si la demande générale de bras manque, et surtout si elle manque tout à coup, les classes laborieuses seront malheureuses au milieu de l'abondance; et si la demande d'ouvriers est considérable, ils seront comparativement riches au milieu de la cherté.

Exposer ces faits, ce n'est point parler en faveur des impôts; c'est au contraire pré-

senter une des raisons les plus fortes contre eux, c'est faire voir qu'ils sont un grand mal, non-seulement lorsqu'on les établit, mais qu'ils produisent encore de nouveaux maux lorsqu'on cherche par la suite à les supprimer. Ils ressemblent aux règlemens mal-entendus du système mercantile, cités par Adam Smith, et qui, quoiqu'on en reconnaisse les pernicieux effets, ne peuvent être abolis sans causer un mal plus grand, pendant un intervalle d'une durée assez considérable.

Des écrivains théoriques sont sujets, dans leurs spéculations, à négliger ces intervalles; mais des époques de huit ou dix ans, et qu'il n'est pas rare de voir se renouveler, sont des périodes assez importantes dans la vie de l'homme. Et selon que ces époques sont heureuses ou malheureuses, elles offrent une somme très-sensible de félicité ou de détresse, et laissent le pays dans des états très-différens, au moment où elles se terminent. Dans des temps prospères, les classes mercantiles réalisent souvent des fortunes assez considérables pour les garantir de presque toutes les

chances de l'avenir; mais malheureusement les classes ouvrières, quoiqu'elles aient leur part dans la prospérité de la communauté, n'en ont pas une aussi forte que dans l'adversité générale. Elles éprouvent la plus grande détresse pendant l'époque de la réduction des salaires, tandis qu'elles n'en sont pas suffisamment compensées pendant que les salaires sont élevés. Les variations doivent toujours leur être plus nuisibles qu'avantageuses; et, si nous avons en vue le bonheur de la grande masse de la société, notre but doit être, autant que possible, de maintenir la paix, avec des dépenses peu variables.

FIN DU SEPTIÈME ET DERNIER CHAPITRE.

PRÉCIS

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CET OUVRAGE.

TOME PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Des définitions de la richesse et du travail productif.

Sect. 1. Des définitions de la richesse.

CHAPITRE II.

De la nature et des mesures de la valeur.

SECT. 1. Des différentes espèces de valeur.

CHAPITRE III.

Du fermage.

Sect. 1. De la nature et des causes du fermage.

Pages.

Sect. x. Observations générales sur l'excédant du produit de la terre.

CHAPITRE V.

Des profits du capital.

TOME SECOND.

CHAPITRE VI.

De la distinction entre la richesse et la valeur.

CHAPITRE VII.

Des causes immédiates du progrès de la richesse.

FIN DU PRÉCIS.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CET OUVRAGE.

N. B. Les chiffres romains indiquent le volume, et les chiffres arabes la page.

A

B

C

D

E

J

L

M

N

O

P

T

V

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

TABLE

DES CHAPITRES ET DES SECTIONS

CONTENUS DANS CE VOLUME.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

Des causes immédiates du progrès de la richesse.

FIN.

ERRATUM.

Avant-propos, page IV, au lieu de M. Ricardo, *lisez :* M. Malthus.

SUPPLÉMENT AU CATALOGUE

DE LA

[illegible] ÉTRANGÈRE ET FRANÇAISE

[illegible] J. P. AILLAUD, LIBRAIRE,

[illegible]uai Voltaire, n.° 21, à Paris.

LIVRES FRANÇAIS.

GALERIE DE FLORENCE ET DU PALAIS PITTI, dessinée par Wicar, et gravée sous la direction de Masquelier, par les premiers artistes de France, avec les explications, par Mongez, de l'institut; grand in-fol., quarante-huit livraisons. Imprimée sur papier vélin nom de Jésus, au lieu de 1,152 fr. — 720 fr.

Les livraisons 49 et 50, qui termineront ce magnifique ouvrage, paraîtront dans le courant du mois de novembre 1820, et coûteront chacune, épreuves avec la lettre 24 fr.

Épreuves avant la lettre, format colombier 48

Ce bel ouvrage, dont l'exécution est magnifique, est trop connu dans toute l'Europe, pour qu'il soit nécessaire d'en faire ici l'éloge, et la réduction momentanée que je fais dans son prix, doit en rendre l'acquisition plus facile.

Les amateurs qui désireraient le posséder, sans cependant faire le déboursé de tout son prix à la fois, pourront encore jouir de la faculté de souscrire en retirant deux livraisons par mois, au prix de 16 fr.

Ils recevront la 1re. avec la 48e., la 2e. avec la 47e., et ainsi de suite.

Les personnes qui n'ont pas encore fait retirer leurs suites, peuvent aussi se compléter, et le prix des livraisons séparées est de 18 fr.

COLLECTION complète des dessins originaux de la Galerie de Florence, par Wicar, formant une suite précieuse d'environ 500 dessins, dont 130 qui n'ont pas été gravés.

On traitera de gré à gré pour le prix de cette collection, une des plus belles choses qui existent dans son genre.

SOUS PRESSE.

COMMENTAIRES SUR LES LOIS ANGLAISES, par Blackstone, avec les Notes de Christian; nouvelle traduction par M. Chompré, faite sur la quinzième et dernière édition publiée à Londres en 1820. Cet ouvrage formera six gros vol. in-8°., d'environ 600 pages, imprimés chez Firmin Didot, sur très-beau papier fin des Vosges, et sera publié en trois Livraisons, de 2 vol. chaque. La première paraîtra au mois de novembre 1820.

Prix de chaque [illegible] pteurs : 7 fr.

[illegible] jusqu'à la fin d'octobre 1820.

LIVRES NOUVEAUX DE FOND.

PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE, considerée dans son application à la pratique, par M. Malthus, auteur du Traité de la population, traduit de l'anglais, et avec des notes, par M. F. S. Constancio, traducteur de l'Économie politique de Ricardo, in-8°. 2 gros vol. Paris, 1820. 14 f.

LETTRES de M. J. B. Say à M. Malthus, sur différens sujets d'économie politique, et notamment sur les causes de la stagnation du commerce. in-8°. 1 vol. Paris, 1820. 3 fr. 50.

DOCUMENS HISTORIQUES et Réflexions sur le gouvernement de la Hollande par Louis Bonaparte, ex-roi de Hollande. in-8°. 3 vol. Paris, 1820. 18 fr.

Cet intéressant ouvrage renferme l'histoire complète du règne de l'auteur, en Hollande, et contient une infinité de choses neuves et du plus grand intérêt, qui le rendent, sans contredit, le monnment historique le plus important qui existe sur les événemens de cette période à jamais mémorable.

CONSPECTUS DES PHARMACOPÉES de Dublin, d'Édimbourg, de Londres et de Paris; suivi d'un Appendice extrait des Pharmacopées de Berlin, de Brême, de Copenhague, de Pétersbourg, de Philadelphie, de Stockolm et de Vienne; contenant un Précis des propriétés et des doses des médicamens simples et composés, et des Remarques pratiques sur leur emploi, par MM. Desportes et F. S. Constancio, docteurs en médecine. in-18, de 490 pages. Paris, 1820. 4 fr. 50.

LIVRES FRANÇAIS DE FOND ET EN NOMBRE.

ATLAS historique, chronologique et géographique, par Lessage. Paris, 1814; in-fol., cartonné, seule édition avouée par l'auteur. 136 fr.

Abrégé de l'Histoire d'Angleterre, par Goldsmith, in-12. 3 fr.

Arioste. Roland furieux, traduit par Tressan, 6 vol. in-18 fig. 1818. 9 fr.

ANQUETIL. Précis de l'histoire universelle, 10 vol. in-12. Paris, 1818. 30 fr.

AVENTURES DE TÉLÉMAQUE. In-12, fig. Paris, bonne édition. 3 fr.

ANNALES DU MUSÉE et de l'école moderne des beaux-arts, par Landon. 21 vol. in-8°., avec un très-grand nombre de figures, cartonnés à la Bradel. 353 fr.

ANIMAUX PARLANS (les), par Casti; traduits en vers français par Mareschal. 2 vol. in-8°. Paris, Didot, 1819, avec un beau portrait. 14 fr.

ANNALES STATISTIQUES DES ÉTATS-UNIS, fondées sur les documens officiels publiés par ordre du congrès; par Adam Seybert, membre de la chambre des représentans; enrichi de 60 tableaux; grand in-8°. Paris, 1820. 8 fr.

Bentham. Traité de la législation civile et pénale; 3 vol. in-8°. Paris, 1820. 2ᵉ. édition. 18 fr.

——— THÉORIE des peines et des récompenses, 2 vol. in-8°. Paris, 1818. 12 fr.

BARBERI. Grammaire des grammaires Italiennes, 2 vol. in-8°. Paris, 1819. 13 fr.

Breton. L'Espagne et le Portugal, ou tableau des mœurs, coutumes, usages, etc., etc. de ces deux pays; 6 vol. in-18, Paris, 1815, ornés de beaucoup de figures. 21 fr.

Boutewerk. Histoire de la littérature espagnole; 2 vol. in-8°. Paris, 1812. 10 fr.

BIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE, ou galerie civile, politique et militaire des étrangers célèbres, morts et vivans, 2 vol. in-8°. Paris, 1819. 15 fr.

Bourdaloue. Ses OEuvres, 16 vol. in-8°. Versailles. Portrait, belle édition. 96 fr.

Bergier. Traité de la vraie religion, 12 vol. in-12. 30 fr.

BOUILLON. Musée des monumens antiques, gravé et terminé à l'eau-forte, sur papier vélin; in-fol. grand Jésus. 30 livraisons, chacune à 20 fr.

Campagnes du duc de Wellington, en anglais et en français; in-fol., papier vélin Jésus. Imprimé par Didot, avec de très-belles figures. Paris, 1817; cartonné, 144 fr.

Davy. Élémens de chimie agricole, traduits de l'anglais, avec figures; 2 vol. in-8°. Paris, 1819. 12 fr.

De Guignes. Dictionnaire de la langue chinoise; in-fol. Paris. Belle édition. 80 fr.

ESSAI sur les garanties individuelles que réclame l'état actuel de la société, par Daunou, membre de l'institut; in-8°. Paris, 1819. 4 fr.

Fontanelle. Cours de belles-lettres; 4 vol. in-8°. 20 fr.

Latreille. Histoire naturelle des fourmis; in-8°. fig. Paris, 1802. 7 fr. 50 c.

LEÇONS DE DROIT DE LA NATURE ET DES GENS, par le professeur de Felice; 4 vol. in-12. Paris, 1817. 12 fr.

LIAISONS DANGEREUSES, par Laclos; 2 vol. in-12. Paris, 1820, avec de très-jolies gravures. 7 fr. 50. c.

LIBERTÉ (de la) et du Jury, dans les délits de la presse; par Blanc de Volx; in-8°. Paris. 2 fr.

Liberté (de la) religieuse, par Benoit; in-8°. Paris, 1819. 6 fr.

Libes. Dictionnaire de Physique; 3 vol. in-8°., et atlas. 24 fr.

MONUMENS anciens et modernes de l'Indoustan, représentés en 150 planches; par Langles; in-fol.; 22 livraisons, sur papier vélin; chaque livraison 24 fr.

Ouvrage très-bien exécuté.

OEuvres de Blaise Pascal; 5 vol. in-8°. Paris, 1819. 36 fr.

——— poétiques de Piis; 4 vol. in-8°. Paris. 16 fr.

Révolutions de Constantinople, par Juchereau de Saint-Denys, 2 vol. in-8°. Paris, 1809. 9 fr.

Ouvrage du plus grand mérite.

PRINCIPES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DE L'IMPOT, par D. Ricardo; traduit de l'anglais, par F. S. Constancio; 2 vol. in-8°. Paris, 1819. 12 fr.

Salgues. Mémoires pour servir à l'Histoire de France, pendant le gouvernement de Napoléon; in-8°. 25 numéros. 37 fr. 50 c.

Saussure. Voyage dans les Alpes; 4 vol. in-4°., fig. Neufchâtel, 1796. 60 fr.

SOULAVIE. Histoire de la décadence de la monarchie française; 3 vol. in-8°. et atlas. Paris, 1801. 15 fr.

TAXES des parties casuelles de la boutique des papes, rédigées par Jean XXII, selon lesquelles l'on absout, argent comptant, les assassins, les parricides, les empoisonneurs, les hérétiques, les adultères, les incestueux; etc., etc.; in-8°. Paris, 1820. 5. fr.

VOLNEY. Histoire de Samuel, inventeur du sacre des rois; in-12. Paris, 1820. 2 fr. 50 c.

LIVRES PUBLIÉS PAR LA CONGRÉGATION DE LA PROPAGANDE A ROME.

Alphabeta varia, id est, Æthiopicum, Arabicum, Armenum, Barmanum, Brahmmanicum, Chaldaïcum, Coptum, veter. Etruscorum, Græcum, Hebraïcum, Ibericum, Illyricum, Malabaricum, Persicum, Syriacum, et Tibetanum. Romæ. Très-fort vol. in-8°., broché. 12 fr.

Adler. Musæum Cuficum Borgianum Velitris; in-4°. fig. Romæ, 1782. Broché, 10 fr.
Agop. Grammatica Latina armenicè explicata; Grammatica Armenica, latinè explicata; puritas Haygica; 3 vol. in-4°. Romæ, 1675. Broché, 45 fr.
Aletio. Observationes grammaticales in ling. Epiroticam; in-4°. Romæ, 1716. Broché, 7 fr. 50 c.
Athanasius. Interpretatio Psalmorum, Græcè et Latinè, studio Antonelli; in-fol.; 1746, Romæ. Broché, 36 fr.
Assemani Bibliotheca orientalis; 4 vol. in-fol. Romæ, 1718. Broché, pap. fin. 110 fr.
——— Rudimenta Linguæ Arabicæ; in-4°. Romæ, 1732. 3 fr. 50 c.
Biblia Arabica ad usum eccles. Orientalium, curâ Sergii Risii Damasceni; 3 vol. in-fol. Romæ, 1671. Broché, 90 fr.
Barthollocii Bibliotheca Rabbinica cum Imbonato; 5 vol. in-fol. Romæ, 1675—94, broché. 110 fr.
Bellarminus. Doctrina christiana Epiroticè sive Albanensè; in-12. Romæ, 1664. Broché, 3 fr. 50 c.
——— Illyricè, in-8°. Romæ, 1708. 5 fr.
Blanchus. Dictionarium Latino-Epiroticum; in-8°. Romæ, 1635. 7 fr.
Breviarium Romanum Slavonico idiomate. 2 très-forts vol. in-8°. Romæ, 1791. 54 fr.
Couto. Gentilis Angolæ fidei Mysteriis instructus, idiomate Angolense; in-4°. Romæ, 1661. 5 fr.
Catechismus Avensis, auctore Cajetano Mantegatio; in-8°. Romæ, 1785. Broché, 5 fr.
Comidas de Carbognano. Principi della Grammatica Turca all' uso dei Missionari di Constantinopoli, in-4°. Romæ, 1794. 18 fr.
Doctrina christiana Etiopica, Araba, Italiana; in-4°. Romæ, 1786. 6 fr.
——— Arabicè, Edit Tukii, in-8°. Romæ, 1770. 7 fr.
——— Hibernicè, in-8°. Romæ, 1707. 6 fr.
——— Madagascarensis, in-8°. Romæ, 1786. 2 fr.
Germanus. Dictionarium Linguæ Arabicæ cum Interpret. Italicâ; in-4°., Romæ, 1636. 6 fr.
Galanus. Conciliatio ecclesiæ Armenæ cum Romanâ, Armenicè et Latinè; 3 vol. in-fol. Romæ, 1690. Broché, 72 fr.
idem. Pars historialis; in-8°., Romæ, 1690. Broché, 6 fr.
Garzoli. Grammatica Kurda; in-8°. Romæ. Broché, 6 fr.
Georgii. Alphabetum Thibetanum; Romæ, 1762, très-fort vol. in-4°. pap. fin broché. 25 fr.
——— Fragmentum Evangelii S. Johannis Græco-Copto-Thebaïcum; in-4°. Romæ, 1789. 12 fr.
Haex. Dictionarium Malaico-Latinum et Latino-Malaicum, in-4°. Romæ, 1631. 24 fr.
Ignatius à Jesu. Grammatica Linguæ Persicæ; in-4°. Romæ, 1661. Broché, 3 fr. 50 c.
Jona (Johan. Bapt.) Testamentum Novum, sive quatuor Evangelia, Hebraïcè reddita, Textus Latinus è regione; in-fol. Romæ, 1668. Broché, 24 fr.
Kempis. De Imitatione Christi, Armenicè; in-8°. Romæ, 1674. 7 fr.
Molloy. Lucerna Fidelium idiomate Hibernico; in-8°. Romæ, 1676. 6 fr.
Maggii. Syntagma Linguarum orientalium quæ in Regionibus Georgiæ audiuntur; in-fol. Romæ, 1670. Broché, 18 fr.
Novum Testamentum Syriacum et Arabicum; 2 vol. in-fol. Romæ, 1705. Broché, 66 fr.
Novaria. Thesaurus Arabico-Syro-Latinus; in-8°. 1636. Broché, 7 fr.
Nierszesovicz. Dictionarium Latino-Armenum; in-4°. Romæ, 1695. 15 fr.
Nisibeni. S. Jacobi opera omnia Armenicè et Latinè, ex labore Nicol. Antonelli; in-fol. Romæ, 1756. Broché, 36 fr.

——————— Venezia, Vittarelli; 5 vol. in-16. Jolie édition. 15 fr.

——————— Londra (Pisa); 5 vol. in-18, 1815. Jolie édition. 15 fr.

Bergier. Dizionario di Teologia; 6 vol. in-8°., relié. 18 fr.

BARBERI. Grammaire des Grammaires Italiennes; 2 vol. in-8°. Paris, 1819. 13 fr.

Catechismo di Parrochi; in-8°. broché. 2 fr.

CASTI. Novelle; 3 vol. in-8°. Parigi, 1804. Bonne édition. 18 fr.

ANIMALI *Parlanti*; 3 vol in-12. Parigi, 1820. Belle édition. 10 fr.

Cataneo, Equejade, Monumento Antico di Bronzo del Museo Unguerese; in-4°. Milano, 1819, avec fig. Belle édition. 21 fr.

——— *Osservazioni* sopra un monumento antico di Venere; in-4°. Milano, 1819. Belle édition, avec fig. 18 fr.

Classiques Italiens du dix-huitième siècle, publiés à Milan, format in-8°. très-bien imprimés sur du beau papier.

Cette collection contiendra les auteurs les plus fameux de l'Italie, qui ont vécu pendant le dix-huitième siècle, dont Alfieri, Beccaria, Cesarotti, Filangieri, Goldoni, Maffei, Métastase, Muratori, Parini, Tiraboschi, Verri, etc. Il en paraît déjà 25 vol. Le prix en est de 25 centimes par feuille d'impression.

Cellini Opere; 3 vol. in-8°. Milano. Belle édition. 27 fr.

CORMON et MANI. Dictionnaire Italien-Français, et Français-Italien; 2 vol. in-8°. Lyon, 1813. 18 fr.

Costanzo. Storia di Napoli; 3 vol. in-8°. Milano. 24 fr.

Duguet. Dovere d'un Vescovo; 2 vol. in-8°. broché. 5 fr.

Dizionario Geographico, Tradotto de l'Encyclopedia; 4 vol. in-8°. Venezia. 10 fr.

——— di Teologia di Aquila; in-8°. 2 fr. 50.

Denina. Revoluzioni d'Italia; 6 vol. in-8°. Venezia. Bonne édition. 30 fr.

Dictionnaire Italien-Français, et Français-Italien, rédigé sur ceux d'Alberti et autres, par Lauri; 2 vol. in-16, 1810. Excellent Dictionnaire. 7 fr. 50.

DANTE. la Divina Comedia; 3 vol. in-8°. Milano, 1815. Belle édition. 24 fr.

Erizzo. le Giornate; in-8°. Milano. Belle édition. 7 fr. 50 c.

Fortiguerri. Il Richiardetto; 3 vol. in-8°. Milano. Belle édition. 21 fr.

Filangieri. Scienza della Legislazione; 6 vol. in-12. Milano, 1817. Jolie édition. 24 fr.

——————— 5 vol. in-8°. Filadelphia. Jolie édition. 25 fr.

Filicaia. Poesie; 2 vol. in-12. Firenze, 1819. Fig. 7 fr.

Franciozini. Vocabolario Spagnuolo-Francese, e Francese-Spagnuolo-Italiano. 2 vol. in-8°. Venezia. 6 fr.

Genovezi. Metafizica; in-8°. broché. 1 fr. 50.

——— Diocesina; 2 vol. in-8°. Venezia. 5 fr.

Lettere provinciali di Paschal; 2 vol. in-8°. broché. 4 fr.

Lamenti dela Chiesa Vedova; 2 vol. in-8°. broché. 2 fr.

Ladvocat. Dizionario Storico; 4 vol. in-8°. 8 fr.

Lettere di Metastasio; 2 vol. in-8°. broché. 4 fr.

Lamberti. Osservazioni Omeriche; in-4°. Milano, 1813. 15 fr.

Lanzi. Storia Pittorica d'Italia; 7 vol. in-18. 1816—17. Jolie édition, 35 fr.

——— *Idem* ——— 3 vol. in-4°. relié. 28 fr.

Lettere di una Peruviana. Italien-Français; 2 vol. in-18. 1810. 3 fr.

Memorie de l'Instituto d' Italia; 6 vol. in-4°. Bologna, 1806—13. 120 fr.

MAFFEI. Storia delle Indie; 3 vol. in-8°. Milano, 1806. Belle édition. 24 fr.

Machiavelli Opere; 10 vol in-8°. Milano, 1804. Belle édition, rare. 60 fr.

Monti. Correzioni dell' Vocabolario della Crusca. in-8°. tom. 1 à 3, et 2 vol. de Dissertations. 18 fr.

Malanima. Sopra I Deliti; 1 vol. in-4°. broché. 4 fr.

Maffei. Arte Magica; in-4°. broché. 2 fr.
Marchetti. Testimonianze delle Chiese di Francia; 16 vol. in-8°. broché 16 fr.
MARTINELLI. Dictionnaire Italien-Français, et Français-Italien; 2 vol. in-16. Paris, 1819. Nouvelle et jolie édition. 7 fr. 50.
Metastasio. Opere; 14 vol. in-12. Venezia, 1820. 35 fr.
——— Opere Scelte; 6 vol. in-18. Avenione, 1808. 12 fr.
Novelliero Italiano, overo raccolta delle megliore Novelle Italiane antiche; 3 vol. in-8°. Milano, 1804. Belle édition. 21 fr.
Opere del conte Rezzonico della Torre; 7 vol. in-4°. Como, 1818. 48 fr.
——— *Idem* grand pap. vélin; 7 vol. in-4°. 96 fr.

Cet ouvrage, peu connu en France, contient tous les écris de l'auteur, notamment son Voyage antiquaire en Sicile, et jouit d'une très-grande réputation.

Parini. Il Giorno; in-8°. Milano, 1819. 3 fr.
Petrarca. Rime; 2 vol. in-32. Firenze, 1818. pap. vélin. 6 fr.
——— 2 vol. in-8°. Milano. Belle édition, rare. 14 fr.
Principi della Fede; in-8°. cartonné. 2 fr.
Properzio Vulgarizato, del cavaliere Vismara; 2 vol. in-8°. Milano, 1818. 10 fr.
Recreazioni dell' Uomo sensibile di Arnaud; 12 vol. in-12. 12 fr.
Savioli. Amori; in-12. Fig. 1819. Jolie édition. 3 fr.
Scelta di Novelle dei megliori autori Italiani; 3 vol. in-12. Milano, 1813. 12 fr.
——— *Idem* pap. vélin. 15 fr.
SOAVE. Novelle Morali; 2 vol. in-18. Lione, 1818. 3 fr. 50.
Tasso. Gerusalemme Liberata; 2 vol. in-32. Firenze, 1818. Pap. vélin. 6 fr.
——— Aminta; in-12, fig. Jolie édition. 3 fr. 50.
——— Veglie; in-12, fig. Jolie édition. 1819. 2 fr.
TAMBURINI. Lezioni di Filosofia Morale e di diritto della Natura; 7 vol. in-8°. Pavia, 1808. 24 fr.

Ouvrage du plus grand mérite, et peu connu en France.

TIRABOSCHI. Storia della Litteratura Italiana; 20 vol. in-8°. 80 fr.
VASARI Vitte de' Pittori; 16 vol. in-8°. fig. Milano, 1807. 112 fr.

C'est la meilleure édition de cet ouvrage, ornée d'un grand nombre de portraits.

Vita del Cavaliero Bernino; in-4°. br. 2 fr. 50 c.
Vocabolario dell' Academia della Crusca; 7 vol. in-4°. Verona, 1806. 72 fr.

Alberti. Trattato della Pittura e Scultura; in-4°. Milano, 1804. 10 fr.
Anibal Caro. Opere; 8 vol. in-8°. Milano. Belle édition. 50 fr.
Alfieri. Tragedie, in-12. 25 numéros. Venezia. 15 fr.
——— in-12; 20 numéros. Venezia. Papier fin, jolie édition. 24 fr.
——— 5 vol. in-18. Firenze. 15 fr.
——— 4 vol. in 32. Luca. Jolie édition. 12 fr.
——— Commedie; 2 vol. in-8°. 8 fr.
Bentivoglio. Opere; 5 vol. in-8°. Milano. Belle édition. 35 fr.
Berni. L'Orlando Inamorato e le Rime Burlesche; 5 vol. in-8°. Milano. Belle édition. 25 fr.
Boccaccio. Decamerone; 4 vol. in-8°. Livorno. 25 fr.
Casti. Animali Parlanti; 4 vol. in-8°. 16 fr.
Davila. Guerre civili di Francia; 6 vol. in-8°. Milano. Belle édition. 42 fr.
Dante. Divina Commedia; 3 vol. in-18. Pisa. Jolie édition. 9 fr.
——— 4 vol. in-18. Venezia, 1813. 10 fr.
——— 3 vol. in-18. Bassano. 7 fr. 50 c.
Denina. Rivoluzioni d'Italia; 3 forts vol. in-8°. Milano, 1820. Belle édition, faisant partie des Classiques de Milan; contenant plusieurs additions et corrections faites par l'auteur. 30 fr.

Galileo. Opere; 13 vol. in-8°. Milano. Belle édition. 100 fr.
Goldoni. Opere; 26 vol in-18. Charmante édition. 91 fr.
——— Commedie; 12 vol. in-8°. 36 fr.
Grazzini, detto il *Lasca*. Novelle; in-8°. Milano, 1810. Belle édition. 7 fr. 50 c.
Giovani (*Ser*) Fiorentino. Il Pecorone; 2 vol. in-8°. Milano. Belle édition. 10 fr.
Guarini. Il Pastor Fido, in-8°. Milano Belle édition. 7 fr. 50 c.
——— in-18. Pisa. Jolie édition. 3 fr. 50 c.
Guicciardini. Storia d' Italia; 8 vol. in-8°. Firenze. 40 fr.
——— 8 vol. in-8°. Pisa. 44 fr.
Metastasio. Opere; 15 vol. in-12, fig. Mantua. Charmante édition. 60 fr.
Ossian; 4 vol. in-18, fig. Venezia. 14 fr.
——— 4 vol. in-16. Piacenza 9 fr.
Pulci. Il Morgante; 3 vol. in 8°. Milano. Belle édition. 15 fr.
Raccolta de' Megliori Lirici Italiani; in-8°. Milano. Belle édition. 5 fr.
——— *de' Megliori Satirici Italiani*, in-8°. Milano. Belle édition. 7 fr. 50 c.
Sacchetti Novelle; 3 vol. in-8°. Milano. Belle édition. 18 fr.
Tasso. *Gerusalemme liberata*; 2 vol. in-32. Milano. Jolie édition. 5 fr.
——— 2 vol. in-18. Pisa; 5 fr.
——— 2 vol. in-12. Venezia. 4 fr. 50 c.
——— 2 vol. in-8°. Firenze. Superbe édition. 20 fr.
Varchi. La Storia e l' Ercolano; 7 vol. in-8°. Milano. Belle édition. 42 fr.
Virgilio. Eneide tradotta da Anibal Caro. Edizione di Monti; in-8°. Milano. Belle édition. 7 fr. 50 c.
Vinci (*Leonardo da*). Trattato della Pittura, etc., colle Memorie Storiche del medesimo, scritte dal' Ab. Amoretti; in-4°. Milano, 1804. Très-belle édition, avec beaucoup de figures. 30 fr.
Visconti. Iconogrophia Romana; in-4°., avec fig. Milano, 1820. 49 fr.
——— in-8°. 24 fr. 50 c.
——— Museo Pio Clementino; in-4°. Livraisons 1 à 15. Milano, 1820, avec figures. 194 fr.
——— in-8°. Livraisons 1 à 15. 97.

N. B. Les livraisons à paraître seront fournies à mesure qu'elles paraîtront.

LIVRES ANGLAIS.

Antiquities of Scotland by Cockburn; in-4°. London, 1820. Ouvrage orné d'un grand nombre de belles gravures, avec texte explicatif, imprimé sur papier vélin. Livraisons 1 à 3, chacune 24 fr.

L'ouvrage formera six livraisons.

Bolingbroke's Works; 5 vol. in-4°. London, 1754. relié en veau. 72 fr.
BUTLER'S Hudibras, avec la traduction française de Townley et les figures de Hogarth; 3 vol. in-12. Paris, Didot, 1819 Très-jolie édition. 15 fr.
Boyer. Dictionnaire Anglais-Français et Français-Anglais. Nouvelle édition avec la prononciation; 2 vol. in-8°. Paris, 1817. 18 fr.
Campaigns of the duke of Wellington, avec le texte en anglais et en français, et orné d'un grand nombre de figures; 1 vol. in-fol., imprimé par Didot, sur papier vélin satiné, cartonné. Paris, 1817. 144 fr.
Dodwell's Voyages in Greece; 2 vol. in-4°. London, 1819. Orné d'un grand nombre de belles figures. 280 fr.
——— Views of Greece (Vues de la Grèce par Dodwell). Ouvrage magnifique avec figures en couleur et le texte explicatif en Anglais et en Français.

Livraisons 1 à 4. Il y en aura 6; in-fol., imprimé sur papier vélin superfin satiné. Chaque livraison 75 fr.

Delolme's on the English Constitution; in-8°. London, 1818. 12 fr.

Englefield's Vases. Collection de vases étrusques; grand in-8°. Livraisons 1 à 5, avec figures en couleur, pap. vélin; chacune 15 fr.

England Delineated. Description pittoresque de l'Angleterre, avec un grand nombre de figures; 2 vol. in-8°. London. 36 fr.

History of Gil Blas; 4 vol. in-12. Lyons, 1815. 12 fr.

Italian Scenery; contenant 60 vues d'Italie, gravées par les premiers artistes de l'Angleterre, et accompagnées du texte explicatif sur papier vélin superfin satiné; par Batty. Grand in-8°. 12 Livraisons, chacune de 18 fr. 216 fr.
Idem relié en maroquin bleu. 231 fr.

Ouvrage complet.

Journal of a Tour through part of the Snowy Range of the Himala Mountains and the sources of the Rivers Jumna and Ganges By J. B. Frazer; grand in-4°. avec cartes. London, 1820. 78 fr.

JOHNSON'S English Dictionary; in-8°. Montrose. 12 fr.
——————— in-18. London. Pap. vélin. 4 fr.

Inigo Jones, Designs of Architecture, published by Kent; 2 vol. in-fol. London, 1770. Cartonné. 54 fr.

MILTON. Paradise Lost; in-12. 1818. Jolie édition. 3 fr.

NUGENT'S English-French, and French-English Dictionary; 2 vol. in-16. Paris, 1818. 7 fr. 50.

Paris Costumes by Chalon; in-fol. oblong. Première livraison; avec figures coloriées. L'ouvrage doit avoir quatre livraisons, avec six planches. Chacune 16 fr.

Pompeiana, the Topography, and Edifices, ornaments of Pompeii; by sir William Gell and John Gandy. Vues et description de Pompeia; 12 livraisons in-8°. Ouvrage terminé. 144 fr.
Idem en demi-reliure très-élégante. 150 fr.

Pope's complete Works; 8 vol. in-12. London, pap. vélin. 48 fr.

Shakespeare's Works; 8 vol. in-18. London. Charmante édition, fig.; pap. vélin, cartonné. 48 fr.

Smith's Wealth of Nations; 3 vol. in-8°. London, 1818. Pap. vélin. 27 fr.

SPECTATOR by Addisson and Steele; 8 vol. in-8°., fig. 50 fr.

Swiss Scenery Engraved from Drawings by Major Cockburn; avec un texte explicatif. Livraisons 1 à 10; chacune 18 fr.

L'ouvrage aura 12 livraisons.

Idem, format in-4°., fig., avant la lettre. 24.

Views in Paris and its Environs, from Drawings by Capt. Batty; avec texte explicatif. Grand in-8°. Livraisons 1 à 4; chacune 18 fr.

Idem, format in-4°., avec les figures avant la lettre. 24 fr.

Il y aura 12 livraisons.

HISTOIRE NATURELLE DE BUFFON, avec tous les Supplémens; édition publiée par Sonini; 127 vol. in-8°., avec un grand nombre de figures. Paris, 1800, etc. 635 fr.

Cérémonies religieuses de tous les peuples du monde, par Picard, avec le supplément et les superstitions; 11 vol. in-fol. Amsterdam, 1723. Relié en veau, très-bel exemplaire. 500 fr.

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.



